



AMBITIONS

INTERNATIONAL

LE BIMESTRIEL ECONOMIQUE DES DECIDEURS - DIFFUSION INTERNATIONALE - N° 65

AMBITIONS INTERNATIONAL

L'Europe a-t-elle un avenir dans l'espace ?

Has Europe a future in space ?

Le nautisme face à ses défis
The nautical industry



MAI 2008 - PRIX : 4€

notre technologie révolutionnaire
rend les batteries plus performantes

et la prochaine génération
de véhicules hybrides possible



ExxonMobil a développé une nouvelle technologie
qui devrait augmenter sensiblement les performances
des batteries lithium-ion utilisées dans les véhicules
hybrides. Ce qui ouvre la voie à une future génération
d'hybrides plus efficaces et moins coûteux.
Ça, c'est une bouteille d'air pur !

exxonmobil.com



ExxonMobil

Nous relevons les grands défis de l'énergie.

16, Passage Timon-David
 13001 MARSEILLE
 Tél. (33) 04 91 55 69 09
 Fax (33) 04 91 55 69 16

www.ambitions-sud.net

e-mail : info@ambitions-sud.net
 ambitions-sud@wanadoo.fr
 RCS Marseille B 411 871 445 (97B 00 925)

Directeur de la Publication

Jacques-René LORNE

Rédacteur en Chef

Désiré SANVIN

Journalistes

Veronica DAVIES

Philippe LEGER

Jacques René LORNE

Julie VERDIER

Dominique THIBAUT

Correspondants à l'étranger

Michel OCHSNER

Traductions

Jane LORNE

Tradonline

Crédit photos

J.-R. Lorne,

Veronica Davies,

Georges Majolet,

Crédit Agricole Alpes Provence,

Port Autonome Marseille,

BPPC, Air France, Oseo,

CCI Var, CCI Nice, Netjets,

German Wings, Comité Européen

D. Thibault, Caisse d'Epargne, NASA,

Team Côte d'Azur,

P. Léger, D.R.

Photo de Couverture : NASA

Publication bimestrielle

N° 65 MAI 2008

Siret : 411 871 445 00010

Code APE : 221E

ISSN 1253-5168

Prix 4 €

Abonnement annuel : 24 €

Maquette - Mise en page

Ambitions-Sud International

Impression

PETRILLI GROUP IMPRIMEUR
 NICE

Distribution kiosques PACA

Adhérents NMPP

Dépôt légal à parution

La reproduction des articles
 contenus dans ce magazine
 est strictement interdite
 sans accord préalable
 de la Direction
 d'Ambitions Sud International

4 Du côté des Banques Banking world

12 Nautisme Nautical industry

20 Environnement : CARI, le BTP Environment CARI

26 L'énergie en question : le pétrole Energy : oil industry

36 MIPIM : plein boom malgré la crise Booming sector despite the crisis

42 L'Europe et Galileo Europe and Galileo

50 Union pour la Méditerranée Union for the Mediterranean

60 Le télétravail Tele-work



La croissance des entreprises libérée par Oséo PACA

En affichant un bilan 2007 très positif, l'organisme de financement OSEO - PACA fait preuve d'une activité en forte progression. Alignant, depuis la fusion avec l'ANVAR, trois matières au sein d'un réseau unique, Oséo facilite grandement sa visibilité en favorisant une meilleure compréhension de ses objectifs et de ses pôles d'interventions auprès des entreprises. En renforçant sa présence par l'élargissement de son partenariat avec la Région Provence Alpes Côte d'Azur pour co-garantir les risques les plus élevés, l'organisme financier confirme sa persistance active en faveur de l'économie régionale. En effet, en 2007 près de 62.000 entreprises ont vu leurs projets financés, soit une progression de 7% pour Oséo, par rapport à 2006. La plus forte implication de l'organisme de financement est le soutien apporté à la création, tout en notant la forte progression du nombre d'entreprises innovantes accompagnées, y compris en création (+40% par rapport à 2005). Pour ces dernières, c'est 21 millions d'euros qui ont été dégagés au titre de l'aide à l'innovation. Oséo confirme aussi

le succès de ses autres produits, notamment 11,7 millions d'euros libérés pour les "contrats de développement innovation" et 20 millions d'euros de risque pris au titre du fonds de "Garantie Innovation" pour garantir 51 millions d'euros de concours bancaire. Sans oublier le succès des "Prêts Participatifs d'Amorçage" lancés en 2006, qui ont profité à 14 jeunes entreprises innovantes pour une somme globale de 1,4 millions d'euros. Soit en tout, 54 millions d'euros de financement et de risque pris au titre de l'accompagnement et de l'innovation en Provence Alpes Côte d'Azur au profit de 500 PME. Oséo va encore renforcer son importance pour le développement de la région avec la reprise de A2I, organisme de financement spécialisé dans les gros projets, dont les fonds vont maintenant être confiés à Oséo, lui donnant ainsi encore plus de possibilité en faveur des entreprises. L'organisme de financement pourra ainsi développer ses objectifs participatifs pour 2008, notamment pour inciter les entreprises au développement à l'international, objectif qui devient prioritaire si nous voulons que

notre région soit crédible sur le marché européen, voire mondial. La vision sur 2008 ne s'arrête pas là, car Oséo veut agir en déclenchant un effet de levier sur les investissements futurs, aider par de nouveaux produits "Made in Oséo" que sont les prêts participatifs de développement, les contrats de développement, les prêts participatifs d'amorçage, les prêts touchant le haut de bilan pour permettre aux entreprises de renforcer leurs fonds propres et d'investir pour conforter leur croissance. Tous ces financements sont ceux qui représentent le plus de risques, auxquels il faut rajouter le renforcement des actions sur la transmission d'entreprise, que l'organisme de financement veut conduire, car cela évoque un très grand challenge pour les 10 prochaines années, défi qu'il va falloir relever car il concerne près de 50.000 emplois. En perspective pour 2008, pour Oséo c'est un quasi doublement des dotations de l'Etat, soit 800 millions d'euros, qui seront recentrés princi-



palement sur les moyennes PME. Une autre nouveauté en préparation, la reprise des "fonds participatifs" pour les "Pôles de Compétitivités", par l'organisme de financement, qu'il aura pour tâche de coordonner à partir du 1er janvier 2009. Pour être encore plus lisible, un portail de renseignement "Oséo-service" sera mis en place d'ici la fin de l'année 2008.

En conclusion, 2007 a été une année de bonne progression, mais 2008 et 2009 devraient rendre ce succès banal tant l'objectif est d'importance et l'enjeu final sans limite. Au vu de ses résultats on ne peut que féliciter toute l'équipe Oséo Provence Alpes Côte d'Azur, conduite par Véronique Védrine et Jean Marie Suquet et leur souhaiter bon courage pour ce qui est à venir. ■

La Banque de Vizille défend un modèle économique

2007 a été une bonne année "pour un modèle qui résiste" lance Antoine Jarmak, président du directoire de la banque de Vizille, avant d'ajouter : "Car il propose une offre complète des métiers de la banque d'affaires, du Capital Risque jusqu'à la Fusion Acquisitions en passant par le Capital Développement et le LBO (notamment pour le Capital Transmission), tout y est". L'important effectif déployé pour couvrir le Sud de la France est composé de 42 personnes, ce qui place la banque d'affaires en très bonne position pour le développement de ses activités. Un maillon du succès de la banque de Vizille réside dans le fait qu'elle prône l'absence de phénomène de taille dans ses choix d'investissement, "petits ou grands, c'est pour nous une question d'hommes et de projets" explique Antoine Jarmak. "Pas besoin non plus de céder dans des délais bien définis. Nous avons accompagné des entreprises pendant près de 15 ans avant de céder" commente Antoine Jarmak, "il faut être capable d'attendre" conclut-il. Tout cela participe aux bons résultats de l'organisme financier et

lui permet d'aligner 107 millions d'euros d'investissements pour 2007, ce qui dénote une grande activité dans ce secteur. Ces investissements se répartissent "sans phénomène de mode", lorsque l'on regarde la répartition par métier où le Capital Risque représente 8%, le Capital Investissement 68% et les LBO 24%, mais plutôt le reflet d'un réel besoin des dirigeants d'entreprises pour assurer leur évolution. La répartition par montant répond aux besoins des entreprises de toutes tailles, pour un ticket d'entrée à plus ou moins 6 Millions d'euros elle s'établit à 51%. Pour les sommes allant de 3 à 6 millions d'euros elle sont de 21%; les moins de 3 millions d'euros représentent 28%.

Les investissements opérés par la banque d'affaires depuis 1988 jusqu'à fin 2007 égalent 973 millions d'euros au profit de 600 sociétés environ, ce qui place la banque de Vizille pour le Sud de la France parmi les acteurs économiques d'importances. Pour s'en convaincre il suffit de savoir que l'on retrouve ses investissements au Capital développement du Groupe Carnivor situé dans le Var (pour 8M€), du Groupe de

menuiserie industrielle Vial, situé dans les Bouches du Rhône (pour 7,9M€ coté) de la Financière Ste Marguerite dans le Var (pour 7M€ Capital Investissement) Ventoux Développement (Groupe Faraut) dans le Vaucluse (pour 4,1M€ LBO) Heaven Climbart, Bouches du Rhône, (2M€ Capital développement) pour n'en citer que quelques uns. Comme on s'en aperçoit, la diversité est un axe prioritaire pour l'investisseur qui couvre actuellement 153 lignes actives et investit 78% de ses opérations dans la quart Sud-Est (Rhône Alpes, Bourgogne, Provence Alpes Côte d'Azur). La répartition du portefeuille brut investi par métier de la banque reflète bien son activité prioritaire : le Capital Risque représente 7%, il devrait monter jusqu'à 10 et même 15% dans les prochaines années ; le Capital Développement avec 79% est de loin le plus actif ; les LBO représentent 14% mais devraient s'établir autour des 25% vers 2009/2010. Dans le domaine de l'Innovation, Venture Capital (Vizille Capital Innovation) affiche un portefeuille d'activité de 29,1 M€ à fin 2007 et concerne 26 entreprises de technologie.

La répartition de cette somme reflète bien la position début d'activité des Start-Up et des jeunes entreprises. En effet l'investissement d'amorçage représente 18%, la création 35%, le développement 36% et les fonds 11%. Pour 49% ces investissements concernent directement le quart Sud Est et se répartissent sur des lignes telles que : les Sciences de la vie, l'électronique, IT, TMT et autres, ce qui correspond bien au développement actuel de la région et à ses points forts.

Le succès aidant, pour conforter sa nouvelle dimension et accompagner sa forte croissance, la Banque de Vizille vient de réaliser la deuxième augmentation de capital en numéraire depuis sa création, il y a 20 ans. Cette augmentation de 106,7M€ porte les capitaux propres de la banque d'affaires à 506,7M€, de quoi attendre l'avenir avec sérénité, ainsi que les nouveaux investissements. Souhaitons un bon anniversaire à la Banque de Vizille et une bonne continuation pour 2008, avec naturellement, un succès encore plus grand. ■

Oseo PACA liberates company development

The very positive report of activities for 2007 presented by the financial organism OSEO - PACA gives evidence of an activity in strong progress. Since its merger with ANVAR, Oseo groups three fields within a sole network, largely facilitating its visibility by favouring a better understanding of its objectives and its poles of intervention with companies. Reinforcing its presence by extending its partnership with the Provence-Alpes-Côte d'Azur region to co-guarantee the highest risks, this financial structure confirms its persisting activity in favour of the regional economy. Indeed, in 2007 about 62.000 companies saw their projects financed, that is a 7 % progress for Oseo, compared to 2006. Its strongest implication is its support for creation, while noting the strong progress of the number of accompanied innovative companies, including creation (+ 40 % compared to 2005). For the latter, 21 million euros were attributed to

assist innovation. Oseo also confirms the success of its other products, notably 11,7 million euros attributed to "development innovation contracts" and 20 million euros of risk taken for the "Innovation Guarantee" funds to guarantee 51 million euros of banking requirements. Without forgetting the success of the "Participative Launching Loans" launched in 2006, which benefited 14 young innovative companies for a 1,4 million euro lump sum. In all, 54 million euros of financing and risk taken for accompanying and for innovation in Provence-Alpes-Côte d'Azur for the benefit of 500 small and medium-sized firms. Oseo intends reinforcing its importance in the development of the region by taking over A2I, a financial organism specialized in big projects, whose capital will henceforth be entrusted to Oseo, giving it even more possibilities in favour of companies. Consequently, it will be able to

develop its participative objectives for 2008, notably to incite companies to develop on international markets, indeed a priority objective if we want our region to be credible on the European, even world market. Its ambitions for 2008 go even further, because Oseo wants to act as a leverage on future investments, helped by new products "Made in Oseo" that are the participative loans of development, the contracts of development, the participative launching loans, and the loans concerning stockholders' equity to enable companies to strengthen their capital and invest to consolidate their development. All these financing schemes are those that represent the most risks, to which it is necessary to add the intensification of actions on company transmission, which Oseo wants to develop because it represents a great challenge for the next 10 years, since it concerns approximately 50.000 employments. In 2008,

Oseo intends to double the State subsidies, that is 800 million euros, which will be mainly distributed to small and medium-sized firms. Another novelty in preparation, the resumption of "participative capital" for the "Competitiveness Clusters" by the financial organism, that it will coordinate as from 1st January 2009. To offer clearer information, a website portal of information "Oseo-service" will be set up by the end of this year.

In conclusion, 2007 was a year of good progress, but 2008 and 2009 should make this success appear commonplace because the objectives are ambitious and the final stakes are without limit. In view of these results, it only remains for us to congratulate all the team Oseo Provence Alpes Côte d'Azur, led by Veronica Védrine and Jean Marie Suquet, and wish them good courage for what is in store....

The Vizille Bank defends an economic model

2007 was an excellent year "for a resisting model" declared Antoine Jarmak, president of the board of directors of the Vizille Bank, before adding : "because it proposes a complete offer of all the professions of a merchant bank, from Capital Risk to Mergers and Acquisitions, including Capital Development and LBO (notably for Capital Transmission), it's all there! "

The staff to cover the South of France consists of 42 persons, placing the merchant bank in very good position for the development of its activities. One of the keys of the success of the Vizille Bank is the fact that it makes no discrimination of size in its choices for investment, "For us, there's no question of big or small, what is important is the persons and the projects"

explains Antoine Jarmak. " Neither do we define periods; we have accompanied certain companies during almost 15 years before ceding them. One must be capable of waiting " he concluded. All this participates in the good results of the bank and enables it to deploy 107 million euros of investments for 2007, which denotes a big activity in this sector. These investments are divided "without any phenomenon of fashion" when we look at the distribution by profession where Capital Risks represent 8 %, Capital Investment 68 % and LBO 24 %, but rather the reflection of a real need of company managers to assure their evolution. The distributed amounts correspond to the requirements of companies of all sizes: 51% represent an initial

amount of about 6 million euros, 21 % for sums from 3 to 6 million euros, and 28 % for less than 3 million euros.

Since 1988 till the end of 2007, the bank's investments amount to 973 million euros for the benefit of approximately 600 companies, placing the Vizille Bank among the important economic actors in the South of France. There are many examples to testify: it invested in the Capital development of the Group Carnivor in the Var (for 8 million euros), in the industrial Group Vial in the Bouches du Rhone (7,9M euros quoted), in the Financière Ste Marguerite in the Var (7M euros Capital Investment) Ventoux Développement (Groupe Faraud) in the Vaucluse (4,1M euros LBO) Heaven Climbert, Bouches du Rhone (2M euros Capital development) just to quote a few. As we can see, variety is a priority for the investor who presently covers 153 fields of activity and invests 78 % of its operations in the Southeast regions of France (Rhône-Alpes, Burgundy, Provence-Alpes-Côte d'Azur). The distribution of the gross capital invested by the bank per profession clearly illustrates its priority activity: Capital Risk represents 7 %, and it is expected to rise to 10 or even 15 % in the next years; Capital Development is by far the most active with 79 %;

LBO represents 14 % but should increase to 25 % towards 2009/2010. In the field of Innovation, Capital Venture (Vizille Capital Innovation) represents an activity capital of 29,1 M€ at the end of 2007 and concerns 26 companies in technology. The distribution of this sum clearly shows the position of Start-ups and young companies at the beginning of their activity. Indeed the launching investment represents 18 %, the creation 35 %, the development 36 % and capital 11 %. 49 % of these investments directly concern the South East regions and are distributed among activities such as: Life sciences, electronics, IT, TMT and others, which correspond well to the current development of the region and its strong points.

Boosted by its success, to consolidate its new dimension and accompany its strong development, the Vizille Bank has just achieved the second increase in capital in cash since its creation, 20 years ago. This increase of 106,7 million euros brings the stockholders' equities of the merchant bank to 506,7 million euros, which will enable it to anticipate the future and new investments with serenity. We wish a very happy anniversary to the Vizille Bank and a good continuation for 2008, with naturally even more success.

Antoine Jarmak Président du Directoire de la Banque de Vizille



La Caisse d'Epargne Provence Alpes Corse face à ses défis

En livrant des résultats très satisfaisants pour l'année 2007, Alain Lemaire, Président du Directoire, n'a pas hésité à parler de la révolution qui sévit dans le secteur bancaire qui engage l'avenir de la Caisse d'Epargne. " En effet, la mise sur le marché concurrentiel du Livret A, applicable au 1er janvier 2009, n'est pas une nouvelle qui me fait plaisir " lance Alain Lemaire, et on le comprend dès que l'on prend connaissance du dossier, car même si cette donnée sera établie dans le temps (sur 3 ou 4 exercices) elle n'en reste pas moins douloureuse pour la CEPAC car elle concerne près de 70.000 clients en Provence Alpes Côte d'Azur et une somme de près de 40 milliards et demi d'euros qui rapporte environ 40 millions d'euros à la Caisse. L'explication que donne Alain Lemaire sur les conséquences de cette décision, laisse apparaître un problème d'une ampleur territoriale importante puisqu'il concerne environ 40 agences sur les 270 que compte la Caisse. Les responsables de la Caisse vont devoir faire face à un rééquilibrage des agences notamment sur les territoires des Alpes et de la Corse qui sont les plus menacés par cette nouvelle concurrence, même si Alain Lemaire confie "Il faut d'abord attendre la loi pour savoir comment pourra se faire ce rééquilibrage ". Car si la Caisse a une clientèle fidélisée qui utilise l'ensemble des services proposés par l'organisme financier et ainsi ne lui pose pas

trop de soucis par rapport à cette décision, 70.000 d'entre eux sont des clients " livret A " et rien d'autre. C'est ceux-là qui seront la cible privilégiée des organismes bancaires qui tiennent déjà leur compte et qui pourront en outre leur proposer le service du " Livret A " dans le même élan. Cela étant, la Caisse d'Epargne a prévu de contre-attaquer d'une façon virulente en présentant à ces 70.000 propriétaires d'un livret A, un package qui est en cours de validation, qui proposera des services et des conditions intéressantes. De toutes façons, dans le contexte actuel de l'évolution du spectre concurrentiel qui agite la profession, la Caisse d'Epargne Provence et Corse est bien décidée à relever les défis qui se présentent, et elle a déjà bien commencé avec la fusion de la Caisse d'Epargne de la Martinique, réussie et effective depuis juin 2007, liant 9 agences, 87 collaborateurs et 200.000 clients qui sont venus renforcer la position de la CEPAC. La mise en place d'une stratégie internationale privilégiant l'Union Méditerranéenne contribue à l'extension de ses marchés, notamment au Maroc où le groupe Caisse d'Epargne et le Crédit Immobilier et Hôtelier du Maroc (dont le Groupe CE détient 61%) viennent de lancer deux offres bancaires transfrontalières qui seront proposées par la CEPAC avec le CIH. L'organisme financier marocain compte 112 agences et 1.357 salariés et il

s'appuie sur une force de 305.000 clients. Il est historiquement spécialisé dans le financement de l'immobilier et dans le secteur de l'hôtellerie (partenaire incontournable des pouvoirs publics en matière de financement du logement, banque des promoteurs immobiliers au Maroc.)

Il y a un autre domaine où la CEPAC va accentuer ses compétences, c'est l'action commerciale, secteur dont elle aura besoin pour réussir le challenge de conquête auprès de la clientèle entreprise qu'elle compte développer fortement. Dans un autre domaine, la création d'un pôle gestion de fortune - transmission d'entreprise, marché très concurrentiel qui justifie d'un encadrement spécifique qui regroupe 9 personnes, dont une juriste fiscaliste dédiée aux thématiques de cession-transmission. Bien décidé à se placer au centre de la mêlée, le CEPAC est en train d'étoffer ses armes pour pouvoir assurer toutes les opérations financières et d'accompagnement qu'un grand organisme bancaire doit avoir... Sans oublier qu'elle peut s'appuyer sur les filiales et structures du Groupe Caisse d'Epargne - Viveris Management, qui gère près de 400 millions d'euros de fonds de capital investissement, avec une approche multi-régionale et maintenant méditerranéenne avec le fonds " Altermed ", la Compagnie 1818, élue en 2007

meilleure société de gestion française par Eurofunds.

Pour ce qui est du bilan 2007, il est annoncé comme très satisfaisant, avec une progression de +10,1% à plus de 129,2 millions d'euros de résultat net. Le PNB se situe à 506,1 M€ et s'accroît de 9,2% tandis que la solidité financière est maintenue avec une progression des capitaux propres de 8,25% pour un total de 1.679,0 M€. A signaler, une forte progression des prêts immobiliers qui pousse les résultats vers le haut. Cet état de fait n'est pas une réelle surprise, puisque commun à presque toutes les banques pour 2007, des taux d'intérêts suffisamment bas ont autorisé cette bonne performance. Mais l'affaire des subprimes apportant son lot d'incertitude, " les affaires dans ce secteur ne devraient pas rester sur ces sommets, explique Alain Lemaire, car les taux d'intérêts augmentent et cela freine l'ardeur des acheteurs. Je pense que les banquiers auront des surprises d'ici à juin 2008, à cause de tout ce qui se passe sur le marché financier actuellement. " Mais pour la CEPAC, sur le plan financier, pour l'instant ça va et elle est maintenant prête à affronter ses défis avec confiance et sérénité...

Alain Lemaire au centre pendant la réunion



The Provence-Alps-Corsica Savings Bank takes on its challenges

By presenting very satisfactory results for 2007, Alain Lemaire, President of the Directory, did not hesitate to speak about the revolution in the banking sector which commits the future of the Savings Bank. "Indeed, the decision taken to put the "Livret A" savings book on the competitive market as from 1st January 2009, does not rejoice me" declared Alain Lemaire. We quite understand him, once we are acquainted with the file, because even if its application will be progressive (over 3 to 4 years) it will nevertheless hit a heavy blow to the Provence-Alps-Corsica Savings Bank (CEPAC) because it concerns 70,000 customers in the region and a sum of about 40 and a half billion euros which brings in approximately 40 million euros to the Savings Bank. The explanation given by Alain Lemaire concerning the consequences of this decision, reveals a problem of an important territorial dimension because it concerns approximately 40 agencies among the 270 of the Savings bank. The managerial staff will be obliged to reorganise the balance between the agencies, particularly in the Alps and in Corsica, which are the most threatened by this new competition, even if Alain Lemaire confirms: "We must first wait for the law to know how we can adjust the balance". Because although the Savings Bank has a loyal clientele which uses all the proposed services and therefore does not pose a problem in relation to this decision, 70,000 of them are "Livret A"

customers and nothing else. It is those who will be the privileged target for the banks, which already detain their accounts and will consequently also propose the savings book. However, the Savings Bank has planned to counter-attack in a virulent way by presenting to these 70,000 "Livret A" owners a package (which is in the course of validation), which will propose services and interesting conditions. In any case, in the current context of the evolution of competition which perturbs the profession, the CEPAC is determined to take up the challenges which appear, and it has already begun well with the merger of the Martinique Savings bank, successfully concluded since June 2007, bringing 9 agencies, 87 co-workers and 200,000 customers to reinforce the position of the CEPAC.

The implementation of an international strategy privileging the Mediterranean Union contributes to the extension of its markets, notably in Morocco where the Savings Bank group and the Credit Immobilier et Hôtelier du Maroc (of which the Savings Bank group detains 61 %) has just launched two cross-border banking offers which will be proposed by the CEPAC with the CIH. The Moroccan bank represents 112 agencies and 1,357 employees and a clientele of 305,000 customers. It is historically specialized in the financing of real-estate and in hotel business (inescapable partner of public authorities for financing accommodation, and the bank of the property developers in Morocco.)

The CEPAC also intends reinforcing its competence in the field of commercial action, which will be most important to succeed in conquering the business clientele, which it intends developing. It also intends creating a pole for managing fortune and company transmission, a very competitive market which justifies a specific structure grouping together 9 persons, including a jurist tax expert specialised in transfer-transmission. The CEPAC, determined to be in the heart of the battle, is enriching its weapons to assure all the financial operations and accompanying services which a big banking structure must be able to offer ... Without forgetting that it can rely on the subsidiaries and structures of the Savings Bank Group - Viveris



Entrée du Siège Social

Alain Lemaire



Management, which manages about 400 million euros of capital investment, with a multi-regional and now Mediterranean approach with the "Altermed" funds and the Company 1818, nominated best French company of management by Eurofunds in 2007.

The 2007 report was very satisfactory, showing a progress of 10,1 % for more than 129,2 million euros of net result. The GNP stands at 506,1 Million euros and increases by 9,2 % whereas the financial solidity is maintained with a 8,25 % progress of the stockholders' equities for a total of 1.679,0 Million euros. It is important to note a strong progress of the real-estate loans which boost the results.

This is not really a surprise, because it is the same for almost all the banks in 2007, due to low interest rates. However, the sub-primes affair brought a lot of uncertainty: "Business in this sector should not stay on these summits, explains Alain Lemaire, because the interest rates are increasing and that cools down the ardour of the buyers. I think that the bankers will have surprises by June 2008, due to all that is happening on the financial market at present." But for the CEPAC, all is well from a financial point of view for the time being, and it is ready to face its challenges with confidence and serenity ...

La BPPC a présenté des résultats en forte progression pour 2007

Implantée sur 4 départements, Bouches-du-Rhône, Vaucluse et Corse (Nord-Sud), avec un réseau de 75 agences et 817 collaborateurs, la Banque Populaire Provençale et Corse compte aujourd'hui 198 000 clients et 50 130 sociétaires. Le mot d'ordre " ancrage régional, proximité relationnelle et esprit d'entreprendre " s'est traduit par le renforcement de ses effectifs et la rénovation de ses agences.

Une croissance qui confirme le développement entrepris en 2006

Cela s'interprète par une augmentation des ouvertures de comptes particuliers +11,7% et professionnels +17,7% qui rejoint la volonté marquée de proximité voulue par l'organisme financier. Du côté des prêts l'augmentation est significative, bien engagée pour les prêts personnels + 14,8%, de bonne tendance pour les prêts professionnels et entreprises + 23,5%, suivi d'une

explosion pour les prêts immobiliers avec un bond prodigieux à + 50%. Cela étant, François Xavier de Fornel, directeur général de la banque, a remis les choses dans le sens de la marche en signalant : " La fulgurante montée des prêts immobiliers qui a marqué 2007 nous réjouit, mais nous nous attendons pour 2008 à un atterrissage dû à la tendance qui se fait jour actuellement. " En ce qui concerne la vente des produits et services, là encore la progression est importante, + 17,6%. La progression des capitaux suit la cadence, les ressources monétaires s'établissent à +10,8% pendant que les ressources financières affichent un gain de + 4,1% et que les encours de crédits se situent à +23,2%. Cela se signale au niveau du Produit Net Bancaire qui augmente de 6,6 % pour atteindre 124,38 millions d'euros. La marge d'intérêt quant à elle, s'apprécie de 9,6 %. Les charges d'exploitation, bien qu'en hausse de 5,5%, demeurent fortement contrôlées dans un contexte de fort développement. Par contre, le coût du risque est en baisse de 17 % grâce à une très bonne maîtrise des dossiers de crédit et du suivi clientèle. Avec un Résultat Net à 27,17 millions d'euros, en hausse de 15,6 %, la Banque

Populaire Provençale et Corse affiche des résultats financiers qui viennent conforter les choix stratégiques de ces dernières années.

La croissance externe, une volonté de développement

La démarche de la banque pour une implication de développement l'étranger a été très suivie en 2007 et continuera encore plus intensément en 2008, sans oublier la croissance sur le plan national. L'entrée en négociations exclusives en vue de l'acquisition des sept banques régionales d'HSBC France, intervenue fin février, confirme cette stratégie. Cet investissement d'environ 2,1 milliards d'euros pour le groupe, comprend 400 agences supplémentaires situées dans le Sud de la France dont 270 sur l'Arc Méditerranéen, représentant près de 25% de la somme investie par le groupe revenant à la charge de la Banque Populaire Provençale et Corse. Cette acquisition permettra aux Banques Populaires une meilleure présence qui se chiffre à environ 10% du marché. Les 270 agences qui composent l'Arc Méditerranéen, dont la Banque Chaix qui assure une grande pré-

sence sur le Vaucluse, viendront renforcer le maillage de la Banque Populaire Provençale et Corse dans une région à fort potentiel économique. Par la réussite de cette tractation la BPPC se positionne comme une des grandes banques de France. La fusion de l'ensemble de ces agences au groupe peut être estimée à 4 ans, notamment en ce qui concerne l'intégration de l'informatique, seule partie unifiée, car la volonté des responsables de la BPPC est de préserver l'entière personnalité des nouvelles entités qui travailleront en liaison avec le groupe.

En ce qui concerne les résultats du groupe, il affiche un résultat net de 1055 millions d'euros, ce qui lui assure une structure financière solide avec 19,8 milliards d'euros de fonds propres réglementaires dont 16,2 milliards d'euros de Tiers One. De fait il présente un ratio de solvabilité 9,1%, qui est l'un des meilleurs de la zone euro. Même si la vision sur 2008 réserve certaines surprises, notamment dans l'immobilier, la Banque Populaire Provençale et Corse et le groupe peuvent voir venir avec une certaine sérénité. ■

Jean-Louis Tourret et François-Xavier de Fornel



The BPPC presented 2007 results in strong progression

Implanted in 4 departments, Bouches-du-Rhône, Vaucluse, North South Corsica, with a network of 75 agencies and 817 employees, the Banque Populaire Provençal et Corse (BPPC) counts 198 000 customers and 50 130 members today. The motto "regional anchoring, relational proximity and enterprising spirit" was applied by the intensification of its workforce and the renovation of its agencies.

Growth confirming the development begun in 2006

The figures show a 11,7 % increase in the opening of private accounts and 17,7 % for the professionals, which confirms the bank's desire to develop proximity. Loans showed a significant increase, with personal loans + 14,8 %, and a good tendency for professional and business loans with + 23,5 %, followed by an explosion for the real-estate loans with a prodigious jump at + 50%. That being said, François Xavier de Fornel, general manager of the bank, put things into perspective by declaring: " We are delighted by the impressive rise in real-estate loans in 2007, but

we expect a harsh landing in 2008 in view of the present tendency. " As regards the sale of products and services, even there the progress is important, + 17,6%. The progress of capital follows in step, the monetary resources settled at 10,8 % while the financial resources show an increase of + 4,1 % and the outstanding credits show + 23,2 %. The Net Banking product increased by 6,6 % to attain 124,38 million euros. The interest margin gained 9,6 %. Although the operating expenses increased by 5,5 %, they remain carefully controlled in a context of strong development. On the other hand, the risk cost declined by 17 % thanks to a very good mastery of credit and the clientele follow-up. With a net result of 27,17 million euros, that is a 15,6 % increase, the BPPC shows financial results which consolidate their strategic choices over these last years.

External growth

The implication of the bank in international development was strongly followed in 2007 and will continue even more intensely in 2008, without forgetting its expansion on the national scale. The beginning of exclusive negotiations, at the end of February, with the aim of acquiring seven regional banks of HSBC France, confirms this strategy. This investment of about 2,1 billion euros



François-Xavier de Fornel et Jean-Louis Tourret

for the group, includes 400 supplementary agencies situated in the South of France among which 270 on the Mediterranean regions, representing about 25% of the sum invested by the group, chargeable to the Banque Populaire Provençal et Corse. This acquisition will allow the Popular Banks a better presence, amounting to approximately 10% of the market. 270 agencies which compose the Mediterranean regions, of which the Chaix bank which is particularly present in the Vaucluse department, will come to strengthen the network of the BPPC in a region with great economic potential. The success of these negotiations will place the BPPC among the biggest banks in France. The merger of all these agencies into the group will require approxima-

tely 4 years, notably for integrating the data processing, the only unified part, because the BPPC directors intend preserving the personality of the new entities, which will work in liaison with the group.

The results of the group showed a net result of 1055 million euros, which assures a solid financial structure with 19,8 billion euros of statutory stockholders' equity among which 16,2 billion euros of Third One. Actually it presents a solvency ratio of 9,1 %, which is one of the best of the euro zone. Even if the forecast for 2008 reserves certain surprises, notably concerning real-estate, the Banque Populaire Provençal et Corse and the group can anticipate the future with a certain serenity. ■



AMBITIONS
INTERNATIONAL

Bimestriel Economique
à diffusion internationale
www.ambitions-sud.net

- Accueil
- Présentation
- Articles
- Anciens Numéros
- Nos Annonceurs
- Abonnement
- Contactez-nous

Retrouvez nos articles,
nos enquêtes,
nos reportages,
nos archives sur le net :

www.ambitions-sud.net



Le Crédit Agricole Alpes Provence et le Crédit du Maroc signent un partenariat avec Amen Bank (Tunisie)

La convention de partenariat qui vient d'être signée lundi 31 mars 2008, en marge de l'ouverture du Forum Med-Allia 2008 à Tunis, officialise l'adhésion de la banque tunisienne au programme "Intermed", dispositif visant à accompagner les entreprises régionales à l'international dans le but de développer les échanges méditerranéens.

Grâce à ce partenariat avec Amen Bank, la banque mutualiste méridionale élargit son réseau de compétences et d'expertises avec, pour ambition, de contribuer au développement des entreprises des Bouches-du-Rhône, des Hautes Alpes et du Vaucluse sur l'ensemble du pourtour méditerranéen.

En effet le dispositif " Intermed " créé par le Crédit Agricole offre tout un panel de solutions concrètes et de nombreux services sur mesure parmi lesquels : INTERMED DIRECT, disponible notamment sur le site web www.intermedtrade.com : INTERMED PROJETS, conseil personnalisé : INTERMED BANQUE. Toute une gamme de prestations que peut offrir une banque tournée vers l'international.

Le nouveau partenaire de la banque mutualiste, Amen Bank a été créé en 1880 sous la dénomination " Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie " avant d'être rebaptisée en 1995. L'organisme

financier appartient au groupe BenYedder. Il est aujourd'hui le deuxième établissement financier privé de Tunisie où il pos-

sède 95 agences réparties sur les principaux pôles économiques du pays. Ses activités sont principalement tournées vers le

crédit et le financement de projets, les marchés de capitaux, la gestion des comptes, et les opérations internationales. ■



MM. Martin, Karam, Pouzet, Lemridi

Christian Piq reçoit les Clefs d'Or

C'est par une journée superbement ensoleillée que le 29 avril, Christian Piq, Assistant Chef Concierge au Sofitel Marseille Vieux Port, s'est vu attribuer les Clefs d'Or des mains de Roderick Levejac, Chef concierge du Georges V à Paris et Président des Clefs d'Or France. A ses côtés se trouvait Michel Boutaud, le Chef Concierge Clefs d'Or, qui depuis près de 20 ans anime par son charisme et sa gentillesse le Sofitel Marseille Vieux Port, heureux et fier de parrainer son équipier pour cette éminente promotion. Beaucoup de personnalités étaient venues féliciter l'heureux récipiendaire, notamment Patrick Bastier, Chef concierge du Sofitel Lyon, Gérard Ravet, Président des Clefs d'Or de la région PACA et Chef concierge à l'hôtel Cour des Loges à Lyon ainsi que plusieurs confrères

" Clefs d'Or ". Cette récompense vient honorer un homme compétent, considéré comme l'un des meilleurs révélateurs de notre région auprès de la clientèle française et internationale, tant il est vrai que Christian Piq a une connaissance exhaustive du contexte local et régional dans lequel il évolue.

Paré de sa redingote grise et armé de cet accent chantant du Midi, que tout le monde nous envie, il est devenu le confident des Stars qui passent au Sofitel Vieux Port, toujours prêt à faire face aux demandes les plus diverses avec pour raison la " satisfaction client ".

Les Clés d'Or étant réputées être l'élite de la profession, endosser cette importante responsabilité c'est en priorité de " veiller au bon déroulement du séjour de l'arrivée au départ. " Car si

le client est satisfait de toutes les prestations et de notre réactivité, il reviendra " affirme Christian Piq. Il sait qu'il doit faire preuve de discrétion, de courtoisie et de vivacité d'esprit, car ce n'est pas seulement l'image de l'hôtel qu'il représente, mais celle de Marseille. Christian Piq est conscient de cette lourde implication, et en homme d'expérience il se doit de négliger aucun détail, ce qui n'est pas évident, car répondre à toutes les sollicitations ce n'est pas toujours simple. Heureusement, il est aidé dans sa mission par une équipe de quinze personnes qu'il supervise, du concierge au voiturier en passant par le bagagiste... En dehors de toute autre considération, le titre honorifique qui vient de lui être décerné par ses pairs est une reconnaissance qui vient couronner le travail de cet



Christian Piq

homme, qui depuis de nombreuses années œuvre pour la notoriété de l'hôtel pour lequel il travaille et de la ville qu'il aime par-dessus tout. C'est la récompense de son dévouement, de l'énergie débordante qu'il dépense pour la satisfaction des clients, de sa sincérité à toute épreuve ainsi que de l'attachement à toutes les valeurs de cette belle profession. ■

The Credit Agricole Alpes-Provence and the Credit of Morocco sign a partnership agreement with Amen Bank (Tunisia)

The partnership agreement signed on March 31st March 2008 just before the opening of the Med-Allia 2008 Forum in Tunis, officialises the adhesion of the Tunisian bank to the "Intermed" program, conceived to accompany regional companies on international markets with the aim of developing Mediterranean trade.

Thanks to this partnership with Amen Bank, the southern mutua-

list bank extends its network of competence and expertise with the ambition of contributing to the development of the companies in the Bouches-du-Rhône, High Alps and Vaucluse departments in all the Mediterranean countries and regions.

Indeed "Intermed", created by the Credit Agricole mutualist bank, offers a whole range of solutions and numerous made-to-measure services, among

which: Intermed Direct, available on the Web site www.intermed-trade.com ; Intermed Projects, personalised advice ; Intermed Bank, a wide range of services that an international bank can offer.

The new partner of the mutualist bank, Amen Bank was created in 1880 under the name of "Crédit Foncier d'Algérie et de Tunisie" before being renamed in 1995. The financial entity belongs to

the BenYedder group. Today it is the second private financial establishment in Tunisia, where it possesses 95 agencies covering the main economic areas of the country. Its major activities are credit and financing projects, capital markets, management of accounts, and international transactions. ■

Christian Piq receives the Golden keys

It is on a magnificently sunny day, April 29th, that Christian Piq, assistant chief concierge of the Sofitel Marseille-Vieux Port, was awarded the Golden keys by Roderick Levejac, chief concierge of the Georges V hotel in Paris and President of the Golden keys of France. Beside him was Michel Boutaud, the Golden keys chief concierge, who since 20 years has animated the Sofitel

Marseille-Vieux Port by his charisma and kindness, who was happy and proud to sponsor a member of his team for this eminent promotion. Many personalities came to congratulate the happy recipient: Patrick Bastier, chief concierge of the Sofitel in Lyon, Gérard Ravet, President of the Golden keys of the PACA region and chief concierge at the "Cour des Loges" hotel in Lyon,

as well as several "Golden keys" colleagues. This reward comes to honour a competent man, considered as one of the best ambassadors of our region by the French and international clientele, because it is true that Christian Piq has an exhaustive knowledge of the local and regional environment in which he evolves.

Spruced up in his grey frock coat and armed with the melodious accent of the South which everybody envies us, he has become the confidant of the Stars who pass at the Sofitel Vieux Port, always ready to respond to the most different demands to satisfy the customers.

The Golden keys are reputed to be the elite of the profession; they have the responsibility of making sure that all runs smoothly during the stay, from the minute of arrival to that of the departure. "Because if the customer is satisfied by all the services and our reactivity, he will come back," asserts Christian Piq. He knows that he must show discretion, courtesy and quick-wittedness, because not only is he the image of the hotel that he represents, but also that of Marseilles. Christian Piq is aware of this heavy implication, and as a man of experience he is careful to neglect no detail, which is not always simple to answer all the requests. Fortunately, he is assisted by a team of fifteen persons which he supervises, from the caretaker to the car attendant, without forgetting the porter. Irrespective of all other consideration, the honorary title which has just been awarded to him by his peers is a recognition that crowns the work of this man, who has devoted his efforts for many years to enhance the notoriety of the hotel for which he works and that of the city which he cherishes above all. It is the reward for his dedication and his abundant energy to satisfy the customers, for his unshakeable sincerity and his affection to all the values of this wonderful profession. ■

Michel Boutaud et Roderick Levejac entourant Christian Piq



La région Provence Alpes Côte d'Azur Corse face à ses défis

La Région Provence Alpes Côte d'Azur a pour habitude de voir se dérouler 3 Salons parmi les plus importants de France et même d'Europe, notamment en pleine eau, sur son territoire. Cannes et Monaco font partie des plus prestigieux dont les exposants attirent l'ensemble de l'élite européenne et mondiale et celui de La Ciotat, certes plus populaire, mais dont le succès vient d'être, cette année encore, confirmé par une affluence de 42.000 visiteurs venus admirer les quelques 600 bateaux présentés par 180 exposants.



Darse Nord du Mourillon, à Toulon - Photo John Waltz

L'ensemble de l'industrie nautique nationale et internationale se retrouve ainsi chaque année pour faire admirer leur superbe production de voiliers, yachts et autres bateaux de plaisance qui font suffisamment rêver pour être achetés. Ces manifestations poussent tout naturellement à s'intéresser à cette filière, d'un poids économique certain pour la région Provence Alpes Côte d'Azur et Corse, comme pour d'autres régions en France, telle l'Aquitaine qui ouvrira ses " Naval Meetings " à Bordeaux prochainement. Pour mieux appréhender l'impact de cette industrie, il suffit de quelques chiffres pour comprendre immédiatement qu'il est conséquent. En effet, la flotte de navires de plaisance affiche un nombre d'immatriculations

spectaculaire : au 31 août 2007, la répartition par mode de propulsion annonçait 665.890 bateaux à moteur, 184.785 voiliers et 34.712 avec d'autres propulsions. Le total général pour la métropole se situe à 885.555 immatriculations dont 224.972 pour la seule région Provence Alpes Côte d'Azur, à laquelle il faut rajouter 41.479 immatriculations pour la Corse, ce qui place cette région en tête des immatriculations pour la plaisance.

Une industrie en pleine évolution

C'est dire à quel point cette filière est présente sur la région

Provence Alpes Côte d'Azur et Corse, où en termes de chiffre d'affaires elle est forte de 2.2 milliards hors taxe, affichant une croissance de + 6% par rapport à 2006, dont 29% se négocient à l'export. Les 2337 entreprises évoluant sur cette filière emploient près de 9600 personnes, un chiffre qui fait ressortir une hausse de + 5% par rapport à 2006. La répartition géographique laisse apparaître que les entreprises se situent plutôt en bordure de la côte ; celles qui sont installées à l'intérieur des terres ne dépassent pas 1% des emplois et du chiffre d'affaires, ce qui semble normal au vue de l'activité " plutôt maritime " de cette région. La tradition a toujours orienté le pôle nautique vers l'industrie, les matériaux travaillés comme le cuivre, l'acier, l'aluminium, le bois et maintenant les matériaux composites etc... lui permettent aussi une large diversité qui se répartie entre l'artisanat 19%, les sociétés industrielles 36%, celles qui emploient moins de 10 personnes (9 sur 10) et les grands établissements de plus de 50 personnes (10) qui concentrent à eux seuls près de 15% du chiffre d'affaires. La diversité touche aussi la spécialisation des activités et dans ce domaine 4 familles génèrent 90% du chiffre d'affaires et 80% des emplois. Il s'agit des prestations de services qui représentent 32% du chiffre d'affaires et 19% de l'emploi, l'équipement, 30% du CA et

30% de l'emploi, la construction/réparation en chantier naval, 21% du CA et 17% de l'emploi, et enfin la réparation/construction/aménagement hors chantier avec 7% du CA et 14% de l'emploi.

Une filière utilisatrice d'innovation

C'est une filière vieille et jeune en même temps, car elle n'hésite pas à promouvoir l'innovation. On constate d'ailleurs, sans surprise, que 24% de ses entreprises sont engagées dans une démarche innovante touchant plusieurs spécialités, matériaux composites de hautes technologies, électronique embarquée, communication satellitaire, etc... et la majorité d'entre-elles ont commencé une démarche qualité environnement.

Avec des espaces qui ont vocation à grandir encore et à prendre des parts de marché, comme La Ciotat, on peut avoir une vue optimiste en faveur de cette filière pour les années à venir qui sont en passe de voir une recrudescence du nautisme et notamment de la grande plaisance, surtout en terme de réparation et d'entretien. Cela étant, pour l'instant le yachting professionnel représente un tiers de l'activité des entreprises de la région Provence Côte d'Azur Corse et affiche un chiffre d'affaires de 722,5 millions d'euros, soit 33% du CA global de la filière, ce qui est plus qu'honorable, et 35%



The Provence-Alps-Côte d'Azur-Corsica region faces its challenges

The Provence-Alps-Côte d'Azur region is used to hosting three of the most important floating Shows in France and even in Europe. Cannes and Monaco are among the most prestigious; their exhibitors attract the whole European and world elite. That of La Ciotat is doubtless more popular, but its success was confirmed once again this year by 42.000 guests who came to admire some 600 boats presented by 180 exhibitors.

The whole national and international nautical industry meets every year to present their magnificent sailing boats, yachts and other leisure boats which make admirers dream sufficiently to purchase them. These shows naturally lead us to take an interest in this field of activity, which represents a considerable economic

importance for the Provence-Alps-Côte d'Azur region and Corsica, as for the other regions in France, such as Aquitaine which will soon be opening its " Naval Meetings " in Bordeaux. A few figures will help to understand the impact of this industry... Indeed, the number of leisure boat registrations is quite spectacular: on 31st August 2007, the figure per category announced 665.890 motorboats, 184.785 sailing boats and 34.712 with other driving means. The total general in France reveals 885.555 registrations among which 224.972 for the Provence-Alps-Côte d'Azur region alone, to which one must add 41.479 registrations for Corsica, which places this region at the head of the registrations for leisure boats.

A strongly evolving industry

This shows to what extent this field is present in the Provence-Alps-Côte d'Azur region and

Corsica, where it represents a turnover of 2.2 billion excluding tax, that is an increase of + 6 % compared to 2006, among which 29 % is negotiated in export. 2337 companies evolving in this field employ about 9600 persons, a figure which represents an increase of + 5 % compared to 2006. The majority of the companies are situated along the coast ; those which are inland do not exceed 1 % of employment and turnover, which seems normal in view of the "rather maritime" activity of this region. The nautical sector has traditionally always been turned towards industry, working materials such as copper, steel, aluminium and wood, and now composite materials, representing a wide variety which is shared between 19 % handcraft, 36 % industrial companies, those who employ less than 10 persons (9 to 10) and large companies of more than 50 persons (10) who alone represent 15 % of the turnover. We also find variety in the specialization of activities: 4 branches



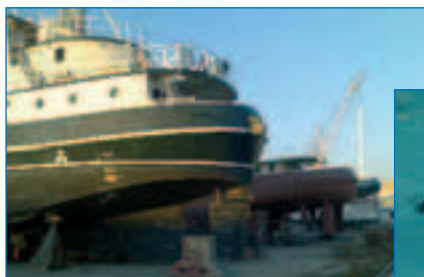
produce 90 % of the turnover and represent 80 % of the employments. These are services which represent 32 % of the turnover and 19 % of the employment, equipment, 30 % of the turnover and 30 % of the employment, construction / repairs in shipyards, 21 % of the turnover and 17 % of the employment, and finally the repairs / construction / fitting outside shipyards with 7% of the turnover and 14 % of the employment.

A field full of innovation

This field of activity is both old and young at the same time, because it promotes innovation.



d'avion



Pôle de compétitivité à vocation mondiale



2 axes stratégiques " Sécurité et Sûreté Maritimes ", " Développement Durable "
qui s'articulent autour de 5 thèmes :

- Sécurité et sûreté maritimes
- Naval et nautisme
- Ressources énergétiques marines
- Ressources biologiques marines
- Environnement et aménagement du littoral

Un réseau implanté la façade Méditerranéenne française et principalement en Provence Alpes Côte d'Azur"

Plus de 250 membres dont 2/3 d'entreprises et 1/3 d'organismes de recherche et de formation

Depuis juillet 2005 :

80 projets labellisés - 50 projets financés - 200M€ de budget de RetD

La région Provence Alpes Côte d'Azur Corse face à ses défis



Presque humaine... cette étrave vue au Salon de Cannes

des emplois, soit 3.355 pour 571 établissements concernés. C'est 24% de la totalité nationale, ce qui place cette région dans une très bonne position aujourd'hui et pour le futur, compte tenu du développement qui reste à faire et de l'évolution favorable du marché telle que les prévisions l'annoncent.

L'investissement dans les infrastructures portuaires, une nécessité

Il y a malgré tout une condition à cette évolution, les infrastructures portuaires d'accueil. Pour l'instant, la région PACA-Corse n'est pas mal placée avec 142 ports offrant 66.570 places, le fonctionnement étant assuré par 1021 personnes, l'ensemble générant 125,5 Millions d'euros de CA HT (en 2006). Il est à croire que cela n'est pas suffisant, car si l'on se réjouit de la tournure favorable du marché, celui-ci va impliquer des investissements importants pour renforcer les infrastructures existantes, voire pour en créer d'autres. On peut noter, d'après une étude de l'Observatoire Economique SIRIUS de la CCI Côte d'Azur, qu'il y a actuellement une demande qui correspond à un besoin de 22.200 postes supplémentaires, dont 6% en Corse, 7% dans les Bouches du Rhône, 32% dans les Alpes Maritimes et 55% dans

le Var. Pour répondre à cela, il y a pour l'instant 27 projets de ports de plaisance, offrant 6.000 places en PACA et 3.000 en Corse. Ils se situent, 6 dans les Bouches du Rhône, 9 dans le Var, 4 dans les Alpes Maritimes et 10 projets identifiés en Corse. A cette lecture on constate que cela est déjà insuffisant de près de 13.000 places rien que pour répondre à la demande actuelle. Qu'en sera-t-il demain si l'évolution se confirme ? Beaucoup d'efforts vont devoir être faits dans la construction de nouveaux

ports ou l'agrandissement de ceux qui le permettent et où cela peut être possible, peut-être l'installation de ports flottants pour accueillir les bateaux en transit... Quoiqu'il en soit, il va falloir faire vite si l'on veut que l'industrie nautique et le nautisme se développent en apportant de la plus value et des emplois dans cette région. Le plan concret qui résulte de ce diagnostic, auquel ont participé le réseau des Chambres de Commerce et d'Industrie de Provence Alpes Côte d'Azur et Corse, fait une large place à l'ef-

fort entrepris, mais surtout sur celui qui reste à faire. Il était primordial de bien définir l'impact de l'industrie nautique en PACA et Corse, maintenant que tout le monde est conscient de l'importance et des enjeux que cela représente. Devant l'identification des forces et des faiblesses affichées, il ne reste plus qu'à transformer tout cela en un élan gagnant sans perdre de temps. Il y a aussi un problème environnemental qui va se poser avec acuité, c'est celui de la pollution générée par le monde du nautisme et notamment des bateaux "ventouses" et autres manques de civisme et de respect pour la nature de ceux qui jettent les plastiques ou leurs ordures en mer sous prétexte que la mer va les réduire. Il faut y penser, car c'est un problème qui mine le nautisme. Dans ce cadre et pour d'autres aussi, le Pôle Mer a un grand rôle à jouer en apportant l'ensemble de ses compétences et celles de ses partenaires sur tous ces sujets et notamment sur celui de l'environnement et du développement durable. Au regard de tous ces éléments, l'industrie nautique propose un challenge et des enjeux primordiaux pour la région Provence Alpes Côte d'Azur Corse et à ce titre il nous faut remercier le travail fait par les Chambres de Commerce et d'Industrie par l'intermédiaire de leur réseau régional, par l'Observatoire Economique SIRIUS de la Chambre de Commerce de Nice et par les services de la Chambre du Var qui nous ont formidablement bien documentés. ■



The Provence-Alps-Côte d'Azur-Corsica region faces its challenges

Furthermore, we are not surprised to notice that 24 % of the companies are innovating in several specialities, high technology composite materials, embarked electronics, satellite communication, etc. and the majority of them have begun a quality environment strategy.

With areas that have the vocation to increase and take market shares, such as La Ciotat, we can anticipate the future of this field with optimism for the years to come, which will witness an outbreak of water sports, particularly mega yachts, which will demand much repairing and maintenance. Things being what they are, at the moment professional yachting represents a third of the activity of the companies of the Provence Côte d'Azur Corsica region and shows a 722,5 million euros turnover, that is 33 % of the global turnover of the field, which is more than honourable, and 35 % of the employment, that is 3,355 for 571 concerned establishments. It is 24 % of the national totality, placing this region in a very good position today and for the future, considering the remaining scope for development and the favourable evolution of the market according to forecasts.

Necessary investment in harbour facilities

There is nevertheless a condition in this evolution, the harbour facilities. At the moment, the PACA-Corsica region is not badly placed with 142 ports offering 66,570 places; the functioning is assured by 1021 persons, the whole generating a turnover of 125.5 million euros in 2006. Apparently this is not sufficient, because although we are delighted by the positive trend of the market, it will imply important investments to reinforce the existing infrastructures and to create others. A study made by the Economic Observatory "SIRIUS" of the Nice-Côte d'Azur chamber of commerce reveals that there is presently a demand for 22,200 supplementary places, among which 6 % in Corsica, 7 % in the Bouches du Rhone, 32 % in the Maritime Alps and 55 % in the Var. To respond to this demand, at the moment there are 27 projects for leisure ports, offering 6,000 places in PACA and 3.000 in Corsica. They are situated: 6 in the Bouches du Rhone, 9 in the Var, 4 in the Maritime Alps and 10 projects were identified in Corsica. We can notice that



this is already insufficient by about 13,000 places, and only to answer the current demand. What will be the situation tomorrow if the evolution is confirmed? Many efforts must be made in the construction of new ports or to increase existing ones wherever possible, and perhaps the installation of floating ports to accommodate boats in transit ... All in all, we must move quickly if we want the nautical industry and water sports to develop, bringing increased value and employment to this region. The concrete plan which results from this diagnosis, in which participated the network of the Chambers of Commerce and Industry of Provence Alps Côte d'Azur and Corsica, entails a wide place for the efforts already made, but

especially for those that remain to be done. It was essential to correctly define the impact of the nautical industry in PACA and Corsica, now that everybody is aware of the importance and the stakes it represents. Now that we have identified the strong and weak points, it now remains to transform all this into a winning race without losing time. There is also an environmental problem which will arise, that is the pollution generated by the world of water sports, in particular the "stagnating" boats and the other lacks of public courtesy and respect for nature, such as those who throw plastic or garbage into overboard, claiming that the sea will destroy them. We must not overlook this problem because it undermines water sports. In

this respect and others too, the Sea Cluster has an important role to play by offering all its competence and those of its partners on all these subjects, in particular that of environment and sustainable development. Considering all these elements, the nautical industry proposes a challenge and essential stakes for the Provence Alps Côte d'Azur Corsica region, and as such we must thank the work made by the Chambers of Commerce and Industry through their regional network, by the Economic Observatory Sirius of the Nice Chamber of Commerce and by the services of the Var Chamber of Commerce which documented us most efficiently.

Chez Riva, au Salon de Cannes



L'industrie nautique italienne, une machine bien rodée

A l'heure où nous prenons conscience de l'intérêt du développement de l'industrie nautique, nos voisins italiens ont déjà, et depuis longtemps, entrepris une démarche en faveur de cet important secteur économique. Le succès de cette initiative se concrétise par le fait que depuis plusieurs années, cette industrie est devenue et reste leader mondial dans le secteur de la construction de yachts de luxe. En effet, l'Italie se situe à la 2ème place après les États-Unis, pour la production totale de ce type de bateau, avec un chiffre d'affaires qui a atteint 5,2 milliards d'euros en 2007, chiffre qui se répartit sur 34 500 professionnels de ce secteur. Il est un fait important qui pousse cette industrie chez nos voisins, c'est la reconnaissance du rôle primordial du nautisme dans le développement du tourisme nautique sur les côtes et les lacs italiens, car ce secteur touristique génère plus de 78 000 emplois.

Le 4ème Salon Nautique de Gênes qui eu lieu en octobre dernier, était composé de 1500 exposants dont une participation de 37% d'étrangers, 2300 bateaux étaient exposés, dont 530 bateaux à flots, 90 bateaux de plaisance de 24 mètres de longueur minimum ainsi que 43 yachts de luxe. En 2006 la valeur de production des bateaux a augmenté de 15% et a atteint 3,5 milliards d'euros. Le chiffre d'affaires total de l'ensemble des secteurs bateaux, accessoires et moteurs dépassaient les 5 mil-

liards d'euros, et l'on comptabilisait plus de 20 000 professionnels. Dans le même temps, on constatait que plus de 50% de la production était vendue à l'étranger. A octobre 2007, le portefeuille de commande dans le secteur des yachts de luxe atteignait une production de 777 exemplaires au total sur le marché mondial, 45% de ce portefeuille sortait des chantiers italiens. Parmi les dix premiers fabricants de yachts de luxe, cinq sont italiens. Les manufacturiers italiens sont les premiers au monde pour la quantité de pro-

jets en fabrication, avec un total de 347 commandes (données d'octobre 2007).

Dans cette conjoncture positive et en collaboration avec les entreprises, la région Toscane se distingue pour sa promotion en faveur de la filière du nautisme de plaisance sur la côte toscane, et de la connaissance de celle-ci à travers le registre des entreprises du secteur de façon à pouvoir effectuer une étude de faisabilité pour la création d'un réseau regroupant les centres de services liés au nautisme de plaisance en Toscane. L'enquête

a permis d'identifier environ 190 entreprises intégrées à la filière qui produisent des biens en bois utilisés sur les chantiers navals, c'est à dire 19,1% des entreprises de secteur.

Le registre des entreprises du secteur a été anticipé par une étude importante de la faculté d'Économie de l'université de Pise, qui a analysé avec précision la situation de la construction navale en Toscane, avec les excellences du chantier "Azimut" à Livourne et du chantier de Giorgio Codecasa à Viareggio. ■

Riva, un des fleurons de la fabrication italienne



Acheter un bateau neuf moins cher et payer moins d'impôts !!!

Avec la LOA, Location avec Option d'Achat... Mais attention, sont uniquement finançables avec cette facilité les bateaux neufs (voile ou moteur) ou d'occasion si la vente est réalisée par un professionnel avec TVA récupérable. L'intérêt réside en une TVA réduite de 50% applicable aux loyers sur les bateaux homologués en catégorie de navigation A, B, ou C (+ de 7m pour simplifier) par exemple: Achat en LOA d'un bateau neuf de 100 000 € TTC (TVA 19.6%) - 1^{er} loyer majoré TTC (TVA 9.8%) = 50 000 €. 59 loyers TTC (TVA 9.8%) pour un total de 819.81€ plus la valeur de rachat TTC : 100.00€ : Coût total de la LOA et donc du bateau = 98 468.79€ Gain total = 1531.21 €. Vous aurez aussi un avantage fiscal car, vos 50 000 € d'apport étant un loyer, sortent de l'assiette de l'impôt Sur la Fortune si vous y êtes assujetti. La valeur totale du bateau 100 000 € n'entre pas dans l'assiette de l'ISF puisque vous êtes locataire.

Une astuce pour mieux rentabiliser votre capital

Si vous disposez de 100 000€, achetez en LOA. Avec 50 000€ d'apport, vous placez les

50 000€ restant sur un contrat d'assurance vie, et vous aurez un rendement de 3% vraiment au minima. Cela vous donne un gain supplémentaire de 7963 € sur 6 ans. Ce placement peut aussi vous permettre de payer en toute tranquillité votre achat en retirant vos 59 loyers de 819.81€ au fur et à mesure de leurs échéances ; ainsi vous n'obérez pas vos capacités d'endettement pour d'autres projets.

Pour payer encore moins d'impôt, il convient de faire votre achat via une Société de type en Participation ou d'une SARL, et de mettre votre bateau en gestion location auprès d'un professionnel. Au travers du compte de résultat, le déficit crée impacte votre impôt sur le revenu. Mais nous vous conseillons de prendre conseil au préalable.

Enfin, pour les navigateurs accrocs du moins d'impôt, il existe la loi Girardin industrielle qui propose une économie d'impôt possible de 32%. Pour ceux qui aiment vraiment les complications, ils peuvent essayer les lois Pons (DOM.TOM) ; pour ce cas de figure la prise de conseil devient obligatoire... ■

Marine Ecureuil

The Italian nautical industry is sailing buoyantly

Whilst we French are just becoming aware of the importance of developing the nautical industry, our Italian neighbours have been developing this branch of industry for a long time already. The success of this initiative is confirmed by the fact that since several years, this industry has become and remains world leader in the sector of the construction of luxury yachts. Indeed, Italy ranks 2nd after the United States for the total production of this type of boat, with a turnover attaining 5,2 billion euros in 2007, composed by 34 500 professionals of the sector. This industry is particularly spurred with our neighbours, because they are aware of the essential role of nautical activities in the development of sailing tourism on the Italian

coasts and lakes, since this tourist sector generates more than 78 000 employments.

The 4th Boat show of Genoa, which took place last October, gathered together 1500 exhibitors among whom 37 % of foreigners; 2300 boats were exposed, among which 530 sailing boats, 90 leisure boats of minimum 24 metres long, and 43 luxury yachts. In 2006, the value of boat production increased by 15 % reaching 3,5 billion euros. The total turnover of all the boat sectors, accessories and engines exceeded 5 billion euros, and figures indicate more than 20 000 professionals. At the same time, we note that more than 50 % of the production was sold abroad. In October 2007, the order books in the sector of

luxury yachts represented a production of 777 boats on the world market, 45 % of this production being constructed by Italian shipyards. Among the first ten manufacturers of luxury yachts, five are Italian. The Italian manufacturers are world leaders for the quantity of manufacturing projects, with a total of 347 orders (statistics of October 2007).

In this positive economic situation and with the collaboration of its companies, the Tuscany region distinguishes itself for promoting leisure sailing on the Tuscany coast; it shows a perfect knowledge of this field of activities thanks to the numerous companies of the sector, which enabled it to make a feasibility study for the creation of a network grouping together the centres of ser-

vices related to leisure sailing in Tuscany. This study made it possible to identify approximately 190 companies integrated in the field, which produce wooden products used on shipyards, that is 19,1 % of the companies of the sector.

The list of the companies of the sector was anticipated by an important study made by the Economy department of the University of Pisa, which made a precise analysis of the situation of shipbuilding in Tuscany, with the skills of the "Azimuth" shipyard in Livorno and that of Giorgio Codecasa in Viareggio.

Buy a new boat cheaper and pay less taxes !!!

It is possible with LOA (Leasing) ... But be careful, it is only applicable to new boats (sailing or motor boats) or second-hand, if the sale is made by a professional that recovers VAT. The advantage is a 50 % VAT reduction applicable to renting boats approved in the navigating categories A, B, or C (over 7 metres, to simplify). For example: buy a new boat on Leasing for 100 000 euros (incl. 19,6%VAT) - the first instalment (incl.VAT 9.8 %) = 50 000 €. Then 59 rents (incl.VAT 9.8 %) for a total of 819.81 euros plus the VAT surrender value: 100.00 euros : total Leasing cost and thus the boat = 98 468.79 euros; total gain = 1531.21 euros. You will also have a fiscal advantage because your 50 000 euros contribution is deductible from the Fortune tax base, if you are subjected to it. The total value of the boat, 100 000 euros, is not included in the Fortune tax base because you are a tenant.

Make profit from your capital

If you have 100 000 euros, buy in Leasing. With 50 000€ of contribution, you place the remaining 50 000 euros on a life insurance contract, and you will have at least 3 % return. Over a period of 6 years you will gain an additional sum of 7963 euros. This investment will also enable you to serenely pay your purchase by drawing your 59 rent instalments of 819.81 euros upon their term. Consequently, you do not compromise your debt capacities for other projects.

To pay even less tax, you can make your purchase via a Participation Company or a SARL (private company) and put your boat in rental management with a professional. Through the earnings report, the created deficit will impact your income tax. But we advise you to take advice beforehand.

Finally, for navigators seeking the least possible tax, there is the "Girardin" industrial law, which proposes a possible tax economy of 32 %. For those who really like complications, they can try the Pons laws (French overseas Territories), but for this, previous advice is compulsory ...

Marine Ecureuil



La croisière, une manne pour la Côte d'Azur

Lors de la conférence de presse qui s'est déroulée le 25 mars 2008 à la Chambre de Commerce et d'Industrie de Nice, la Croisière, sujet abordé, paraît comme étant un élément majeur du développement de l'économie des Alpes Maritimes. Dominique Estève, président de la Chambre, a présenté, avec la participation du " French Riviera Cruise Club ", les réalisations et les objectifs futurs en faveur du développement de ce secteur économique qui devient prépondérant pour plusieurs départements de la région et notamment pour Nice et les Alpes Maritimes. La manifestation " Seatrade 2008 de Miami " qui est le plus important salon d'affaires du monde en ce qui concerne le milieu de la croisière, a été évoqué, puisque les Alpes Maritimes y étaient représentées par un stand. La présence de la Côte d'Azur était indispensable sur ce salon avec le " French Riviera Ports " eu égard à la promotion nécessaire des ports situés le long de la Riviera française. Une délégation fit d'ailleurs le voyage avec pour objectif de mieux comprendre les attentes des compa-

gnies de Croisières en termes de services portuaires, d'organisation de circuits touristiques et d'infrastructures portuaires. L'ensemble de la délégation à laquelle participait Dominique Estève, Président de la CCI de Nice Côte d'Azur, de Philippe Auray, directeur général de la CCI Nice Côte d'Azur, Laurent Monsaingeon directeur des ports, Caroline Valadié, superviseur croisière au sein du port de Nice, Philippe Resp, responsable Opération et Commerce du port de Cannes, Jean Claude de Troch, président du French Riviera Cruise Club, Céline Turpin, OT de Cannes -Palais des festivals et des congrès et Sandrine Carsalade directeur du marketing/promotion du CRT, ont participé à cette mémorable exhibition, certainement la plus grande du monde dans le secteur de l'industrie de la croisière, dont c'était la 24ème édition. Tous les acteurs de la croisière, compagnies, armateurs, équipementiers, prestataires de services, ports et autres, se croisent dans cet immense salon, qui regroupe 118 nationalités, près de 1000 exposants et qui comptabilise

10.000 visiteurs. Cette visite a permis aux responsables de mieux appréhender ce que représente cette filière dans le monde.

Il faut réaliser maintenant que ce marché est en pleine expansion et que cela ne fait que commencer. En effet, l'année 2007 a affiché 12,6 millions de clients dans ce domaine, soit une augmentation de 5%. Entre 1995 et 2006, la demande a doublé au niveau mondial, passant de 5,7 à 12,6 millions de passagers fin 2007 et les prévisions sont très optimistes, puisqu'elles laissent paraître une croissance de 8% par an jusqu'en 2010. Cette amplification pousse les acteurs économiques évoluant sur ce marché à faire de gros investissements en faveur d'une flotte plus adaptée, qui se chiffre actuellement à 18 millions d'euros à injecter jusqu'en 2012 pour la construction et l'équipement de 42 nouveaux navires, qui tireront le marché vers le haut de gamme qui est en nette progression. Cet élan financier va profiter largement à l'industrie européenne, car 98% des bateaux sont construits sur des sites européens par des chantiers

aussi célèbres que Fincantieri, Aker Yards, Meyer Werft et bien d'autres... La croisière devient un véritable vecteur économique qui génère près de 29 milliards de dollars de retombées au niveau mondial et qui engendre 560.000 emplois environ, sans compter les données induites qui enrichissent les régions dans lesquelles la croisière essaime et notamment la nôtre, puisque la Méditerranée est maintenant la 2ème destination après les Caraïbes. Pour bénéficier encore plus de cette manne, il faut mettre en place une stratégie dont l'enjeu est de faire des ports et des aéroports des outils exemplaires, notamment dans le cadre du développement durable et faire accepter les croisières en faisant reconnaître leur véritable intérêt économique pour les Alpes Maritimes. Un challenge dont Dominique Estève a précisé l'importance afin d'en permettre la réalisation, avec ses partenaires, dans une démarche de développement économique efficiente en faveur des Alpes Maritimes.



Cruising, a godsend for the French Riviera

During the press conference which took place on 25th March 2008 at the Chamber of commerce and industry in Nice, Cruising appeared as a major element for the economic development of the Maritime Alps. Dominique Estève, president of the Chamber of Commerce, with the cooperation of the "French Riviera Cruise Club", presented the achievements and future objectives to enhance the development of this sector of activity, which is of prime importance for several departments of the region, particularly for Nice and the Maritime Alps. The "Seatrade 2008 of Miami", which is the world's most important business show for cruising, was evoked because the Maritime Alps had a stand there. The presence of the "French Riviera Ports" at this show was essential, considering the necessary promotion of the ports situated along the French Riviera. Furthermore, a delegation made the journey in order to better understand the expectations of the cruise companies concerning harbour services, the

organization of tourist circuits and harbour facilities. The whole delegation, in which participated Dominique Estève, President of the CCI of Nice Côte d'Azur, Philippe Auray, general manager of CCI Nice Côte d'Azur, Laurent Monsaingeon, director of the ports, Caroline Valadié, cruise supervisor for the port of Nice, Philippe Resp, operation and business manager of the port of Cannes, Jean Claude de Troch, president of the French Riviera Cruise Club, Céline Turpin, tourist office and Festival Palace of Cannes, Sandrine Carsalade marketing/promotion manager of the regional tourist board, participated in this memorable exhibition, certainly the biggest in the world for the cruising industry, of which it was the 24th edition. All the cruise actors, companies, ship owners, parts manufacturers, service providers, the ports and many others, mingled at this huge show, which gathers together 118 nationalities, 1000 exhibitors and attracts some 10.000 visitors. This visit enabled the managerial staff to realise the importance

of this sector of activity in the world.

It is important to note that this market is rapidly growing and that it is only just beginning. Indeed, 12,6 million customers were registered in this field in 2007, that is a 5 % increase. Between 1995 and 2006, the demand doubled at the world level, increasing from 5,7 to 12,6 million passengers at the end of 2007, and the forecasts are very optimistic, because they forecast an 8% growth per year until 2010. This development incites the economic actors on this market to make big investments for a better adapted fleet, which presently amounts to 18 million euros between now and 2012 for constructing and equipping 42 new vessels, which will spur the market towards the top range which is in net progress. This financial whirlwind will largely benefit the European industry, because 98% of boats are built on European sites by famous shipyards such as Fincantieri, Aker Yards, Meyer Werft and many others ... The cruise industry is becoming a real

economic vector which generates about 29 billion dollars of spin-offs at the world level and engenders approximately 560.000 employments, without counting the induced consequences which enrich the regions where cruising is strongly developing, such as here in the South of France, because the Mediterranean is now the 2nd destination after the Caribbean islands. To benefit even more from this manna, it will be necessary to set up a strategy to make ports and airports become exemplary implements, notably with regards to sustainable development, and accept cruises by recognizing their real economic impact for the Maritime Alps. Dominique Estève insisted on the importance of this challenge, in order to achieve the aims, by working together with his partners in an efficient strategy of economic development in favour of the Maritime Alps. ■

Marine Ecureuil

Cap sur vos envies...

Découvrez nos solutions spécialement adaptées pour les plaisanciers et passionnés de la navigation.



Marine **Ecureuil Prestige**
Marine **Ecureuil Fun**
Marine **Lease**

Pour en savoir plus contactez :

► N°Azur 0 810 400 952

PREMIER D'APPEL LOCAL

marineecureuil@cepac.caisse-epargne.fr



CAISSE D'ÉPARGNE
PROVENCE-ALPES-CORSE

L'économie d'énergies, une démarche présente dans le BTP

L'entrepreneur de BTP Georges Dao, Président Directeur Général de la société de bâtiment et de travaux publics " CARI " forte de 2400 employés, a entrepris une croisade en faveur du développement durable et de l'économie d'énergie qui le situe dans l'axe des promoteurs novateurs qui font de la résistance au gaspillage et à la pollution. Cette décision l'a amené à investir dans la reprise de l'Agora situé sur le site de Sophia Antipolis, qu'il a transformé en modèle d'économie d'énergie et dédié à l'organisation d'événements et de " Forum des énergies nouvelles " et dans lequel il accueille des partenaires et des industriels autour de la solution énergétique par le développement des nouvelles solutions d'appoint que sont les éoliennes, le solaire, l'hydraulique et tout autre technologie pouvant générer des économies d'énergie et le moins d'effets nocifs pour la couche d'ozone. L'engagement pris par Georges Dao nous a poussé à le rencontrer pour essayer de mieux connaître l'origine de ce qui fait de lui aujourd'hui un fervent défenseur de l'environnement.

ASI : Nous avons remarqué que vous avez pris un engagement très fort dans le sens de la promotion du développement durable et des nouveaux matériaux de construction dans le cadre du label de la Haute Qualité Environnementale. Pourriez vous nous expliquer ce qui a motivé cet engagement ?

G Dao : En fait, le tournant c'était lorsque nous avons racheté cette entreprise aux Anglais en 2004. Nous nous sommes posés la question : Quelle était notre vision des choses ?

A partir de là, nous nous sommes rendus compte que nous

avions déjà des stratégies d'innovation, notamment sur l'environnemental. En effet, nous avions l'habitude sur les chantiers de travaux publics, comme le TGV Med ou autres, de mettre en place des précautions pour lier notre réalisation en protégeant l'environnement. Cela concernait des données sociales, le développement du potentiel de notre personnel, la fidélisation de nos employés, car il y avait une difficulté d'embauche. Il nous fallait donc innover pour recruter et conserver du personnel, et pour cela les former. Il y avait aussi dans notre réflexion, la troisième voie : " On ne peut pas être une entreprise si on ne rentre pas dans le tissu économique général, on doit donc vivre avec tout ce qui est autour ". Cela correspondait exactement à la démarche du développement durable, dans le volet environnemental ou énergétique. Partir dans cette voie nous paraissait évident, car dès que nous regardions vers les pays d'Europe du Nord, on remarquait qu'ils avaient dix ans d'avance sur nous sur le sujet. Lorsque nous écoutions les clients privés, en particulier les sociétés d'investissement assurance, tous allaient s'orienter vers cette voie, car pour eux c'était l'opportunité d'avoir des bâtiments de longue durée. Ils venaient d'être échaudés par la présence de l'amiante et ils ont constaté des problèmes d'ouvrages qui se détérioraient. Ce bilan fait, ils ont pensé à exiger du HQE (Haute Qualité Énergétique) car ils seraient mieux garantis contre des matériaux nocifs, sur la consommation et la maintenance sur une longue durée. Or, ces gens là raisonnent sur une durée de trente ou quarante ans. Nous sentions bien que le privé allait y venir ; on sentait bien aussi que ce serait porteur pour le client public, les politiques et tous les élus. Cela se sentait déjà en 2004, c'est pourquoi nous avons décidé d'aller dans cette voie là et de plusieurs manières. La première, que l'entreprise se forme à tout ce qui est économie d'énergie et énergies nouvelles. Un des premiers constats que nous avons enregistré, c'est que lorsque nous intervenions, le cahier des charges était déjà fait. Nous en avons déduits que si nous, entrepreneur, nous restions à attendre, nous aurions une connaissance des travaux à faire uniquement lorsque le cahier des charges



Georges Dao, PDG Cari

sera établi. Nous avons donc fait une affaire en promotion immobilière à Sophia où nous étions Maître d'Ouvrage. Sur ce chantier nous avons décidé de mettre un maximum d'actions HQE, sous réserve d'en justifier l'utilité, soit par l'économie, soit par le confort. C'est comme cela que nous avons bâti "Eco Lucioles" où il y a 55 actions nous permettant d'aller au-delà du réglementaire, avec des pompes à chaleur, avec des verres à faible ignivité, avec des brise-soleil, du photovoltaïque, avec intégration au site. Le deuxième constat est en relation avec la taille de notre entreprise qui ne nous permet pas les moyens des gros nationaux. Il fallait, pour compenser cela, trouver une manière originale de nous tenir à jour et de créer des partenariats. Dans cette optique le fait d'avoir créé des salons avec pour thème, "le développement durable " a été une manière d'apprendre ce qui se fait de mieux, tout en créant des relations de partenariat avec les entreprises participantes ; c'est un peu, pour nous, un centre de recherche développement.

ASI : Mais n'êtes vous pas obligé d'avoir ce centre de recherche et développement au sein de votre entreprise pour anticiper le moment où il vous faudra aller plus loin dans votre engagement HQE ?

G Dao : Pour mettre en œuvre il faut d'abord choisir, et ce sont les industriels qui nous donnent les solutions ; nous nous mettons en œuvre ou nous assemblons. Nous avons adhéré à trois pôles de compétitivité : Capénergies, Solutions Communicantes Sécurisées et Pôle Mer. Sur chacun nous participons à des projets intéressants notre métier. Pour nous, c'est le meilleur moyen d'apprendre pour être les premiers à mettre en place les prototypes.

ASI : Vous avez aussi des partenariats avec EDF, mais en quoi consistent-ils ?

G Dao : Lorsque nous étions engagés pour le stade de Nice, qui était un projet très HQE, c'est eux qui ont préparé le cahier des charges ; nous avons énormément travaillé avec eux pour aller au-delà et nous avons constaté que nous avions les mêmes

Economising energy in the building trade

Georges Dao, CEO of the building and public works company "CARI", which employs 2400 persons, has launched a crusade in favour of sustainable development and economising energy, which places him among the innovative founders who fight against waste and pollution. This decision led him to invest in the Agora in the Sophia Antipolis business park, which he transformed into a model of energy economy, dedicated to the organization of events and notably a "Forum of new energies" in which he welcomes partners and manufacturers in the field of energy solutions, developing new additional solutions such as windmills, solar energy, hydraulics and all other technologies that can economise energy and are less harmful for the ozone layer. The challenge taken on by Georges Dao incited us to meet him to try to discover what initially incited him to become a fervent defender of the environment.

ASI : We have noticed that you are strongly committed to promoting sustainable development and the new building materials in respect of the High Environmental Quality standards. Could you explain what motivated this commitment ?

G Dao : in fact, the turning point was when we acquired this company from the English in 2004. We asked ourselves : what was our vision of things?

At that point we realized that we already had innovating strategies of innovation, particularly concerning the environment. Indeed, on our civil engineering work sites, such as the TGV Med or others, we were used to setting up precautions to complete our works whilst protecting the environment. It concerned social data, developing the potential of our staff and securing the loyalty of our employees, because we had hiring difficulties. Consequently, we had to innovate to recruit and preserve our staff, and therefore train them. We were also conscious that " We cannot be a company if we don't integrate the general economic tissue; we must learn to live with our surroundings." That corresponded exactly to the methods of sustainable development, in the environmental and energy sectors. It seemed to be the obvious direction for us, because as soon as we looked towards the countries of Northern Europe, we noticed

that they were ten years in advance on the subject. When we listened to private customers, particularly the insurance investment companies, they were all heading in that direction because it offered them the opportunity to have long-lasting buildings. They had just been caught by the presence of asbestos and they noticed problems in works that deteriorated. As a result, they decided to demand HQE (High Energy Quality) standards in order to be better guaranteed against harmful materials, consumption and long-term maintenance. Those people reason in terms of thirty or forty years. We had the intuition that the private sector would follow in step; we also foresaw that it would be an advantage for the public customer, the politicians and all the elected members. We already had this vision in 2004, that is why we decided to go this way in several respects. Firstly, the company must adapt itself to everything concerning energy economy and new energies. One of the first things we noticed was that when we intervened, the contract conditions were already established. We came to the conclusion that if we, entrepreneur, waited, we would only be informed of the works to be done once the contract conditions were established. Consequently, we did a real-estate affair in Sophia Antipolis where we were the project owner. We decided to use a maximum

of HQE actions, subject to justifying the utility, either by economy or by comfort. That is how we built "Eco Lucioles" where there are 55 actions allowing us to go beyond the statutory, with hot air pumps, glass with a low degree of ignition, sun-blinds, photovoltaic, all integrating the site. Secondly, we realised that the size of our company did not give us sufficient means to compete with the big national companies. In order to compensate this, we had to find an original way of keeping in the race and creating partnerships. In this respect, the fact of having created exhibitions concerning Sustainable Development, was a way to learn what is done the best, whilst establishing partnership relations with the participating companies. It was rather like a R & D centre for us.

ASI : But aren't you obliged to have this R & D centre within your company to anticipate the moment when you will need to go farther in your HQE commitment ?

G Dao : One must first make a choice before implementing, and it is the manufacturers who give us the solutions; either we implement or we assemble. We have adhered to three competitiveness clusters : Capenergies, Secure Communicating Solutions and the Sea Cluster. In each we participate in projects interesting

Vue d'ensemble de Bâtiment Ecolucioles



L'économie d'énergies, une démarche présente dans le BTP

idées. Aujourd'hui, nous avons mis, avec leur concours, une pompe à chaleur à Agora et un système photovoltaïque, avec leurs filiales, comme nous l'avons fait sur "Eco Lucioles". Cette démarche les intéresse parce qu'ils trouvent en nous un installateur qui favorise ces montages. Pour nous l'intérêt vient des techniques qu'ils nous apportent, y compris pour les branchements sur réseau ou autres.

ASI : Par rapport à ce que vous avez fait sur Agora pouvez-vous faire un bilan ?

G Dao : C'est un immeuble qui de par sa conception en verrière n'est pas économique.

Aussi nous avons fait trois choses importantes : Nous avons réduit la consommation de 50% par l'installation d'une pompe à chaleur. Cette initiative nous permet de récupérer l'investissement en quelques années. Nous avons ensuite placé du photovoltaïque, ce qui pour nous a eu un double intérêt. Nous nous sommes aguerris, avec EDF, dans les procédures, les processus et la mise au point. Nous savons maintenant ce que cela coûte et nous savons que cela fonctionne. Cette expérience nous permet de nous engager auprès d'un client, car nous avons expérimenté ces nouvelles techniques sur notre terrain, le contraire ne serait pas possible. Aujourd'hui, dans le cadre des partenariats Public - Privé nous avons vendu du photovoltaïque à St Raphaël ou sur la DSP du port de la Seyne et cela grâce à l'expérience acquise sur Agora.



Femme topographe

ASI : Lorsqu'il s'agit de constructions nouvelles, pour des immeubles ou autres, n'y a-t-il pas une difficulté à faire passer le prix du HQE ?

G Dao : Nous faisons entre 150 à 180 chantiers par an ; moins de 5% de ces chantiers sont HQE. Pourquoi ? Parce que lorsque l'on est constructeur on ne peut pas faire passer le HQE car ce n'est pas nous qui décidons ; se sont le maître d'ouvrage et le maître d'œuvre qui ont déjà décidé des prescriptions. Par contre, dans les partenariats publics nous sommes maître d'ouvrage délégué et quand nous répondons à l'offre nous mettons du HQE, car c'est nous qui décidons et cela plaît beaucoup au client. Mais avec le Grenelle de l'Environnement et toutes les dispositions qui sont en train d'être prises, notamment le fait que toutes les communes accordent 20% de COS de plus au promoteur si le programme est HQE, c'est certainement les maîtres

d'ouvrages qui vont nous demander de travailler sur ces nouvelles normes. Le maire de Nice vient d'annoncer que tous les appels d'offres publics de la ville seront Réglementation Thermique 2005 moins 20% ; il va falloir des gens qui conçoivent cela et des entreprises qui puissent y répondre. En ce qui nous concerne, nous nous sommes préparés pour répondre à ces appels d'offres.

ASI : Est que l'ensemble des mairies et autres administrations sont conscients de cette disposition, vont-elles réellement dans ce sens ?

G Dao : Ce n'est pas aussi simple. Seuls les professionnels sont capables de répondre à cela, l'économie d'énergie, les énergies nouvelles et même les éléments de confort du HQE, c'est très technique : choisir un verre spécial, l'installation d'une climatisation spéciale et autre,

c'est un métier. Je pense que les maires sont conscients depuis le Grenelle de l'environnement, mais il va falloir traduire tout cela en spécification à des architectes, et qu'ils l'intègrent. A mon avis nous allons voir cela à partir des appels d'offres de 2009.

ASI : Pensez-vous que les architectes sont prêts à aller vers le HQE, car pour l'instant il semblerait qu'ils soient un peu réticents devant ce nouveau label avec tout ce qu'il comporte de nouveauté et de spécifications notamment au niveau des matériaux ?

G Dao : Il faut se mettre à leur place... L'architecte aime bien avoir la liberté de conception, et le HQE va se traduire par des contraintes, modèle d'environnement, contrainte thermique, énergétique, tout ce qui peut leur laisser supposer une restriction dans leur liberté d'expression. De plus, le HQE est très technique. Il va falloir un certain temps pour que les architectes s'adaptent et comme c'est nouveau, les réticences habituelles au changement se font jour. Il va falloir aussi qu'il s'associe avec des ingénieurs et des techniciens pour mettre au point son projet. Le bâtiment va devenir intelligent et complexe sur la nature des produits et sur le mode de leurs associations, le métier va devenir plus technique, mais aussi plus financier, car il va falloir être capable de mesurer l'investissement et sa rentabilité avec les incidences sur la consommation et sur la maintenance. De grands cabinets ont déjà commencé à s'associer, mais pour un petit architecte cela va complètement changer sa façon de travailler et

Le bâtiment Agora à Sophia Antipolis



Economising energy in the building trade

our profession. For us, it is the best means to learn in order to be the first ones to set up the prototypes.

ASI : You also have partnerships with EDF (Electricity of France), but what do they entail ?

G Dao : When we were involved in the works for the Nice stadium, which was a highly HQE project, it is they who prepared the contract conditions; we worked enormously with them to go further, and we noticed that we had the same ideas. Today, with their help, we have installed a hot air pump and a photovoltaic system at the Agora, with their subsidiaries, like we did at "Eco Lucioles". They are interested in this method because they consider us to be a fitter who privileges these assemblies. For us, it is interesting owing to the techniques that they offer us, including network and other connections.

ASI : Can you make an assessment of what you did at the Agora ?

G Dao : The building is not economic owing to its glass conception. So we did three important things: we reduced the consumption by 50 % by installing a hot air pump. This initiative allows us to recover the investment within a few years. We then placed a photovoltaic system, which had a twofold interest for us. With EDF we acquired expertise in the procedures, processes and the adjustments. We now know what it costs and we know that it works. This experience enables us to commit ourselves with a customer, because we have experimented these new techniques on our ground. Today, in Public - Private partnerships we have sold photovoltaic systems to the town of St Raphaël or the port of La Seyne, thanks to the experience acquired at the Agora.

ASI : Isn't it difficult to get acceptance for the HQE prices for new constructions or buildings?

G Dao : We accomplish between 150 and 180 construction sites per year; less than 5 % of these construction sites are HQE. Why? Because as a builder we cannot impose HQE because it is not we who decide; the prescriptions have already been decided by the project owner and manager. On the other hand, in the public partnerships we are delegated owner and when we answer the offer we impose HQE, because it is us

who decide and it pleases the customer.

But with the "Grenelle de l'Environnement" and all the dispositions that are being taken, notably the fact that all the municipalities grant 20 % more of Building to Plot Ratio to the promoter if the program is HQE, it is certainly the owners who are going to ask us to work on these new standards. The mayor of Nice has just announced that all the town's public invitations to tender will be Thermal Rule 2005 less 20 %; it will require people who can conceive that and companies that can answer it. As far as we are concerned, we are ready to answer these invitations to tender.

ASI : Are all the Town councils and other administrations conscious of this disposition? Are they really heading in this direction ?

G Dao : It's not so simple. Only the professionals are capable of answering; energy economy, new energies and even the HQE elements of comfort are highly technical; it is a true profession to choose a special glass or to install special air conditioning, for example. I think that the mayors are conscious since the "Grenelle de l'Environnement", but it must all be translated into specifications for the architects, so that they can integrate it. In my opinion, it will appear as from the invitations to tender in 2009.

ASI : Do you think that the architects are ready to accept HQE, because they seem to be rather reticent towards these new standards and specifications, particularly concerning the materials ?

G Dao : You must stand in their shoes ... Architects like to have the freedom of conception, whereas HQE will impose constraints, models of environment, thermal and energy constraints, all of which lead them to fear a restriction in their freedom of expression. Furthermore, HQE is very technical. It will require a certain time for the architects to adapt themselves; and as it is new, there is the usual reticence to changes. They will also be obliged to associate with engineers and technicians to finalize the project. Building will become intelligent and complex concerning the nature of the products and the methods of associating them; the profession is going to become more technical, but also more financial, because it will

have to be capable of measuring the investment and its profitability with the incidences on the consumption and on the maintenance. Big cabinets have already begun to adhere, but for small architects it will completely change their way of working and will necessarily complicate their life. However, I don't think we shall stop moving forward because it goes in the sense of history. It is for all these reasons that I have taken on the challenge, because it's preferable to take the train when it starts off rather than when it is launched at top speed.

ASI : It's good to go in the sense of history, but it implies that all the means must follow. The Grenelle de l'Environnement is a good thing, but there is little talk about the accompanying factor, that is training for these new needs. In a sector where time is precious, what is the situation regarding professional training ?

G Dao : You are quite right on this subject. I have insisted with the Civil Engineering High School in Antibes and the Polytechnical College in Sophia Antipolis for them to offer special training courses for building and public works. The Civil Engineering High School wants to do a professional degree in High Environmental Quality and Building and they have asked me to be the godfather of the promotion. It suits me very well because we need it. It is obvious that the change is brutal. In 2000 France had signed the European directives to change the thermal regulation (Thermal rule 2005). The North European countries were ready as from 2003, France brought out its decree in August 2006, applicable on 1st September 2006. It is sure that neither the architects nor the municipalities could verify that licences respected the RT2005. The software for measuring the energy consumption of a building appeared early 2007; we have it and we master it, but it is recent and

Chantier Key Largo



L'économie d'énergies, une démarche présente dans le BTP

obligatoirement compliquer sa vie. Quoiqu'il en soit, je pense que l'on ne fera pas machine arrière, car cela va dans le sens de l'histoire. C'est pour toutes ces raisons que j'ai pris les devants, car il est préférable de prendre le train au démarrage plutôt qu'à pleine vitesse.

ASI : Aller dans le sens de l'histoire c'est bien, mais encore faut-il que l'ensemble des moyens suivent. Le Grenelle de l'environnement c'est bien, mais le facteur accompagnement, formation à ces nouveaux besoins, on en parle peu. Dans un secteur où le facteur temps va être compté, où en sommes nous réellement, notamment en terme de formation ?

G Dao : A ce sujet là, vous avez tout à fait raison. J'ai insisté auprès du Lycée de Génie Civil d'Antibes, de Polytech à Sophia pour qu'ils fassent des formations BTP dans cet aspect là. Le lycée de Génie Civil veut faire un Bac+3, c'est-à-dire une licence professionnelle en Haute Qualité Environnementale et Bâtiment et ils m'ont demandé d'être le parrain de la promotion. Cela me va très bien car nous en avons besoin. Il est clair que le changement est brutal. La France avait signé en 2000 les directives européennes pour faire changer la réglementation thermique (réglementation Thermique 2005) les pays européens du Nord étaient prêts dès 2003, la France a sorti son décret en août 2006, application au 1er septembre 2006. Il est sûr que ni les architectes ni les communes ne pouvaient vérifier que les permis respectaient les RT2005. Le logiciel qui permet de mesurer la consommation énergétique d'un bâtiment est sorti début 2007, nous l'avons et nous le maîtrisons, mais il est récent et très complexe, réservé à des personnes compétentes qui ont déjà l'habitude de l'énergie ou de la climatisation. Là dessus se greffe le problème de la formation. A ce sujet, j'ai rencontré le CESI à Marseille qui va faire une démarche à long terme et qui monte actuellement une formation continue pour nous ; elle permet à notre personnel d'acquérir, en quatre jours, une connaissance générale pour maîtriser le sujet, car les techniques élémentaires sont connues, le problème c'est l'assemblage cohérent de tout cela.

ASI : Il y a un autre engagement fort qui vous situe actuellement, c'est la décision que vous avez prise de faire la promotion des femmes dans vos métiers. Quelle en est la motivation ?

G Dao : L'idée date de 2004. Depuis 2000 nous avons mis en place un certain nombre de techniques pour embaucher, 50% environ des gens présentés le sont par quelqu'un de l'entreprise et quand une personne de l'entreprise présente quelqu'un qui fait un essai favorable elle touche 400 euros, c'est une bonne promotion. Qualitativement les gens présentés sont bien choisis et bien documentés sur l'entreprise par la personne qui l'amène ; dans cette configuration nous sommes plutôt contents. En 2004, nous avons fait le plein avec les jeunes et puis les seniors et nous avons commencé à nous intéresser à tout ce qui était insertion. Puis, un jour une responsable de l'insertion me dit " Nous avons du mal à vous trouver des candidats hommes parce que dans l'insertion, 65 ou 70% sont des femmes que nous avons à vous proposer, mais vous ne prenez pas de femme... " A ce moment là, nous faisons parti d'un groupe de réflexion sur l'insertion avec des personnes de chez Peugeot et ils nous expliquaient que tous leurs caristes étaient des hommes, jusqu'au jour où un a été malade et ils n'arrivaient pas à le remplacer. Une femme s'est proposée, ils l'ont prise et ils ont constaté qu'elle avait moins d'accidents, que le matériel était mieux soigné. Un an après il n'y avait plus que des femmes caristes chez eux. Je me souviens encore de la réticence que nous avions lorsque nous avons embauché les premiers conducteurs femmes en 93 et 95 ; on se disait " c'est impossible ". Aujourd'hui nous avons 33 femmes dans l'encadrement chantier et cela ne pose aucun problème. A partir de là, je me suis dit " qu'est ce qui pourrait interdire à des femmes de faire nos métiers ? " Nous avons donc décidé de nous engager sur cette voie. Cela était très dur en 2005, nous avons fait toute une campagne et nous en avions à peine recruté trois à fin 2005. Nous avons intensifié notre action en 2006, nous avons recruté 16 femmes et actuellement nous en avons 44 embauchées, plus une trentaine en formation et cela ne pose plus de problème, tout au moins pas plus que certains hommes. J'ajoute que nous



Personnel féminin de l'entreprise contrôlant des plans

avons un taux de satisfaction qui est très bon et lorsque l'on regarde bien, on se rend compte que 80% des emplois pourraient être tenus par des femmes. Nous avons fait 4 opérations dans toute la France, 140 femmes se sont déplacées pour voir ce que cela représentait en termes d'emploi. Pour l'instant nous sommes en phase d'étude des candidatures. Il nous faut savoir combien ont sollicité un poste, après il faut expliquer et former. Nous faisons nous-mêmes la formation car nous avons constaté que le ratio de réussite était plus important que si elle se faisait en dehors ; ainsi nous avons 65% des candidates qui restent pour travailler dans la société. Il faut savoir que tous nos formateurs sont des seniors qui seraient partis à la retraite et qui sont très content de faire passer le savoir aux plus jeunes. En 2007 nous avons formé 80 jeunes qui sont maintenant opérationnels. Nous allons d'ailleurs recevoir au Sénat le prix spécial du jury pour l'entreprise citoyenne pour ce programme où nous avons embauché de jeunes hommes et de jeunes femmes et des handicapés que nous formons nous mêmes avec nos seniors et nos tuteurs qui les suivent pendant toute la première année.

A la fin de la rencontre avec Georges Dao, nous étions persuadés du bien fondé de cet élan et nous pensons avoir bien compris le message. Si cette initiative a beaucoup de sens, elle prouve aussi la pertinence de la réflexion, qui bien souvent arrive à nous faire sortir de l'habitude établi et qui marque une incontestable avancée, tant pour l'environnement et le développement durable, que pour les idées reçues en ce qui concerne les femmes. Car il faut bien reconnaître qu'elles développent de plus en plus de compétences sur un panel très large de métiers et notamment sur certains " soit disant réservés aux hommes ". L'époque trouble de 1940 à 1945 avait démontré la capacité de la gente féminine à assumer des responsabilités ; les initiatives actuelles confirment la tendance avec un peu plus de détermination. Une chanson dit que "la femme est l'avenir de l'homme " et actuellement elle prouve par son travail et sa volonté qu'elle peut être l'égale de l'homme. Il suffit maintenant de le reconnaître et l'initiative de l'entreprise CARI va dans ce sens...

Economising energy in the building trade

very complex, reserved for competent persons who already have expertise in energy or air conditioning. Then there is also the problem of professional training. On this subject, I met the CESI in Marseille which is going to introduce a long-term method, and they are also conceiving training for us at present. This will enable our staff to acquire a general knowledge to master the subject within four days, because they already know the elementary techniques; the problem is the coherent assembly of all this.

ASI : You have taken on another strong commitment : that is your decision to promote women in your professions. What is your motivation ?

G Dao : The idea dates back to 2004. Since 2000 we set up certain number of techniques to hire personnel : approximately 50 % are presented by somebody within the company, and when the result is positive, the person who presented the new recruit receives 400 euros, it's a good promotion. Those presented are of good quality and are well informed about the company by the person who introduces them. In this respect, we are quite satis-

fied. In 2004, we took on a lot of young people, then senior staff, and we began to take interest in insertion. Then one day, someone in charge of insertion said to me " we have difficulties in finding men candidates because 65 or 70 % are women, but you don't hire women ... " At that point we made a think tank for insertion with people from Peugeot, and they explained to us that all their forklift operators were men until the day when one was sick and they did not manage to replace him. A woman proposed for the job, they took her on and they noticed that she had fewer accidents and that the material was better looked after. One year later, all their forklift operators were women. I still remember our hesitation when we hired on the first women drivers in 93 and 95 ; we said "it's impossible". Today we have 33 women on the construction sites and it doesn't cause the slightest problem. From then onwards, I asked myself "what could prevent women from doing our professions ?" So we decided to continue. It was very hard in 2005, we made a whole campaign and we had only recruited three at the end of the year. We intensified our action in 2006,

On perce...



Georges Dao sur un chantier

we recruited 16 women and at present we have 44 among our staff, plus around thirty in training, and it doesn't cause any problem, at least no more than certain men. I add that we have an excellent rate of satisfaction and when we look well, we realize that 80 % of the jobs could be done by women. We organised 4 operations throughout France, 140 women came to see what it represented in terms of employment. At the moment we are studying the candidatures. We need to know how many have applied for a job, then we must explain and do training. We do the training ourselves because we have noticed that the success ratio is higher than if we externalise it. As a result, 65 % of the candidates stay to work in the company. It is important to know that all our training staff are seniors who would normally have retired and are most satisfied to transmit their knowledge to the young. In 2007 we trained 80 young people who are now operational. Furthermore, the Senate will be awarding us the special prize as a citizen company for this program where we hired on young men and women and the handicapped persons whom we train ourselves with our seniors

and our tutors who follow them during the first year.

At the end of the meeting with Georges Dao, we were convinced by the merits of this initiative and we think we have clearly understood the message. Not only is it full of good sense, but it also proves the pertinence of reflection, which often enables us to escape from rooted habits. It represents an incontestable headway for the environment and sustainable development, and also for the set ideas concerning women. Indeed, we must admit that they develop more and more competence in many professions, particularly in some considered to be "reserved for men". The troubled period from 1940 till 1945 proved women's capacity to assume responsibilities ; the current initiatives confirm this tendency with a little more determination. A song says that " the woman is the future of man " and at present she proves by her work and her strong will that she can be the equal of man. It's time to recognise it, and the initiative of the company CARI is a good step in the right direction. ■



Incertitudes et normes draconiennes, les lots quotidiens des industries pétrolières

Aborder la question de "l'or noir" et de son avenir suscite autant de débats houleux que de vives inquiétudes. Etant la principale source d'énergie, sa production et sa consommation sont régulées par le système triangulaire qui régit tous les marchés : l'offre, la demande et les investissements sont au cœur d'enjeux géopolitiques incontournables depuis les années 90.

Cependant, depuis quelques années, les bouleversements des pays producteurs se succédant, l'offre étant indéniablement inférieure à la demande qui grandit très vite poussée par l'Asie, le marché est fébrile et se répercute sur une flambée des prix qui a dépassé la barre symbolique des 100 dollars le baril. Le contexte actuel s'explique par les situations politiques des pays producteurs confrontés à la guerre en Irak et aux troubles au Moyen Orient et maintenant au Nigéria. L'Iran comptabilise 12% des réserves mondiales de pétrole et atteint une production de 3,5 millions de barils par jour, ce qui lui vaut la deuxième place après l'Arabie Saoudite et se positionne comme un producteur incontournable et essentiel pour la stabilité du marché. Elle inquiète d'autant plus car sa capacité de réserves mondiales s'élève à 25%. Les bouleversements au Venezuela et au Nigeria, premier producteur brut africain et 7e producteur mondial pour 2 millions de barils produits chaque jour provoquent aussi des tensions.

Cet embrasement des prix a entraîné une réunion de l'Organisation des Pays Exportateurs de Pétrole (OPEP) qui a décidé de maintenir sa production lors d'une réunion, mercredi 5 mars à Vienne, refusant la demande des pays consommateurs de pomper plus pour calmer la flambée des prix du brut, prétextant la faiblesse du dollar couverte par des investisseurs qui achètent massivement des contrats pétroliers, les troubles géopolitiques et le manque de capacités de raffinage dans le monde selon l'OPEP. Les 12 Etats membres soumis aux quotas produisent actuellement 29,67 millions de barils par jour et 32 millions (mbj) en incluant l'Irak, non

soumis à un quota d'après la Tribune et estiment que le marché pétrolier est suffisamment approvisionné. Pourtant, les Etats-Unis connaissent une hausse supplémentaire dans les stocks pétroliers, un élément qui aurait dû faire pencher la balance en faveur des pays consommateurs qui demandent une hausse de production d'autant que le "Cartel" craint une baisse de la consommation avec la fin de l'hiver et le ralentissement économique américain.

Cet état des lieux est l'occasion d'entamer un tour d'horizon grâce au bilan annuel de l'Union Française des Industries Pétrolières (UFIP) pour décrire les perspectives 2008 sur l'ensemble du globe, et particulièrement en Europe et en France notamment en matière de transformation du raffinage, de distribution et de prix des carburants et souligner les enjeux colossaux qui pèsent sur les projets futurs et sur l'avenir préoccupant.

Les pays émergents, véritables prédateurs

Le monde actuel est coutumier des caprices et des incidences du coût du pétrole depuis le premier choc pétrolier en 1973 qui est devenu une arme économique, la croissance mondiale pourrait être tributaire de ses turbulences et créer une différence entre les capacités de production et les demandes mondiales pétrolières, entraînant ainsi des marchés vulnérables et nerveux,

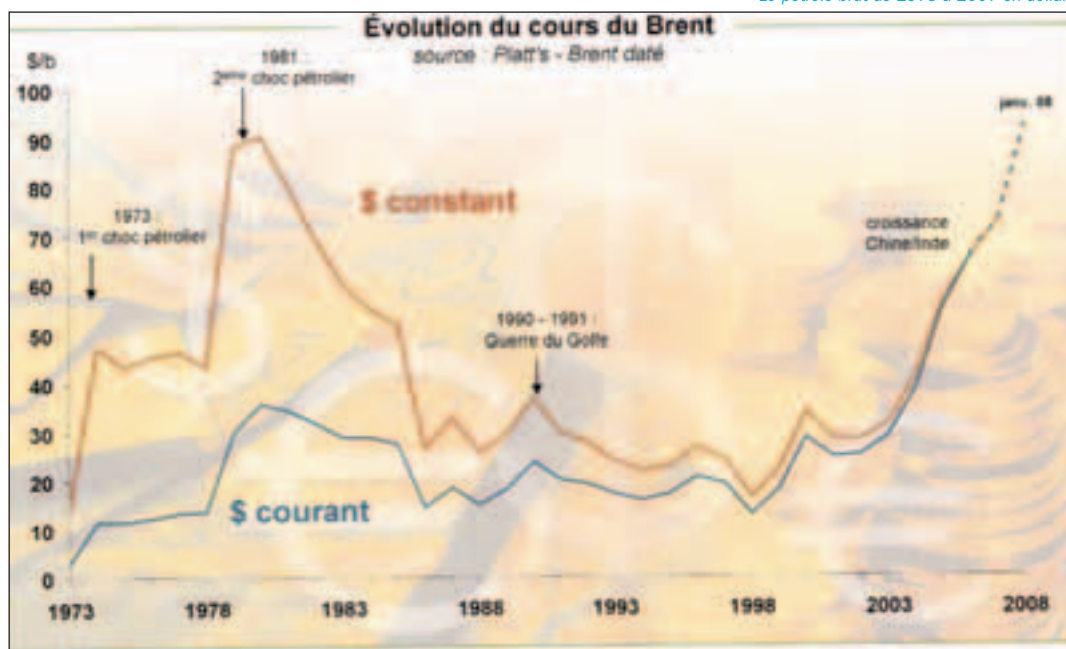
ce qui explique la croissance mondiale soutenue. Gouvernée par le complexe Chine/ Inde engagé dans une dynamique de croissance exponentielle et future locomotive de l'expansion économique et énergétique au niveau international dans un monde à deux vitesses, elle maintient les pays développés à connaître seulement 2% de croissance économique industrielle. Ces pays émergents, véritables prédateurs, ont amené le monde à un consumérisme important. Dès l'année 2007, le baril atteignait 72 dollars, soit 52 euros, et a subi une évolution inéluctable et inhabituelle des prix, atteignant au 2 janvier 2008 le chiffre symbolique de 100 dollars le baril et qui ne risque pas de baisser, ce qui explique la multiplication du prix du brut par 10 en dix ans. L'OPEP reste l'acteur incontournable en apport de pétrole brut et concrétise même en 2007 l'approvisionnement des pays membres de 44% au niveau mondial et 40% pour la France, et par la même occasion impose un monopole et une dépendance à l'égard des pays consommateurs esclaves de leurs régulations de production et de prix.

L'enjeu des raffineries : existe-t-il une chance de survie ?

Les raffineries présentent un moyen d'assurer une politique pour répondre à une demande en produits pétroliers qui se

concentrent surtout sur les produits légers (carburants) et moyens (fioul et gazole). Mais la plupart des bruts extraits dans le monde contiennent plus de produits lourds. Cette nécessité d'adapter l'utilisation des raffineries explique la localisation des raffineries dans le monde car beaucoup d'entre elles se trouvent dans les pays développés, gros consommateurs comme la France qui comptabilise 12 raffineries dont Total, Esso, Ineos et Shell qui cèdera bientôt son pipeline à Lyondelbasell avec une capacité totale de production de 100 millions de tonnes par an. Pourtant, le raffinage français est confronté à de nombreuses évolutions, notamment la segmentation de l'activité avec l'apparition de raffineurs indépendants comme Petroplus par exemple. Le marché européen mais aussi français doit adapter son outil en fonction du déséquilibre qui apparaît entre l'essence et le gazole car plus de 70 % des nouvelles immatriculations françaises sont des véhicules diesel et la tendance ne risque pas de s'atténuer avec l'éco pastille, la nouvelle taxe verte mise en place suite à des accords survenus lors du Grenelle de l'Environnement. Il s'agit d'un système qui espère faire payer les acquéreurs de voitures polluantes et neuves. Les automobilistes qui désirent acheter une voiture dont les émissions de gaz carbonique dépassent 160g de CO2 par kilomètre devront ver-

Le pétrole brut de 1973 à 2007 en dollars



Drastic uncertainties and standards, the daily lot of the oil industry

Discussions on "black gold" and its future have led to as many stormy debates as sharp concerns. Being the main source of energy, its production and consumption are regulated by the triangular system which governs all markets: supply, demand and investments have been at the heart of the major geopolitical stakes since the Nineties.

However, in the last few years, upheavals have occurred in the producer countries, and supply has been unquestionably lower than demand which is growing very quickly driven by Asia. The market has been feverish and is reflected by a leap in prices which has exceeded the symbolic mark of 100 dollars per barrel. The current context is explained by the political events in the producer countries which are confronted with the war in Iraq, unrests in the Middle-East and now in Nigeria. Iran accounts for 12% of the world's oil reserves and produces 3.5 million barrels per day, gaining second place after Saudi Arabia, and is now positioned as a major producer, essential for the stability of the market. It is all the more worrying as its capacity of global reserves amounts to 25%. The upheavals in Venezuela and Nigeria, the first African crude oil producer and the 7th global producer with 2

million barrels produced each day also cause tensions.

This flaring of prices led to a meeting of the Organization of Petroleum Exporting Countries (OPEC) in Vienna on Wednesday, March 5 and the decision to maintain its production, refusing the request of the consumer countries to pump more oil into the market to calm the massive rise in crude oil prices. The excuse given by OPEC was the weakness of the dollar covered by investors who buy oil contracts massively, the geopolitical unrests and the lack of refinery capacities in the world. The 12 Member States subject to quotas currently produce 29.67 million barrels per day and 32 million (mbd) including Iraq, not subject to a quota according to the Tribune (daily newspaper), and estimate that the oil market is sufficiently stocked. Nevertheless, the United States has an additional rise in oil stocks; this should have tipped the scales in favor of the consumer countries which are requesting an increase in production particularly as the "Trust" fears a fall in consumption with the end of winter and the American economic turnaround.

This is the opportunity to start a review using the annual report of the French Union of Oil Industries (UFIP) to describe prospects for 2008 at a global level, and particularly in Europe and France as regards transformation of refining, distribution and prices of fuels, and to underline the colos-

sal stakes which weigh on the future projects and the worrying future.

Emerging countries, real predators

The real world has become accustomed to the vagaries and impacts of the cost of oil since the first oil crisis in 1973 which became an economic weapon. World growth could be dependent on its turbulences. Differences between world oil outputs and demands are created, thus making markets vulnerable and on edge which explains steady world growth. Controlled by the China/India complex involved in an exponential and future growth dynamics and pacesetter of the economic and energy expansion internationally in a two-speed world, the developed countries have an industrial economic growth of only 2%. These emerging countries, real predators, have introduced a high level of consumerism to the world. As of 2007, the barrel reached a price of 72 dollars, or 52 Euros, and underwent an inescapable and unusual price rise, reaching on January 2, 2008 the symbolic figure of 100 dollars a barrel which is not likely to drop: the oil price has multiplied by 10 in ten years. OPEC remains the major player in crude oil contribution and further strengthens in 2007 its supply to Member States at 44% on a world level and 40% for France, and consequently imposes a monopoly on and a

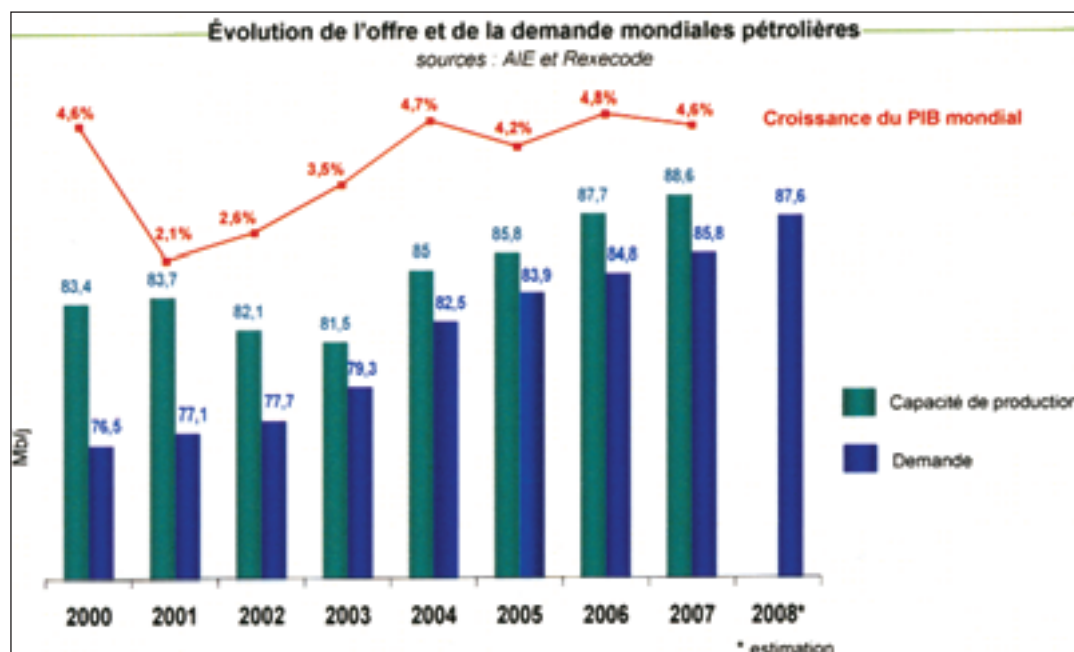


Julie Verdier

dependence of consumer countries bound by their production and price regulations.

Challenge for the refineries: is there a chance to survive?

The object of refineries is to provide a strategy to meet the demand of petroleum products mainly focusing on light products (fuel) and resources (fuel oil and gas oil). But most of the crude oil extracted in the world contains a higher proportion of heavy products. This requires adapting the use of refineries, which explains the localization of refineries in the world since many are found in the developed countries, with large-scale consumers such as France which has 12 refineries including Total, Esso, Ineos and Shell which will shortly transfer its pipeline to Lyondelbasell with a total production capacity of 100 million tons per annum. However, French refining is confronted with many changes, in particular the segmentation of the activity with the appearance of independent refiners such as Petroplus for example. The European market, as well as the French market, must adapt their tools according to the imbalance which appears between gasoline and gas oil, since more than 70% of the new French registrations are diesel vehicles and this trend is not likely to reduce with the Eco-Bill, the new green tax set up pursuant to agreements concluded during the Grenelle de l'Environnement. This is a system which hopes to impose a tax on purchasers of new and polluting cars. Motorists wishing to buy cars with carbon dioxide emissions exceeding 160g of CO₂ per kilometer will have to pay a tax when paying the car license, the amount varying according to the quantity of carbon dioxide emitted. Public opinion has protested for a long time against the visible increase in prices at the gas station, but "perception is not necessarily reality, as gas station prices increased by 1.3% in 2007" explains Jean



Incertitudes et normes draconiennes, les lots quotidiens des industries pétrolières

ser une taxe au moment du paiement de la carte grise dont le montant varie en fonction de la quantité de gaz carbonique émis. L'opinion publique s'est longtemps insurgée face à la montée des prix visibles à la pompe, et pourtant " la perception qu'elle en a eu n'est pas forcément la réalité, le prix de la pompe a augmenté de 13% en 2007 " explique Jean Louis Schilansky, délégué général de l'UFIP. Il est vrai que l'effet économique produit est direct dans la mesure où la réduction est perceptible sur le pouvoir d'achat sur un produit obligatoire et sans substitutions. Les solutions sont minces pour pallier à ce problème le prix du brut étant intouchable, le seul élément qui pourrait être modifiée à la demande serait l'adaptation des Taxes Intérieures sur les Produits Pétroliers (TIPP) en fonction de la conjoncture économique qui connaît une augmentation quasi générale selon les décisions des Conseils Régionaux.

Beaucoup de grandes enseignes pétrolières européennes abandonnent le raffinage pour pouvoir investir dans d'autres capacités de production et accomplir des économies d'échelle en stoppant certaines de leurs activités, le but étant de se focaliser sur l'aspect fondamental du raffinage, la recherche. Cette évolution ouvre la voie à d'autres alternatives préoccupantes, notamment la multitude de raffineries qui voient le jour dans les pays producteurs proches des marchés de croissance à l'image de l'Arabie Saoudite et de l'Inde. Cette distorsion de compétitivité déplace le centre de gravité des investissements et pourrait, à terme, placer les pays producteurs comme les exportateurs incontournables futurs. Ce déplacement entraînerait, alors, une concurrence mondiale féroce avec l'Europe soumise aux exigences de ce futur monopole pétrolier créant une dépendance absolue à l'égard de ces derniers.

Une démarche environnementale nécessaire

Le phénomène environnemental s'inscrit de plus en plus dans l'actualité pétrolière et bien souvent avec des normes draconiennes comme par exemple l'obligation par l'Europe d'incorporer des biocarburants dans le pétrole. La France va même plus loin pour sa part considérant qu'elle est déjà en avance: son

ambitieux objectif pour 2008 est d'atteindre un pourcentage de 5,75 % de biocarburants, soit une anticipation de 2 ans sur la réglementation de l'Europe et de 5 ans par rapport à 2015. La tâche sera ardue car ce taux de biodiesel (EMHV) soit un volume de 6,26% est très important. Concernant la Bioessence (Ethanol et ETBE) dont l'objectif représente un volume de 7,62%, il sera difficile à atteindre, voire impossible, au point d'exposer à la Taxe Générale sur les Activités Polluantes (TGAP) le distributeur et, par conséquent le consommateur qui reste tributaire. Mais la démarche de développement durable ne se limite pas à l'alternative des biocarburants. Elle est soumise à de nombreuses exigences environnementales auxquelles les raffineurs doivent répondre avec des quotas d'émission de CO₂, l'amélioration de la qualité de l'air, le passage à 10 parties par millions de soufre des carburants Diesel et du gazole...

Une campagne préparée par l'industrie pétrolière européenne pour accompagner la volonté de la C E de réduire les émissions de gaz à effet de serre et améliorer la performance énergétique dans le secteur des transports a été lancée. A cela s'ajoute la mise en place de Certificats d'Economie d'Energie Fioul Domestique qui permet aux distributeurs, via l'association Ecofioul de l'UFIP de créer et d'inciter les clients finaux à réaliser des économies d'énergie dans leur installation. Le fer de lance de ce mouvement reste cependant le Grenelle de l'Environnement qui propose d'harmoniser le calendrier français avec celui de l'Europe ce qui permettrait de rester cohérent avec l'évolution des spécifications des carburants fixée au niveau européen. Réviser régulièrement l'exonération fiscale en soutien aux biocarburants pour tenir compte de l'évolution du cours du pétrole brut qui rend les biocarburants plus compétitifs et fusionner l'exigence d'incorporation pour les filières (essence et gazole) sont d'autres missions à suivre.

L'enjeu environnemental majeur peut-il venir d'ailleurs ?

La fluctuation des raffineries dans les pays producteurs, souvent pays en développement,

pose un problème plus considérable que l'aspect économique. Le changement climatique n'est pas considéré comme une priorité comparée aux autres enjeux de développement. Pourtant, ces derniers ont ratifié le protocole de Kyoto qui vise à lutter contre le changement climatique en réduisant les émissions de gaz carbonique. Mais ces pays n'ont pas d'engagement concernant la réduction d'émissions selon le principe, signé en 1997, pour ne pas perturber leur croissance économique. Les pays visés comme la Chine, l'Inde et d'autres encore connaissent une croissance massive, et donc une activité exponentielle d'émissions de gaz à effet de serre, d'oxydes de soufre, d'azote, et de monoxyde de carbone qui ne tend pas vers une rémission. La question environnementale risque de s'accroître et de s'aggraver au point d'atteindre son point d'acmé et de non-retour car l'exemple des Etats Unis amplifie le processus.

Focus sur la région Provence Alpes Côte d'Azur

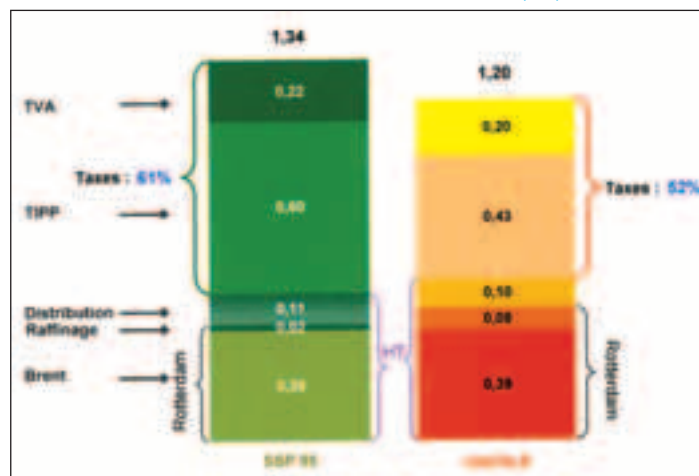
La région comptabilise 20,2 millions de tonnes de pétrole brut expédié par la Société du Pipeline Sud-Européen (SPSE) vers les raffineries de l'intérieur, la Suisse (2,5 Mt), l'Allemagne (8,9Mt) et 14 Mt de produits raffinés importés/exportés vers le Nord. Elle a connu aussi une baisse de 50% d'émissions de SO₂, le dioxyde de soufre entre 1994 et 2007 et prévoit encore une réduction de 50% d'ici 2010, réduction qui nécessite plus de 200 millions d'euros d'investissements. A cela s'ajoute la mise en service de carburants sans soufre dans les quatre raffineries pour un montant de 240 millions d'euros



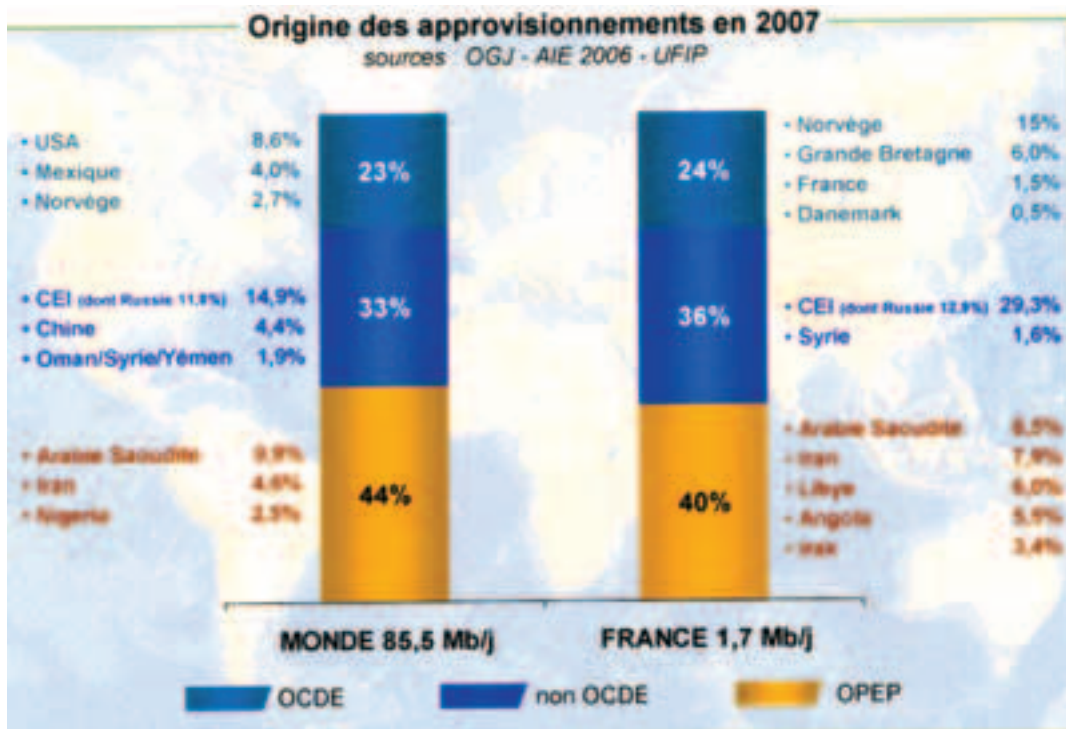
Jean-Louis Schilansky

ros entre 2003 et 2007 et la mise sur le marché généralisée de 10 parties par million de soufre en 2009. La région doit rester attentive à la compétitivité et à la fiabilité du Port Autonome qui sont vitales pour les industries pétrolières par rapport à ses concurrents étrangers. " Le port doit être un outil fiable sinon pas de carburants, ni de produits pétroliers, mais surtout doit représenter un instrument de service compétitif pour que le coût de passage à Marseille soit comparatif au coût de passage des autres ports " argumente Jean-Louis Schilansky, délégué général de l'Union Française des Industries Pétrolières (UFIP) et insiste sur le fait que les activités ne doivent pas être l'objet de subventions croisées. Mais les récents événements survenus au port de Marseille préoccupent car la situation semble fragile et aléatoire, ce qui ne présente pas le port de Marseille comme un modèle optimum à l'instar de celui du Havre qui attire désormais toutes les convoitises.

Prix à la pompe - Détail des taxes



Drastic uncertainties and standards, the daily lot of the oil industry



Louis Schilansky, the general representative of the UFIP. It is true that the economic effect generated is direct insofar as the reduction is perceptible on the purchasing power for a product which is essential and without substitutions. Solutions are very few to resolve this problem, as the price of crude oil will not lower in the future, and the only element which could be modified on demand would be the adaptation of Inland duties on Petroleum products (TIPP) according to the economic situation which experiences a virtually general increase according to Regional Council Decisions.

Many large European oil brands have given up refining to be able to invest in other production outlets and to achieve scale savings by stopping some of their activities, the goal being to focus on the fundamental aspect of refining: research. This evolution opens the way to other worrying alternatives, in particular the numerous refineries which are appearing in the producer countries close to the growth markets as in Saudi Arabia and India. This distortion of competitiveness moves the center of gravity of investments and could, in the long term, position the producer countries as future major exporters. This move would therefore entail a fierce world competition, with Europe subject to requirements of this future oil monopoly, creating an absolute dependence on these countries.

A necessary environmental approach

The environment is becoming more and more an issue with regard to oil production and consumption, very often with drastic standards such as for example the obligation under European legislation to incorporate biofuels in oil. France, on its part, is going even further considering that it is already ahead: its ambitious objective for 2008 is to reach a percentage of 5.75% of biofuels; 2 years ahead with regard to European regulation and 5 years as compared to 2015. The task will be difficult because this biodiesel rate (EMHV) or a volume of 6.26% is very high. As for Biogas (Ethanol and ETBE) whose objective represents a volume of 7.62%, it will be difficult to reach, even impossible, meaning that the distributor and, consequently the consumer will be subject to the General Tax on Polluting Activities (TGAP). But the sustainable development approach is not limited to the alternative of biofuels. It is subject to many environmental requirements which the refiners must respond to with quotas of CO2 emission, improvement of the air quality, the passage to 10 parts per million of sulfur for Diesel fuels and gas oil.

A campaign prepared by the European oil industry to cooperate with the EU to reduce gas emissions with greenhouse effect

and improve the energy performance in the transport sector has been launched. Further, Domestic Fuel Oil Energy Saving Certificates have been issued which allow distributors, via the Ecofuel oil association of the UFIP, to create and encourage the final customers to make energy savings in their installation. The spearhead of this movement, however, is the Grenelle de l'Environnement which proposes to harmonize the French schedule with the European one, enabling consistency with the specifications for fuels defined at the European level. Revising on a regular basis the tax exemption in support of biofuels to take into account the evolution of crude oil prices which make biofuels more competitive and merging the requirement of blending for the (gasoline and gas oil) segments are other paths to follow.

Can the major environmental challenge come from elsewhere?

The fluctuation of refineries in the producer countries, often developing countries, raises a problem more significant than the economic aspect. Climatic change is not regarded as a priority compared to the other development challenges. However, these producer countries have ratified the Kyoto protocol which aims at fighting against climatic change by reducing carbon

dioxide emissions. Nevertheless, these countries are not committed towards reduction of emissions according to the principle, signed in 1997, which is not to disturb their economic growth. These countries such as China, India and others still experience a massive growth, and thus an exponential increase in gas emissions with greenhouse effect, carbon monoxide and nitrogen, sulfur oxides, which does not tend to reduce. The environmental issue is likely to worsen to the point of reaching its point of climax and no return since the example of the United States amplifies the process.

Focus on the Provence-Alpes-Côte d'Azur region

This region accounts for 20.2 million tons of crude oil sent by the South European Pipeline Company (SPSE) to refineries within France, Switzerland (2.5 Mt), Germany (8.9Mt) and 14 Mt of refined products imported/exported to the North. It has also experienced a fall of 50% of emissions of SO₂, sulfur dioxide, between 1994 and 2007 and still envisages a reduction of 50% from now until 2010, reduction which requires more than 200 million Euros in investments. Fuel without sulfur was commissioned in the four refineries for an amount of 240 million Euros between 2003 and 2007 with the generalized marketing of oil with 10 parts per million of sulfur in 2009. The region must remain attentive to the competitiveness and the reliability of the Port Autonome (Marseilles Harbor), vital for the oil industry in relation to its foreign competitors. "The port must be a reliable tool not only for fuels or petroleum products: it must represent an instrument with competitive services so that the cost of stopping over in Marseilles is comparable to the cost of stopping over in other ports" argues Jean-Louis Schilansky, general representative of the French Union of Oil Industries (UFIP). He insists on the fact that these activities should not involve cross subsidies. But the recent events at the port of Marseilles are worrying because the situation seems fragile and risky; this does not present the port of Marseilles as an optimum model as that of Le Havre which arouses envy. ■

Perspectives énergétiques à l'horizon 2030

Malgré une conjoncture économique incertaine et le contexte concurrentiel impitoyable des marchés énergétiques, de nombreuses sociétés ont su mener à bien leurs objectifs pour tirer leur épingle du jeu avec brio, comme Esso. Les résultats nets du groupe, qui connaît une forte progression de la valeur des stocks, s'élèvent à 399 millions d'euros en 2007 par rapport à 232 M€ en 2006. Le résultat opérationnel du groupe s'établit à 487 millions d'euros et tient compte d'effets stocks positifs de 255 millions d'euros reflétant la forte hausse du prix du pétrole brut. La stratégie du groupe s'avère donc concluante et explique son intégration au sein du groupe Exxon Mobil dont les champs pétroliers et gaziers abritent l'équivalent de près de 22,4 milliards de barils, ce qui constitue les réserves prouvées les plus importantes pour une entreprise privée. L'environnement toujours aléatoire et très compétitif des marchés de produits pétroliers pousse à se projeter dans l'avenir pour prévoir les demandes et les attentes futures.

Une projection qui fait réfléchir

Dans les vingt prochaines années, le progrès économique, notamment des pays en voie de développement qui conduira à l'amélioration de leurs conditions de vie et une démographie soutenue, seront les leviers de la demande mondiale en énergie. Pour pallier ces futurs besoins, Exxon Mobil a publié ses perspectives énergétiques mondiales jusqu'en 2030 dans le but

d'appréhender plus facilement les enjeux qui en découlent et d'éclairer au mieux les nécessités futures en énergie. Avec la contribution de l'Agence Internationale de l'Énergie, le ministère américain de l'Énergie et la Commission Européenne, ces perspectives détaillent et comparent avec minutie le monde énergétique depuis les années 80 pour pouvoir prévoir une évolution jusqu'en 2030 sur la base d'une centaine de pays, de 15 secteurs de demande et de 20 types de carburants. La croissance de la demande d'énergie annuelle devrait être en moyenne de 1,3% par an entre 2005 et 2030, soit une hausse de près 50%. Près de 80% de l'augmentation de la demande relèvera des pays en développement dont les pays non membres de l'Organisation pour la Coopération et de Développement économique (OCDE). Cette hausse devrait atteindre 2% par an, une progression éloquent dans la mesure où elle est quatre fois supérieure à celle des pays développés qui connaîtraient une augmentation de 0,5% par an. Exxon Mobil prévoit même que d'ici 2030 la demande d'énergie des pays en développement du continent asiatique matérialisera près d'un tiers de la demande mondiale, égale à celles de l'Amérique du Nord et de l'Europe réunies.

Pétrole, gaz naturel et charbon, les incontournables fournisseurs d'énergie

Le pétrole, le gaz naturel et le charbon restent déterminants

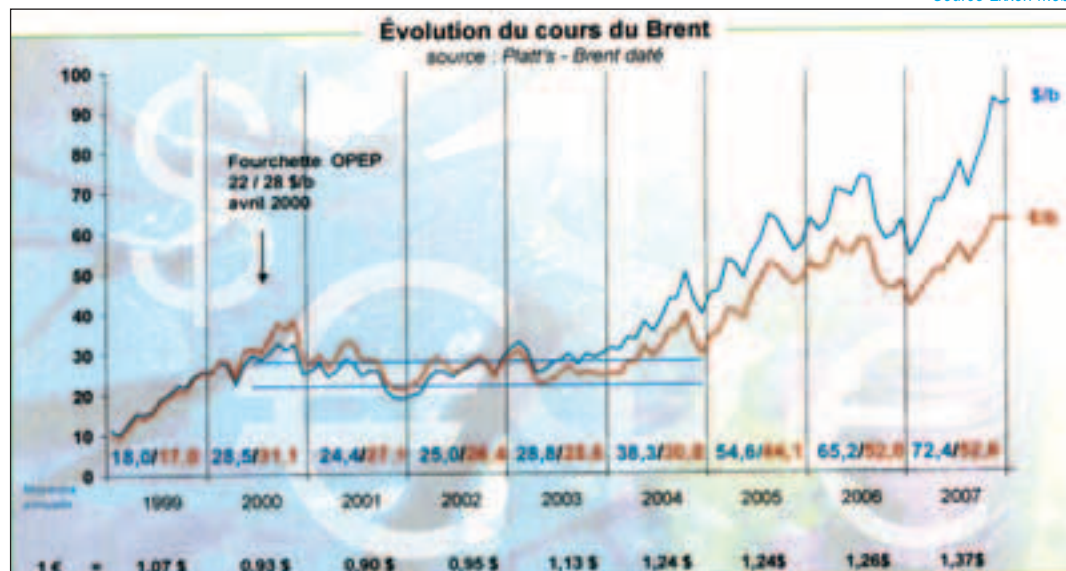
dans la fourniture en énergie, même si les énergies renouvelables sont en rapide progression. Pourtant, les ressources mondiales de l'or noir ont encore de belles années devant elles. Selon Exxon Mobil, environ 1 trillion barils des ressources mondiales a été produit fin 2006. Seulement un quart des ressources mondiales ont été consommées. Cependant, pour étoffer et répondre à une demande de plus en plus imposante et pressante qui devrait être un tiers plus élevée en 2030 qu'aujourd'hui, une grande palette de sources d'énergie sera développée et mobilisée à grande échelle pour atteindre un équivalent journalier de 325 millions de barils de pétrole. Les hydrocarbures représenteront toujours environ 80% de la demande mondiale d'énergie jusqu'en 2030 avec une production de 3 millions de barils de biodiesel, tandis que le pétrole et le gaz comptabiliseront environ 60% de cette dernière. L'explication qui légitime la hausse attendue de la demande de pétrole se trouve être l'augmentation des besoins en transports, en particulier dans les pays en développement qui cristallisent les besoins les plus urgents. Cependant, de grands progrès déjà significatifs apportés aux carburants et aux moteurs pour la consommation des véhicules atténueront la croissance car ils permettront l'amélioration considérable des rendements et, surtout la réalisation d'avancées fondamentales en matière d'émissions. Le gaz naturel verra sa cote monter grâce aux avantages qu'il véhicule pour l'environnement et par l'efficacité qu'il induit sur la pro-

duction d'électricité. Quant aux avancées technologiques, elles permettront d'aboutir à une forte croissance de l'approvisionnement des principaux marchés en gaz naturel liquéfié (GNL) pour répondre à une demande en hausse notamment de 0,5% en moyenne en Amérique du Nord, de 1,5% en Europe et de 3,7% en Asie Pacifique. Parmi les sources d'énergie renouvelables, le vent, l'énergie solaire et les biocarburants croissent rapidement d'environ 9% par an. Ces sources représentent actuellement environ 0,5% de l'énergie mondiale et les prévisions montrent qu'elles atteindront environ 2% en 2030.

Réduire les émissions de CO²

Réduire drastiquement les émissions de CO² nécessite une mobilisation mondiale, des changements de niveau en matière d'efficacité énergétique, des innovations technologiques et des investissements lourds. La projection de la croissance des émissions de dioxyde de carbone varie selon les pays en développement et ceux industrialisés. Entre 2000 et 2030, la croissance annuelle moyenne prévue des émissions serait de 0,5% dans les pays développés, contre 2,7% dans les pays en développement, ces derniers représentant 85% de l'augmentation mondiale totale. On prévoit une plus grande dépendance vis-à-vis du charbon et une forte croissance de l'utilisation de tous les combustibles fossiles qui contribuerait à augmenter de 2% par an les émissions de CO² des pays en voie de développement dans le monde. D'un point de vue mondial, les émissions de CO² liées à l'énergie augmenteront pour atteindre un niveau annuel de 37 milliards de tonnes en 2030, pour 27 milliards de tonnes en 2005, soit une hausse moyenne de 1,2%. Ralentir la croissance des émissions de dioxyde de carbone nécessitera une participation mondiale notamment en doublant l'augmentation des biocarburants par l'utilisation de l'éthanol deuxième génération et par l'arrêt des centrales charbon dès leur 40ème année de vie pour les remplacer par de l'énergie nucléaire ou des centrales avec captage et centrale de carbone.

Source Exxon Mobil



Energy perspectives for 2030

Despite an uncertain economic situation and merciless competition on the energy markets, many companies managed to play the game well and achieve their objectives, such as Esso. The net results of the group, whose stock values greatly increased, amount to 399 million euros in 2007 compared to 232 M€ in 2006. The operational result of the group stands at 487 million euros, taking account of 255 million euros positive stock effects reflecting the sharp increase in the crude oil price. The strategy of the group proves to be conclusive and explains its integration within the group Exxon Mobil, whose oil and gas fields shelter the equivalent of about 22,4 billion barrels, which constitutes the most important reserve for a private company. The always unpredictable and very competitive environment of the markets of oil products incites companies to anticipate the future demands and expectations.

Matter for thought

Within the next twenty years, the economic progress, particularly in the developing countries, that will lead to the improvement of their life conditions and a steady increase in demography, will spur the world demand in energy. To answer these future needs, Exxon Mobil published its world energy perspectives until 2030 with the aim of anticipating the ensuing stakes and throwing light on the future energy requirements. With the contribution of the International Energy Agency, the American ministry of Energy and the European Commission, these perspectives accurately detail and compare the energy world since the 80s in order to foresee an evolution until 2030, based on one hundred countries, 15 sectors of demand and 20 types of fuels. The increase of the annual energy demand should

be 1,3 % a year on average between 2005 and 2030, that is an increase of almost 50 %. About 80 % of the increase of the demand will come from developing countries, among which the non-member countries of the OECD. This increase should attain 2 % a year, an eloquent progress since it is four times superior to that of the developed countries that should record a 0,5 % increase per year. Exxon Mobil foresees that before 2030 the energy demand of the developing countries of the Asian continent will represent almost a third of the world demand, equal to those of North America and Europe together.

Petrol, natural gas and coal, inescapable suppliers of energy

Petrol, natural gas and coal remain determining for the supply in energy, even if the renewable energies are rapidly progres-

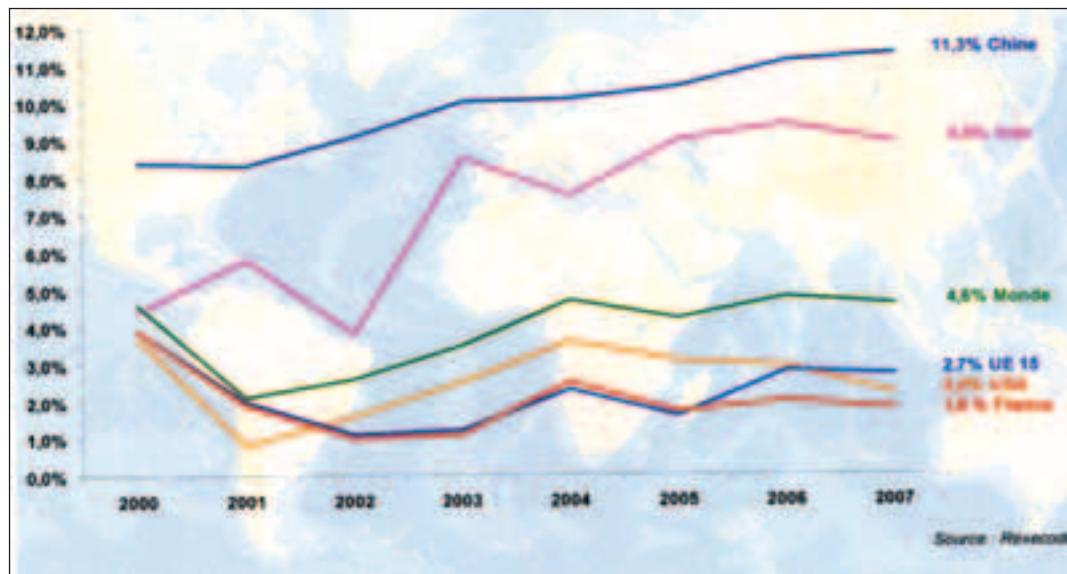
represent approximately 80 % of the world demand of energy until 2030 with a production of 3 million barrels of biodiesel, whereas petrol and gas will represent approximately 60 %. The expected increase in the demand for petroleum can be explained by the increase in needs of transport, particularly in the developing countries that present the most urgent needs. However, the significant progress made on fuels and engines to reduce the consumption of vehicles will slow down this growth because they will improve performances, and especially entail a significant progress concerning exhaust. Natural gas will become more popular thanks to the advantages it represents for the environment and by its induced efficiency on the production of electricity. As for the technological headways, they will enable a strong rise in the supply of the main markets in liquefied natural gas (GNL) to respond to an increasing demand : 0,5 % on average



Francis Duseux PDG de Esso SAF

tions and heavy investments. The perspectives of the increase of carbon dioxide emissions vary according to the developing and industrialized countries. Between 2000 and 2030, the annual average increase is expected to be 0,5 % in the developed countries, compared to 2,7 % in developing countries, the latter representing 85 % of the total world increase. We foresee a bigger dependence on coal and a strong increase in the use of all fossil fuels, which would entail a 2 % per year increase in CO₂ emissions in

Evolution du PIB mondial



André Madec, Directeur des Relations Extérieures de Esso SAF



sing. Nevertheless, the world oil resources still have beautiful years ahead. According to Exxon Mobil, approximately 1 trillion barrels of the world resources were produced at the end of 2006. Only a quarter of the world resources were consumed. However, to enrich and answer a more and more impressive and pressing demand, which should be a third higher in 2030 than today, a wide range of energy sources will be developed and mobilized on a large-scale to attain a daily equivalent of 325 million barrels of petroleum. Hydrocarbons will still

in North America, 1,5 % in Europe and 3,7 % in Pacific Asia. Among the renewable sources of energy, wind, solar energy and biofuels quickly grow by about 9 % a year. These sources presently represent approximately 0,5 % of the world energy and the forecasts show that they will reach approximately 2 % in 2030.

Reduce CO₂ emissions

To drastically reduce CO₂ emissions, it will require a worldwide mobilization, changes in energy efficiency, technological innova-

developing countries throughout the world. From a global point of view, CO₂ emissions related to energy will increase to reach an annual level of 37 billion tons in 2030, for 27 billion tons in 2005, that is an average increase of 1,2 %. A world participation would be necessary to slow down this tendency, notably by doubling the increase of biofuels by the use of second generation ethanol and by closing down the coal power plants when they attain their 40th year of life, replacing them by nuclear energy or harnessing and carbon power plants.

Vol au dessus des turbulences

Dans le contexte actuel où le prix du baril de brut pèse lourdement sur les compagnies aériennes, Air France adopte une démarche prudente, visant à conforter ses lignes existantes, (tout en les faisant évoluer), plutôt que d'ouvrir de nouvelles lignes. Comme nous l'explique le Directeur Régional Méditerranée, fraîchement arrivé, Daniel Petiot, le premier objectif de la compagnie est de défendre ses positions et intérêts dans les régions françaises en offrant un programme qui répond aux besoins des habitants, particuliers et entreprises.



Daniel Petiot, Directeur Régional Méditerranée

Une initiative de confort mise en place pour les professionnels

Les horaires et la fréquence des vols ont été judicieusement étudiés pour offrir un maximum d'efficacité et un minimum de perte de temps. Sur la navette entre Marseille et Paris-Orly ouest, les vols sont cadencés toutes les demi-heures aux heures de pointe le matin et le soir, offrant en tout 17 vols quotidiens. Sur Bordeaux, depuis le 1er avril la compagnie a mis en service une fréquence supplémentaire le matin en Jet (Embraer 135) de 37 places, portant la fréquence à 5 vols/jour et permettant aux professionnels d'effectuer un aller/retour dans la journée, tout en assurant leurs rendez-vous d'affaires. Au départ de Marseille, Air France dessert actuellement 9 grandes villes de la métropole à raison de 164 vols/semaine en tout (Bordeaux, Brest, Clermont Ferrand, Lille, Lyon, Nantes, Rennes, Strasbourg et Toulouse), tout en desservant 4 destinations en direct sur la Corse (Bastia, Ajaccio, Figari, Calvi) avec plus de 199 fréquences hebdomadaires. Tout en tenant compte que "time is money", la compagnie propose en outre des tarifs d'appel attractifs : Marseille/Paris 52 €, pour toutes les villes de la métropole 69 € et 65 € pour la Corse (tarifs ttc aller simple hors frais de service).

Pour ceux qui travaillent à l'international, il faut noter que 4 grandes villes européennes (Amsterdam, Prague, Milan, Rome) sont reliées en direct à Marseille, sans oublier que ces dessertes donnent accès aux réseaux des compagnies partenaires d'Air France, en particulier via Amsterdam-Schipol (avec KLM). Et pour se rapprocher un peu plus de nos voisins italiens, la ligne Marseille-Rome bénéficiera d'une fréquence supplémentaire à partir du 2 juin 2008, portant à deux vols quotidiens la desserte de la capitale italienne. Pour les liaisons internationales,

il faut aussi souligner les hubs de Paris-Charles De Gaulle et de Lyon qui offrent de nombreuses correspondances avec les moyen et long-courriers. Une nouveauté intéressante : à compter du 18 juillet, Lyon proposera une liaison directe avec New York (par Delta airlines) qui permettra au passager quittant Marseille par le vol de 06 h35 d'arriver à New York à 12h15.

Pour les particuliers et voyageurs de loisirs

Le groupe Air France/KLM fait tout pour rendre l'avion accessi-

ble au plus grand nombre, d'une part par des prix compétitifs, mais aussi par les e-services pratiques et faciles d'utilisation : enregistrement sur Internet, billets électroniques, bornes libre-service ... Rajoutez à cela une palette d'offres attractive avec près de 600 vols directs par semaine au départ de Marseille en haute saison cet été, dont 70 à l'international... Un programme qui saura satisfaire même les plus exigeants.



Flying above turbulence

In the current context where the price of crude oil weighs heavily on air-line companies, Air France adopts a cautious strategy, aiming at consolidating its existing lines, (while developing them), rather than opening new lines. As the new Regional Manager of the Mediterranean, Daniel Petiot, explained to us, the prime objective of the company is to defend its positions and interests in the French regions by offering a program which meets the demand of the inhabitants, private individuals and companies.

An initiative of comfort for the professionals

The flight schedules and frequencies have been carefully studied

to offer maximum efficiency and minimum waste of time. On the shuttle between Marseilles and Paris-Orly, the flights run every half an hour in the rush hours in the morning and in the evening, offering 17 daily flights in all. For Bordeaux, since April 1st the company has put on a supplementary flight in the morning by Jet (Embraer 135) with 37 seats, increasing the service to 5 flights a day and allowing the professionals to travel there and back within the day, while assuring their business meetings. From Marseilles, Air France now serves 9 big cities in France at the rate of 164 flights per week in all (Bordeaux, Brest, Clermont Ferrand, Lille, Lyon, Nantes, Rennes, Strasbourg and Toulouse), and 4 destinations by direct flights in Corsica (Bastia, Ajaccio, Figari, Calvi) with more than 199 weekly frequencies. Bearing in mind that "time is money", the company also proposes attractive rates: Marseilles / Paris 52 €, 69 € for all the cities in France and 65 € for

Corsica (one-way ticket including VAT, excluding taxes).

For those who work on an international scale, it is important to note that 4 big European cities (Amsterdam, Prague, Milan, Rome) are directly connected to Marseilles, without forgetting that these hubs give access to the networks of the partners of Air France, in particular via Amsterdam-Schipol (with KLM). To move a little closer to our Italian neighbours, the Marseilles-Rome line will be increased to 2 flights a day as from 2nd June 2008. For the international connections, it is also necessary to highlight the hubs of Paris-Charles De Gaulle and Lyon which offer numerous correspondences with average and long courier flights. An interesting novelty: as from July 18th, Lyon will propose a direct connection to New

York (by Delta airlines) which will allow passengers leaving Marseilles by the 06:35 am flight to Lyon, to arrive in New York at 12:15 am.

For the private individuals and leisure travelers

The group Air France / KLM does its utmost to make airway transport accessible to the large majority, on one hand by competitive prices, but also by practical and easy to use e-services : booking on Internet, electronic tickets, self-service posts ... Add to all that an attractive range of offers with about 600 direct flights per week from Marseilles in the peak season this summer, 70 of which on international lines... A program which will doubtless satisfy even the most demanding. ■

AIR FRANCE



Gain Advantage in THE Southern European Market Establish your base in Languedoc-Roussillon - France

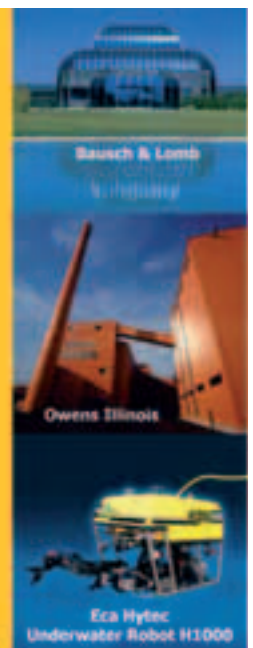
- An outstanding location at the heart of Mediterranean Europe with easy access to Spain and Italy,
- The fastest rate of population growth in France,
- A leading region for the growth of GDP and for sustainable development,
- An interactive know-how of universities, research institutes and businesses,
- A tight mesh of communication infrastructures,
- A gorgeous quality of life,
- Home for Competitiveness Clusters : Derbi, Orpheme, Q@lmed, Trimattec.

Chosen also by Dell, HORIBA ABX, IBM, Mars, Monsanto, Novartis, Sanofi Aventis, Owens Corning and many more...

Your one-stop shop: Invest Languedoc-Roussillon

The region's inward investment agency provides support services and financial incentives to foreign investors and accelerates partnerships in industry, technology and logistics. Free of charge and fully confidential.

www.invest-lr.com
invest-lr@invest-lr.com



Eca Hytec
Underwater Robot H1000

L'aviation d'affaires se développe en PACA

Si nous cherchions des preuves que la région Provence Alpes Côte d'Azur est en plein essor économique, l'arrivée de Netjets Europe dans notre beau ciel bleu en est une.

Cette compagnie, fondée en 1996 par le holding américain Berkshire Hathaway, compte aujourd'hui parmi les leaders de l'aviation d'affaires. Elle a surtout connu une croissance rapide depuis les trois dernières années. Ses principaux marchés européens sont le Royaume Uni, la Suisse et la France, même si l'Allemagne, l'Europe de l'Est et la Russie emboîtent le pas. La France génère 18 % du trafic Netjets en Europe, et le marché en PACA représente à lui seul un tiers des vols de la compagnie en France. En 2007 près de 10.000 vols ont été enregistrés sur l'ensemble de la région, soit une trentaine de vols par jour. Les aéroports de Nice, Cannes-Mandelieu, Toulon-Hyères et Marseille-Provence figurent dans le top 10 des 142 aéroports desservis en France en 2007. Quand on sait que la compagnie s'adresse aux grands groupes cotés au CAC 40 et les grandes PME exportatrices ou à forte croissance, les résultats sont en effet très élogieux et conforte positivement l'image du tissu



économique de notre région et la dynamique de nos échanges commerciaux.

Un service à la carte pour entrepreneurs réactifs

Cette compagnie propose un service original : l'aviation à la carte. Disposant d'une flotte de jets d'affaires (135 appareils en 2007 - 174 en 2008), aménagés pour accueillir de 7 à 14 pas-

sagers suivant le modèle, elle offre la possibilité au client de commander son avion à peine 10 heures à l'avance, en partance de tous les aéroports ayant un terminal dédié aux avions d'affaires, pour se rendre où il veut et quand il veut. A une condition néanmoins, il faut être membre du groupe. Pour cela, il faut, soit acheter des parts de copropriété : cela représente au minimum 400.000 US\$, auxquels il faut rajouter des frais fixes et

variables de l'ordre de 210.000\$ par an - soit acheter une carte d'un forfait de 25 heures de vol qui coûte en moyenne 189.000€ (suivant la taille de cabine).

Que voulez-vous, la qualité ça se paie ! Mais l'enjeu des nouveaux marchés à conquérir est en adéquation. Dans le contexte actuel de concurrence, ce service répond à un réel besoin de réactivité des hommes d'affaires et des entreprises. ■

Cologne à 1 heure 40 de Marseille

L'aéroport Marseille-Provence se réjouit d'accueillir un nouvel arrivant qui viendra étoffer sa palette d'offres à l'international et augmenter encore un peu plus le trafic du terminal MP2, puisqu'il s'agit d'une compagnie Low Cost. " German Wings " (compagnie allemande comme son nom vous le laisse supposer) inaugurer une ligne directe entre Marseille et l'aéroport de Cologne/Bonn le 8 mai 2008. Dans un premier temps la compagnie proposera 3 fréquences par semaine en Airbus A319 (142 sièges). Le tarif d'appel est attractif : 19 euros pour un aller simple, frais et taxes comprises. D'autre part, grâce à son service de vols en correspondance, via Cologne les passagers pourront rejoindre aisément d'autres villes attractives telles que Berlin, Munich, Budapest, Londres, Zurich (2 fois/semaine) ou Istanbul, Tirana et Vienne (1 fois/semaine). Les objectifs de la compagnie peuvent sembler audacieux car elle ambitionne un taux de remplissage

d'environ 80 %. Néanmoins, elle a confiance en ses objectifs pour plusieurs raisons. Tout d'abord, il faut savoir que la ligne Marseille-Cologne qui était assurée de 2003 jusqu'en 2006 par Hapag Lloyd (Groupe TUI) s'est avérée rentable, transportant entre 30.000 et 40.000 passagers par an, ce qui représente un taux d'occupation d'environ 75 %. L'arrêt de cette ligne fut un choix stratégique du Groupe et non pas un échec. D'autre part, German Wings, filiale à 100% d'Eurowings Luftverkehr AG (elle-même issue de Lufthansa) a enregistré une progression constante depuis sa création en octobre 2002. En 2007 elle a transporté 8 millions de passagers (+ 12,5 % par rapport à 2006) et atteint un coefficient d'occupation de 83 % en moyenne sur l'ensemble de son réseau. Son chiffre d'affaires a également augmenté à la même cadence, passant de 560 à 630 M euros (+ 12,7 %) entre 2006 et 2007. Actuellement elle opère au départ de 5 plateformes en



Allemagne (Cologne/Bonn, Stuttgart, Hambourg, Dortmund et Berlin-Schönefeld) offrant un total de 60 destinations en Europe.

Tout le mal que nous pourrions lui souhaiter est de poursuivre ce développement sur la nouvelle ligne Marseille-Cologne, pour permettre aux habitants de la Provence de découvrir les charmes de cette ville mal connue,

qui décèle une richesse historique, notamment gothique et napoléonienne, mais aussi culturelle importante, sans oublier ses fêtes et son Carnaval. Et d'autre part, aux gens de Cologne de venir découvrir la Provence (la liste de ses charmes serait trop longue à énumérer !) ■

Business aviation develops in PACA

If we were seeking proof that the economic situation in the Provence-Alpes-Côte d'Azur region is flourishing, the arrival of Netjets Europe in our beautiful blue sky is indeed one.

This company, created in 1996 by the American holding company Berkshire Hathaway, counts among the leaders of business aviation today. It especially developed over the last three years. Its main European markets are the United Kingdom, Switzerland and France, even if Germany, Eastern Europe and Russia follow closely. France generates 18% of the Netjets' traffic in Europe, and the PACA market alone represents a third of the company's flights in France. In 2007, about 10.000 flights were registered on the whole region, that is around thirty flights a day. The airports of Nice, Cannes-Mandelieu, Toulon-Hyères and Marseille-Provence represent the top 10 of 142 airports served in France in 2007. When we know that the company targets the big groups quoted in the CAC 40 (Paris stock index), the big export-

ing SME's and those showing a strong development, the results are very laudatory and consolidate the dynamic image of the economic fabric of our region and our trade.

A personalized service for reactive entrepreneurs

This company proposes an original service: tailor-made aviation. With a fleet of business jets (135 planes in 2007 - 174 in 2008), equipped to carry from 7 to 14 passengers according to the model, it offers the customer the possibility to order his plane only 10 hours in advance, from all the airports with an air terminal dedicated to executive jets, to go where and when he wants. Nevertheless, there is one condition: it is necessary to be member of the group. For that, it is necessary to buy co-ownership shares : that represents at least 400.000 US \$, to which it is necessary to add fixed and variable costs in the range of 210.000

\$ per year. Alternatively, you can buy a card for 25 hours of flight, which costs on average 189.000€ (according to the size of cabin).

Indeed, quality has a price ! But the stakes involved in conquering

new markets are in proportion. In the current context of competition, this service answers a real need of reactivity for businessmen and companies. ■



Cologne is at 1 hr 40 from Marseille

The Marseille-Provence airport is delighted to welcome a newcomer who will come to enrich his palette of international lines and further increase the traffic of the MP2 air terminal, because it is a Low Cost company. "German Wings" (a German company as its name suggests) will inaugurate a direct line between Marseille and the Cologne / Bonn airport on 8th May 2008. At first the company will propose 3 flights a week in Airbus A319 (142 seats). The appeal rate is attractive : 19 euros one way, including taxes. Furthermore, thanks to its correspondence flights, via Cologne the passengers can easily reach other attractive cities such as Berlin, Munich, Budapest, London, Zurich (twice a week) or Istanbul, Tirana and Vienna (once a week). The company's targets may seem audacious because it aims to attain an occupation rate of about 80%. However, it is confident for several reasons. First of all, it is



necessary to know that the line Marseille-Cologne, which was run by Hapag Lloyd (group TUI) from 2003 to 2006, proved to be profitable, transporting between 30.000 and 40.000 passengers a year, which represents an occupation rate of about 75 %. The closing down of this line was a strategic choice of the Group and not a failure. Furthermore, German Wings, a wholly-owned subsidiary of Eurowings

Luftverkehr AG (itself stemming from Lufthansa) has registered a constant progress since its creation in October 2002. In 2007 it transported 8 million passengers (+ 12.5 % compared to 2006) and attains an average occupation rate of 83 % on its whole network. Its turnover has also increased in the same proportions, from 560 to 630 Million euros (+ 12,7 %) between 2006 and 2007. At present it operates from 5 hubs in Germany (Cologne / Bonn, Stuttgart, Hamburg, Dortmund and Berlin-Schönefeld) offering a total of 60 destinations in Europe.

The least we can wish the company is to pursue this development on the new Marseille-Cologne line, to enable the inhabitants of Provence to discover the charms of this badly known city, which conceals an important historic wealth, notably Gothic and Napoleon, and also cultural, without forgetting its Festivities and its famous Carnival. And inversely, it will enable to inhabitants of Cologne to come to discover Provence (the list of its charms would be too long to enumerate !) ■

germanwings.com

MIPIM 2008 : un secteur en plein boom malgré la crise

Avec plus de 29 000 professionnels participants et une surface d'exposition de 27.000 m², soit près de 43% de progression en deux ans, la 19ème édition du MIPIM a battu son record d'affluence et fait oublier l'écroulement du marché américain résidentiel l'été 2007.

Effervescence éphémère prélude à un futur krach ou euphorie justifiée sur fond de crise passagère, les experts dressent un bilan prudent du marché immobilier mondial, scindant immobilier résidentiel en perte de vitesse en Europe et secteur tertiaire à forte croissance au sein des pays émergents.

Premier constat : les Etats-Unis ne représentent plus l'indicateur de référence au sein d'un système économique mondialisé comme l'en atteste le volume d'investissement record de 93,7 milliards d'euros réalisés dans 18 grandes villes européennes (source Euler Hermes 2008), soit une augmentation de 17% par rapport à 2006. Le classement du top 10 des villes les

plus attractives étant Londres, Paris, Francfort, Munich, Stockholm, Berlin, Hambourg, Madrid, Moscou, Amsterdam. Mais la palme de la croissance réside en Europe du Nord et de l'Est désormais. En 2007, l'Europe occidentale a affiché une croissance de 1,3%, tandis que l'Europe centrale et l'Europe de l'Est (Pologne, République Tchèque, Roumanie) ont progressé de 7% en un an, porté par les groupes industriels et le secteur de la distribution. " confirme Steven Watt, Directeur Europe du département Logistique et Industriel de Cushman & Wakefield. Les investisseurs optent désormais pour des marchés sûrs et transparents. C'est sur les plus petits marchés d'Europe que le pourcentage de croissance est le plus élevé. En Hongrie et au Luxembourg, l'activité a plus que doublé entre 2006 et 2007. Les Pays-Bas, le Danemark et le Portugal affichent également plus de 40 % de croissance.

Une Europe en demi-teinte

En revanche, la crise américaine des crédits immobiliers " subprime " - crédits à risque comprenant les prêts hypothécaires, les cartes de crédit, accordés à une clientèle peu solvable - a

affecté le marché résidentiel espagnol (Madrid et Barcelone principalement qui ont enregistré - 27% de ventes en 2007), britannique et irlandais (baisse des prix de - 6% tout au long de l'année 2007 jusqu'au 1er trimestre 2008). Face aux incertitudes macro-économiques, les banques prudentes ont préféré refuser de nouveaux crédits et stoppé de nombreux projets d'acquisition, ralentissant ainsi les volumes d'investissement en Europe. Mais la crise financière n'a été que l'un des facteurs déclencheurs du ralentissement du secteur victime en parallèle du manque de disponibilité de foncier abordable et de la baisse des stocks, de la hausse des prix des matières premières, de l'augmentation des taux et du report des mises en chantier. Autant de freins qui expliquent les faibles performances enregistrées dans certains pays. En France, les écarts s'échelonnent de -25 % à + 11% selon les départements, le facteur déterminant restant " L'augmentation des coûts de main d'œuvre liée à la pénurie notamment de main d'œuvre qualifiée générant un indice du coût de la construction élevé. " constate Nicolas de Buttet, arbitre et responsable de branche d'arbitrage de l'assureur-crédit Euler Hermes SFAC. Seule exception à la règle : Paris.

(Source CB Richard Ellis, conseil international en immobilier d'entreprise)

Paris devance Londres sur le marché de l'Immobilier d'entreprises

Au 4ème trimestre 2007, l'Ile-de-France a ainsi attiré 2,8 milliards d'€ contre 1,8 milliards d'€ seulement pour le Grand Londres. Autre signe qui ne trompe pas, le taux élevé de transactions d'envergure du marché francilien (supérieures ou égales à 5.000m² dont 185.000m² d'acquisition pour le seul secteur de la Défense), réalisé par de grandes entreprises internationales sur le segment des immeubles rationnels et modernes, indépendamment de la conjoncture économique. Le plan de renouveau de La Défense initié en 2006 prévoit ainsi la construction de 450 000 m² de bureaux et de 100 000 m² de logements. Son offre locative en parallèle s'est stabilisée tandis qu'elle augmentait de 26% à Londres, une solidité qui lui garantit une sécurité pérenne sur la scène internationale.

Avènement des " Green Cities " et Duo gagnant Russie-Moyen-Orient

Le MIPIM met cette année en exergue des projets d'éco-villes et d'éco-quartiers répondant à de hautes exigences de qualités environnementales (HQE®). " Cette orientation reflète un besoin de construire un environnement urbain durable en réponse aux problèmes écologiques observés à l'échelle mondiale ", explique Nadine Castagna, Directrice du MIPIM. De fait, les projets architecturaux écologiques fleurissent un peu partout : citons parmi eux le parc Akerselva en Norvège, un parc environnemental pionnier mettant en exergue la fragilité des écosystèmes en milieu côtier, le nouveau siège du Conseil de l'Europe à Strasbourg, vaste complexe de verre, la tour Incity de la Communauté Urbaine de Lyon culminant à 200 mètres avec à son sommet une éolienne, capable à elle seule d'alimenter en énergie tous ses occupants, ou la future cité " Sunny Valley ", intégrée dans un cadre naturel construite sur une surface de 1 200 hectares au cœur de la

Ensemble de stands



MIPIM 2008 : a booming sector despite the crisis

With more than 29 000 participating professionals and an exhibition space of 27.000 m², that is about 43 % of progress in two years, the 19th edition of the MIPIM beat its records and lets us forget the collapse of the American residential market in the summer 2007. Short-lived excitement is a prelude to a future crash or justified euphoria with an underlying temporary crisis; the experts draw up a careful report of the world real-estate market, showing the distinction between the decline of residential real-estate in Europe and a strongly developing service sector in emerging countries.

First report : the United States are no longer the reference indicator within a global economic system, as proven by the record investment volume of 93.7 billion euros achieved in 18 big European cities (source:Euler Hermes 2008), that is a 17 % increase compared to 2006. The classification of the top 10 most attractive cities is London, Paris, Frankfurt, Munich, Stockholm, Berlin, Hamburg, Madrid, Moscow, Amsterdam. But the strongest growth is henceforth in Northern and Eastern Europe." In 2007, Western Europe showed a 1,3 % growth, whereas central Europe and the Eastern Europe (Poland, Czech Republic, Rumania) progressed by 7 % in one year, spurred by the industrial groups and the distribution

sector " confirms Steven Watt, European Director of the logistics and industrial department of Cushman and Wakefield. The investors now opt for sound and transparent markets. The growth percentage is highest on the smallest European markets. In Hungary and in Luxemburg, the activity has more that doubled between 2006 and 2007. Netherlands, Denmark and Portugal also show more than 40% of growth.

A rather pale Europe

On the other hand, the American "subprime" crisis - risky credits, dicey loans, credit cards, granted to an unreliable clientele - affected the residential markets in Spain (Madrid and Barcelona mainly, which recorded - 27 % of sales in 2007), Great Britain and Ireland (a - 6 % price decline all year round in 2007 until the 1st term in 2008). Faced with the macroeconomic uncertainties, the wary banks preferred to refuse new credits and stopped numerous projects of acquisition, thereby slowing down the volumes of investment in Europe. But the financial crisis was only one of the factors that slowed down the sector, which was also hit by the lack of accessible land and the decline of stocks, the price increase of raw materials, increase of the rates and the adjournment of construction projects. All these obstacles explain the weak performances in certain countries. In France, the differences range between - 25 % and + 11 % according to departments; the determining factor remains "The increase of the labour costs for qualified workers, generating a high cost of

construction" notes Nicolas de Buttet, in charge of a branch of arbitrage for the credit-insurer Euler Hermes SFAC. Paris is the only exception to the rule.

Paris outstrips London on the market of business premises

In the 4th quarter of 2007, Ile-de-France attracted 2,8 billion euros against only 1,8 billion euros for Greater London. Another significant sign is the high rate of large-scale transactions made in the Paris region (above or equal to 5.000m² among which 185.000m² of acquisitions for the defence sector alone), realized by big multinationals on the sector of rational and modern buildings, despite the economic situation. The renovation plan launched by the «La Défense» in 2006 foresees the construction of 450 000 m² of offices and 100 000 m² of flats. Its parallel renting offer stabilized whereas it increased by 26% in London, a solidity which guarantees it long-lasting security on the international scene.



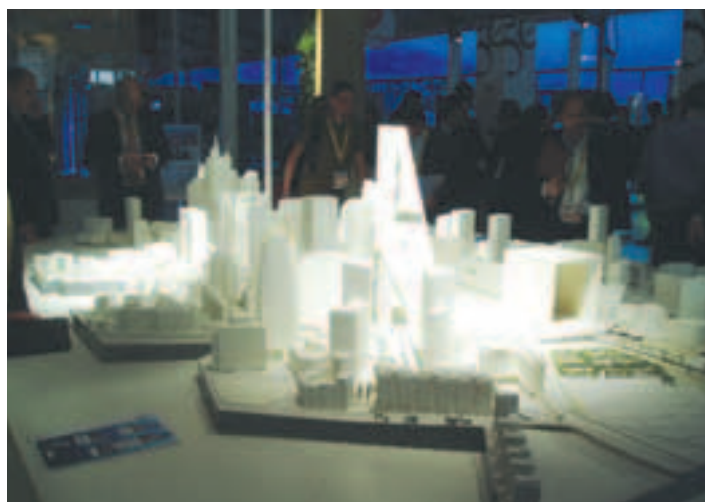
The advent of "Green Cities" and the winning duo Russia-Middle East

This year the MIPIM promotes eco-cities and eco-districts answering high requirements of environmental qualities (HQE[®]). "This orientation reflects a need to build a durable urban environment to answer the ecological problems observed at the world level ", explains Nadine Castagna, Manageress of the MIPIM. Actually, the ecological architectural projects are blooming almost everywhere : as an example, we quote the Akerselva park in Norway, a pioneer environmental park revealing the fragility of the ecosystems in coastal areas, the new head office of the European Council in Strasbourg, a vast glass com-

Projet Russe



Projet Paris La Défense



MIPIM 2008 : un secteur en plein boom malgré la crise

région de Chelyabinsk (Oural). La Fédération de Russie qui a présenté durant le MIPIM 28 projets d'investissements pour un montant de plus de 30 milliards d'euros, s'impose au regard des investisseurs comme le nouvel eldorado. Face à ces projets architecturaux valorisant la qualité de vie et l'indépendance énergétique dans le respect de l'environnement de proximité, le Moyen-Orient qui s'était distingué en 2007 par des programmes de cités babyloniennes gigantesques multipliant les gratte-ciel de verre le long de marinas opte désormais pour des ambiances toujours aussi luxueuses mais résolument plus culturelles. Le projet " Mudon ", lancé par le groupe Dubaï Properties, regroupe ainsi sur un même site les villes historiques de Bagdad, Beyrouth, Damas, Le Caire et Marrakech. Ce projet, livré en 2012, vise à recréer à Dubaï l'héritage culturel et les atmosphères chaleureuses de ces territoires. Il abritera plus de 3 200 villas et maisons, 6 400 appartements, des boutiques, supermarchés, cliniques, court de golf ainsi qu'un quartier d'affaires.

La Côte d'Azur garde le vent en poupe

Classée 23ème parmi les 240 villes et régions concourant à " l'European Cities & Regions of the Future Awards ", à l'initiative

du magazine Foreign Direct Investment, la Côte d'Azur conserve pour les investisseurs une forte attractivité favorisée par l'émergence de nouveaux projets à la fois sur le territoire niçois et sur la technopole de Sophia Antipolis. Organisé par Team Côte d'Azur, un rapprochement stratégique a été initié lors du MIPIM, le 12 mars dernier avec l'ADI - Association des Directeurs Immobiliers des grandes entreprises françaises - afin de constituer un groupe de réflexion accompagnant les projets majeurs d'aménagement économique des Alpes-Maritimes dans le secteur tertiaire. Nice a ainsi pour ambition de dynamiser la plaine du Var en y développant une Eco Vallée, projet agréé Opération d'Intérêt National depuis le 9 mars dernier et porté par son nouveau Maire, Christian Estrosi. Un axe qui démarre avec l'extension de 18 000 m² bureaux au cœur du quartier d'affaires de l'Arénas en face de l'aéroport, à travers le projet Azurée qui prévoit la construction de 3 immeubles tertiaires. Dans le prolongement de cet axe, s'inscrit le premier projet d'éco-quartier durable : Nice-Méridia, lancé en 2005 et qui démarre aujourd'hui la 2ème phase de son chantier, livrable à horizon 2010. Du côté du territoire sophilopolitain, émerge une nouvelle génération de Centres d'Affaires sous l'égide de Directoire Business, soit après Newport disponible depuis septembre der-



nier, ce sont deux nouveaux projets de pépinières d'entreprises qui voient le jour avec Frégate - une douzaine de bureaux et Drakkar, une cinquantaine de bureaux sur 2000 m². En revanche, la pénurie de logements pour actifs s'aggrave comme l'en

atteste la dernière étude de l'Observatoire Immobilier d'Habitat qui révèle que les stocks sont en chute libre, faute de nouveaux programmes. Il n'existe actuellement plus que 8000 m² à la location et 65 logements neufs mis en vente sur tout le département des Alpes-Maritimes, avec un prix moyen au m² d'environ 4000 € dans l'ancien et 5443 € dans le neuf, soit une hausse de 26% depuis 2000. A titre comparatif, un budget de 100 000 € permettait en 2000 à un particulier de devenir propriétaire d'un 2 pièces de 51 m². Aujourd'hui, il ne peut désormais plus s'offrir qu'un studio de 25 m². Une crise qui devrait mobiliser les élus à nouveau pour trouver des solutions concrètes à court terme. Le tourisme d'affaires souffre également d'un manque d'infrastructures hôtelières adaptées pour accueillir le flux croissant des participants au MIPIM. La Mairie de Cannes et la SEMEC, craignant de voir se reproduire le scénario du GSM, ont décidé, en attendant là encore des propositions réactives de la part des collectivités territoriales, de lancer un salon destiné aux pays émergents à l'automne prochain : " le MIPIM Horizons " !

Projet Aldar Dubaï



MIPIM 2008 : a booming sector despite the crisis

plex, the Incity tower of the Urban community of Lyon, 200 metres high with a windmill at its summit that is alone capable of supplying energy to all its occupants, or the future "Sunny Valley" town, integrated into natural surroundings built on a surface of 1 200 hectares in the heart of the Chelyabinsk region (Ural). The Russian Federation, which presented 28 investment projects amounting to 30 billion euros during the MIPIM, appears to the investors as the new El Dorado. Opposite these architectural projects valuing the quality of life and energy independence respecting the environment, the Middle East, which distinguished itself in 2007 by programs of gigantic Babylon-like cities multiplying glass skyscrapers along marinas, henceforth opts for luxurious but determinedly more cultural atmospheres. The "Mudon" project, launched by the group Dubai Properties, groups together on the same site the historic cities of Baghdad, Beirut, Damascus, Cairo and Marrakech. This project, due to be delivered in 2012, aims at recreating in Dubai the cultural inheritance and warm atmosphere of these territories. It will accommodate more than 3 200 villas and houses, 6 400 apartments, shops, supermarkets, private hospitals, a golf course and a business centre.

The French Riviera is still in vogue

Classified 23rd among 240 cities and regions competing in the "European Cities and Regions of the Future Awards", organised by the magazine "Foreign Direct



Investment", the French Riviera still strongly attracts investors, enhanced by the emergence of new projects around Nice and on the Sophia Antipolis technology park. Organized by Team Côte d'Azur, a strategic link was initiated during the MIPIM on March 12th this year with the ADI - Association of Real-estate Directors of the big French companies to constitute a think tank accompanying the major economic projects of the Alpes-Maritimes department in the service sector. Nice intends to revitalize the Var plain by developing "Eco Valley", a project approved as being of National

Interest since last March 9th and supported by its new Mayor, Christian Estrosi. It will begin with the extension of 18 000 m2 offices in the heart of the Arenas business area opposite the airport, with the Azurée project which foresees the construction of 3 service premises. Within this axis of development, there is the first durable Eco-district project: Nice-Méridia, launched in 2005, and starts the 2nd phase of its construction today, due to be completed by 2010. A new generation of business centres is emerging around Sophia Antipolis under the aegis of Directory Business. Following Newport,

ready since last September, two new business incubator projects are born with "Frégate" - a dozen offices - and "Drakkar", about fifty offices spreading over 2000 m2. On the other hand, the housing shortage for working persons is becoming more acute, as revealed by the last study of the Housing Observatory which reveals that stocks are rapidly declining due to a lack of new programs. There is at present no more than 8000 m2 for rent and 65 new apartments for sale over all the Alpes-Maritimes department, with an average price per m2 of about 4000 € in old constructions and 5443 in the new, that is an increase of 26 % since 2000. In comparison, in 2000 a 100 000€ budget allowed a private individual to purchase a 2-room flat of 51 m2. Today, he cannot offer himself more than a 25 m2 studio. This crisis should incite the elected members to find short-term concrete solutions. Business tourism also suffers from a lack of hotels to accommodate the increasing stream of participants at the MIPIM. The Town council of Cannes and the SEMEC (organizer of exhibitions and congresses) who fear seeing the same scenario as for the GSM, have decided to launch a new show for the emerging countries next autumn: "MIPIM Horizons", whilst awaiting reactive propositions from the territorial communities.

Urban Living Island Style BAHREIN

Projet en Ukraine



Le pôle Capenergies ouvre vers l'Italie

C'est à l'occasion de l'Assemblée Générale du 03 avril 2008, introduite par Serge Durand, son nouveau président, nommé après la démission de Pascale Amenc-Antoni, appelée à d'autres fonctions, que fut signé l'accord de coopération entre le pôle de compétitivité et le SIIT (Sistemi Intelligenti Integrati Tecnologia) de Gênes.

Cet accord va permettre à Capenergies et au District de Technologie Ligure de coopérer sur des projets communs. Cet organisme a été créé en 2001 par le ministère de la Recherche et des Universités italien, en vue de devenir un instrument de développement territorial pour améliorer la compétitivité de l'Italie en faveur de l'intégration des

Serge Durand et Giovanni Maria Volpato



contenus technologiques et scientifiques " Made In Italie ". Elle a été associée au réseau national le 15 novembre 2006 sous les auspices du ministre de l'innovation, Luigi Nicolais. C'est ainsi qu'est né à Rome l'Association du District de Technologie (ADITE) qui regroupe actuellement 18 pôles sur l'ensemble de l'Italie, y compris la Sicile et la Sardaigne. Le District Ligure, comme l'indique Monsieur Volpato, se focalise sur les activités liées à l'énergie et au développement public/privé. " Je crois qu'il y a de grandes possibilités de collaboration entre nos deux entités. C'est notre force de coopération qui assurera, avec nos sociétés, une puissance majeure pour partir à la conquête du marché européen. Nos régions pourraient développer une participation au sein d'actions économiques sur un marché global et nous attendons beaucoup de ses résultats " commente monsieur Volpato. L'université de Gênes, partenaire de cet accord, le perçoit comme une bonne

opportunité qui permettra, entre autre, de développer des relations privilégiées avec l'Ecole d'Ingénieurs de Marseille. Serge Durand, quant à lui, se félicite de cette alliance qu'il souhaite voir se prolonger avec d'autres partenaires sur l'ensemble de l'Arc Méditerranéen, tout en restant conscient que cette avancée est un premier pas et que pour l'instant, " C'est une coquille vide qu'il va falloir remplir. "

Pendant l'Assemblée Générale qui se déroulait dans l'amphithéâtre du siège social du Crédit Agricole Alpes Provence à Aix en Provence, eut lieu la présentation du projet " Premio " qui se veut être une fenêtre sur les réseaux électriques de demain. Nous aurons certainement l'occasion de développer un peu plus ce projet " Premio " manifestement digne d'intérêt sur un de nos prochains numéros, notamment après avoir rencontré Céline Auger qui est en charge de ce projet au sein de Capenergies. ■

La croissance du trafic de conteneur sur le Rhône confirme la complémentarité du fluvial et du fer dans le transport massifié

Le gestionnaire de la navigation sur le fleuve et du Port Edouard Herriot de Lyon, dont les actions contribuent au développement du transport fluvial et de la voie navigable pour lesquelles il a investi 13,4 M€, vient de présenter un état des lieux du trafic fluvial pour 2007. Le bilan de la Compagnie Nationale du Rhône (CNR) laisse apparaître une progression globale de l'activité sur le Rhône, même si le trafic fluvial rhodanien a été affecté par un hiver relativement doux. Conséquence de cette situation, de faibles récoltes de céréales qui lui font enregistrer, pour la première fois depuis 2001, une légère baisse de trafic. En effet, le volume manutentionné atteint les 4,9 millions de tonnes, ce qui représente une baisse d'environ 15%, le trafic de marchandises stagne à 1,1 milliards de tonnes par kilomètres soit 12% de moins. Mais ce sont principalement les filières énergies (-23%), minéraux " sel " (-37%), matériaux de construction (-23%) et céréales (-18%) qui ont été marquées par une activité négative. Ce léger recul ne doit pourtant pas mas-

quer la tendance globale ascendante du trafic fluvial comme le confirme l'augmentation du transport des denrées alimentaires (+17%), des objets manufacturés (+6%) et des engrais (+56%). Le Port Edouard Herriot conserve sa place de premier port intérieur français pour le trafic de conteneurs tous modes confondus avec une croissance soutenue de 11%. Sur les 337 000 Equivalent Vingt Pieds (unité de mesure pour les conteneurs) tous modes confondus traités au Port en 2007, ce sont près de 59 529 EVP qui ont été transportés sur le fleuve, soit 5% de plus par rapport à 2006. Dans le même temps à Lyon Terminal, filiale de la CNR, 144 645 EVP ont transité en 2007, attestant d'une progression de 21% par rapport à 2006. Cette croissance soutenue du trafic conteneur confirme la tendance amorcée des modes de transport vers le fluvial et le fer. Le trafic total de marchandises au Port de Lyon poursuit sa progression avec 11,32 millions de tonnes (+ 6%) dont 1,4 millions de tonnes transportées par voie d'eau (+0,8%) et 0,3 millions de tonnes achemi-

nées par le fer (en hausse de 46% par rapport à 2006).

Un investissement de 13,4 M€ effectué au service de la navigation et du transport fluvial

Impliquée dans une politique volontariste de développement durable, la CNR accompagne l'essor de la navigation. En 2007, elle a investi dans le cadre de son plan de missions d'intérêt général plus de 13,4 millions d'euros en faveur de la fiabilité, sécurité et la disponibilité de la voie navigable (valorisation de bois flottants à Pierre Bénite, mise en service des garages d'écluse de Caderousse et Beauchastel, d'un débarcadère à voitures à Bollène, poursuite des travaux de fiabilisation de l'écluse de Châteauneuf du Pape...) de l'amélioration de la qualité du service de navigation (remplacement des balises à Saint-Vallier, Vaugris, Péage de Roussillon, Villeneuve et Avignon) et du développement du transport fluvial (mise en service d'un

second portique au Port de Lyon Edouard Herriot et études en cours pour l'extension du site industriel et portuaire d'Arles avec l'allongement de 100 m du quai et la création d'une voie ferrée). Le concessionnaire du fleuve contribue au développement économique des territoires dans le respect de l'environnement. La CNR s'implique aussi pour contribuer au développement du transport fluvial. Ce mode alternatif fiable et économiquement performant participe au désengorgement routier de la vallée du Rhône et à la protection de l'environnement par la réduction de la pollution atmosphérique provoquée par d'autres types de transport. Depuis juin 2002, la CNR, le Port Autonome de Marseille et Voies Navigables de France se sont associées dans un contrat de progrès fluvial favorisant le développement des trafics entre Marseille-Fos et le bassin Rhône Saône. Cet accord fait du port Lyon Edouard Herriot le port avancé de Marseille. ■

Capenergies opens towards Italy

It is on the occasion of the General assembly on 3rd April 2008, introduced by Serge Durand, the new president appointed after the resign of Pascale Amenc-Antoni, called to other functions, that the agreement of cooperation was signed between the competitiveness cluster and the SIIT (Sistemi Intelligenti Integrati Tecnologie) of Genoa. This agreement will enable Capenergies and the Ligure Technology District to cooperate on joint projects. This entity was created in 2001 by the Italian Ministry of Research and Universities, to become an instrument of territorial development to improve the competitiveness of Italy in favour of the integration of technological and scientific contents " Made in Italy ". It was associated to the national network on 15th November 2006 under the aegis of the Minister of Innovation, Luigi Nicolais. Hence was born in Rome the Association of the Technology District (ADITE) which presently groups together 18 clusters throughout Italy, including Sicily and Sardinia. As Mr. Volpano points out, the Ligure district focuses

on the activities bound to energy and the public / private development. " I believe there are many possibilities of collaboration between our two entities. It is our force of cooperation, together with our companies, that will assure a major force to set out to conquer the European market. Our regions could develop a participation within economic actions on a global market, and we are expecting a great deal from the results." The University of Genoa, partner of this agreement, considers it to be a good opportunity that will help to develop privileged relations with the Engineering school of Marseilles. As for Serge Durand, he is pleased with this alliance that he hopes will be extended to other partners around the Mediterranean, while remaining conscious that this headway is a first step and that at the moment, "it is an empty shell that must be filled."

During the General assembly which took place in the amphitheatre of the head office of Credit Agricole Alpes-Provence in Aix-en-Provence, the "Premio" project was presented, which is to



Serge Durand président de Capenergies

be a window on the future electric networks. We shall certainly have the opportunity to go into further detail on this interesting

project in one of our next editions, particularly having met Céline Auger who handles this project within Capenergies. ■

The increase of container traffic on the Rhone confirms the complementarity of river and rail transport

The company in charge of navigation on the Rhone River and the Edouard Herriot Port of Lyon, whose actions contribute to the development of transport by inland waterways for which it invested 13,4 million euros, has just presented a report on river traffic for 2007. The annual report of activities of the National Company of the Rhone (CNR) shows a global progress of the activity on the Rhone, even if the river traffic was affected by a relatively mild winter. This situation caused weak grain crops which led it to register a slight decline in traffic for the first time since 2001. Indeed, the volume handled amounts to 4,9 million tons, which represents a decline of about 15 %, the traffic of goods stagnates at 1,1 billion tons per kilometre, that is 12 % less. But it is mainly the fields of energies (- 23 %), minerals "salt" (- 37 %), building materials (- 23 %) and cereals (-18 %) that were marked by a negative activity. Nevertheless, this slight recession

must not mask the global ascending tendency of river traffic, confirmed by the increase of the transport of foodstuff (17 %), manufactured goods (6 %) and fertilizers (56 %). The Edouard Herriot Port maintains its position as first French inland port for container traffic with a steady growth of 11 %. Among the 337 000 EVP (20 foot) containers handled at the Port in 2007, about 59 529 were transported on the river, that is 5 % more compared to 2006. At the same time, at Lyon Terminal, subsidiary of the CNR, 144 645 EVP passed in transit in 2007, showing a 21 % progress compared to 2006. This steady growth of container traffic confirms the trend of development towards river and rail transport. The total traffic of goods in the Port of Lyon pursues its progress with 11,32 million tons (+ 6 %) among which 1,4 million tons transported by water (0,8 %) and 0,3 million tons by rail (46 % increase compared to 2006).

A 13,4 M€ investment for navigation and river transport

Involved in a voluntarist policy of sustainable development, the CNR accompanies the development of navigation. In 2007, the company invested more than 13,4 million euro in missions of general interest in favour of the reliability, safety, and the availability of the waterways (valuation of floating wood at Pierre Bénite, implementing lock garages at Caderousse and Beauchastel, a car jetty at Bollène, pursuit of the security works of the Châteauneuf-du-Pape lock...), improvement of the service quality of navigation (replacement of beacons at Saint-Vallier, Vaugris, Toll of Roussillon, Villeneuve and Avignon) and development of river transport (implementing a second portico in the Edouard Herriot Port of Lyon and current studies for the extension of the industrial and harbour site of Arles with

the 100 m extension of the quay and the creation of a railway). The concessionaire of the river contributes to the economic development of territories in the respect of the environment. The CNR also contributes to the development of river transport. This reliable and economically successful alternative means of transport contributes to ease the congestion of the roads in the Rhone valley and protects the environment by reducing the pollution caused by other types of transport. Since June 2002, the CNR, the Port of Marseilles and Waterways of France signed a joint contract of river progress, favouring the development of the traffic between Marseilles-Fos and the Rhone-Saône basin. This agreement makes the Edouard Herriot Port of Lyon the inland port of Marseilles. ■

L'Europe a-t-elle un avenir dans l'Espace ?

Devenue une composante majeure de l'échiquier géopolitique mondial, la politique spatiale s'appuie sur trois missions prioritaires : la sécurité-défense, la protection des populations en cas de crises environnementales, la fourniture de services innovants dans le domaine des télécommunications et de l'exploration spatiale. Un marché gigantesque que se disputent les Grandes Puissances, les Etats-Unis en tête. Face à cette volonté d'hégémonie, l'Europe a décidé de faire front et de préserver son leadership en développant grâce au système européen de navigation par satellites Galileo, des applications civiles à travers notamment le signal sécurisé PRS dont elle espère ensuite faire un grand standard européen. Oui mais voilà, saura-t-elle s'unir et se donner les moyens de ses ambitions ?

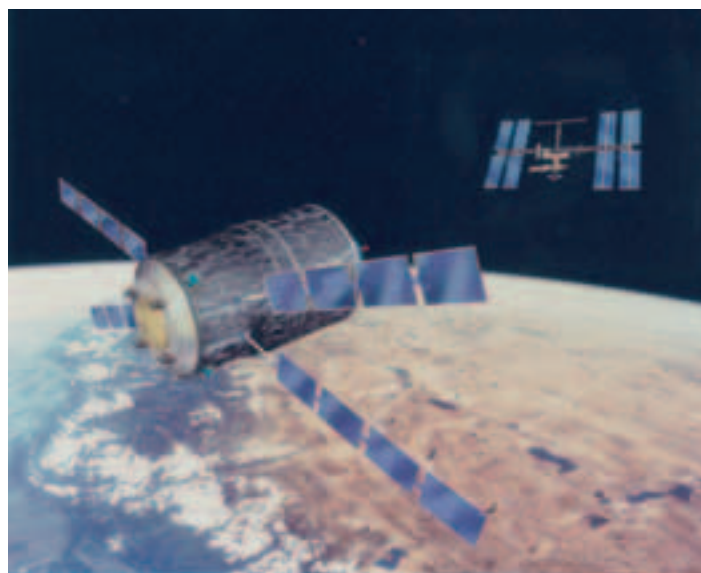
Le rôle de l'Europe dans la politique spatiale

Le Conseil européen de l'espace de 2005 a défini le rôle de la Commission et des Etats-membres. Si l'Europe reste encore une puissance spatiale et la France son principal moteur suivi par l'Italie et l'Allemagne, la participation individuelle des autres pays européens reste symbolique. Elle affecte des crédits à l'Agence spatiale européenne (ESA) pour mener ses recherches scientifiques et technologiques innovantes dans le cadre de programmes d'exploration spatiale ainsi qu'à l'Agence Européenne de l'Armement (EDA) pour la mise en œuvre d'une politique de défense. Après avoir pris du retard dans la course à la conquête de l'espace, elle a ainsi réagi avec la mise en place de nouveaux programmes comme Galileo, système européen de navigation par satellites et le programme d'observation spatiale GMES (Global Monitoring for Environment and Security). Faute de réactivité dans la reconduction de ses actions en cours et de politique cohérente au sein du Conseil Européen de l'Espace, l'Union Européenne a perdu un temps précieux et fragilisé le

développement de sa stratégie de souveraineté européenne menacée par le déploiement de la nouvelle politique spatiale américaine résolument offensive et le début de prolifération des missiles balistiques (Corée du Nord, Iran). Elle n'a d'autres choix aujourd'hui pour s'imposer dans le domaine spatial que d'impul-

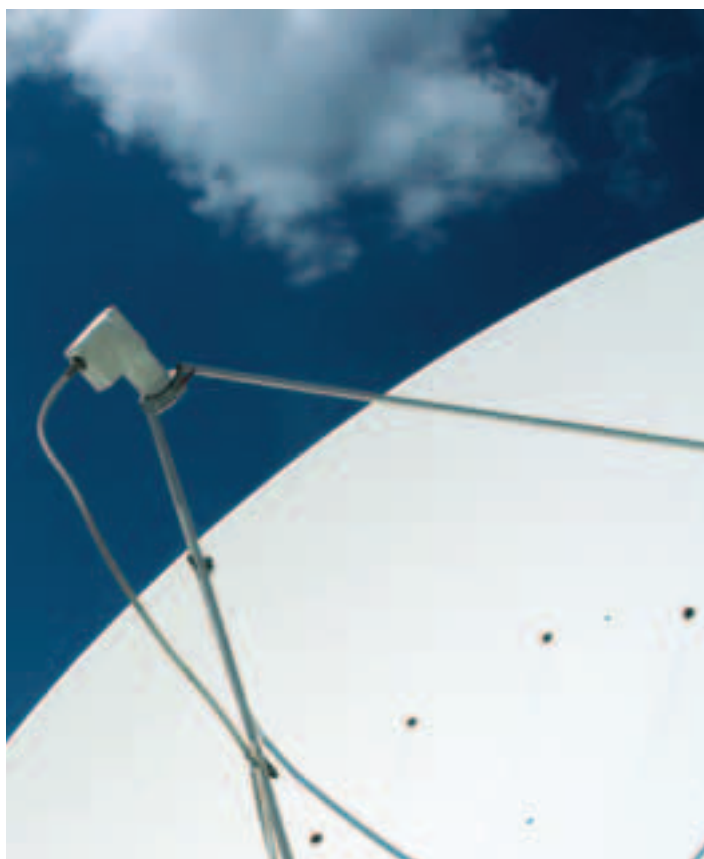
Guerre larvée dans la navigation satellitaire pour rééquilibrer la balance des pouvoirs

En lançant le 26 mars 2002 à Bruxelles le système européen de navigation par satellites Galileo, l'Europe affiche claire-



ATV (Automated Transfer Vehicle)

Photot D Trifunovic SATNAV



ser une nouvelle dynamique. Il lui faut donc prévoir des observatoires permanents, une organisation d'ensemble efficace, une garantie de la continuité des investissements sans faire appel au budget communautaire et en s'appuyant sur un fort soutien politique de ses membres. Une indépendance qui lui permettrait de développer de grands programmes individualisés capables de jouer le rôle de locomotives. Ce qui est encore loin d'être le cas. En France, il devra s'agir d'un Conseil de l'espace présidé par le Président de la République, en Europe, de l'instauration d'un Conseil européen pour l'Espace aux coopérations renforcées, regroupant les pays décidés à investir (hors de tout esprit de "juste retour") en proportion de leurs ressources, soit aujourd'hui la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Espagne, la Belgique et le Luxembourg. Les présidences successives de l'Union assurée par l'Allemagne puis par la France en 2007 ont permis de prendre les mesures nécessaires. Les Agences, notamment l'Esa, ont déjà entrepris de s'adapter aux nouvelles données technologiques et stratégiques.

ment sa volonté politique d'émancipation vis-à-vis de la tutelle technologique des Etats-Unis. Depuis plus de 10 ans, le système américain GPS (Global Positioning System) exerce en effet une domination sans partage sur le marché mondial de la navigation par satellite. L'idée de l'autonomie européenne dans le domaine des systèmes de radionavigation par satellite, Global Navigation Satellite System (GNSS), est née dans le milieu des années 90. Forte de son premier succès avec Egnos (projet hybride ayant pour fonction de doper le signal des systèmes de radionavigation existants en intégrant des données climatiques et spatio-temporelles), l'Europe, décide de développer son propre système de navigation par satellites pour mettre fin à cette situation de dépendance, d'autant plus intolérable que le signal de radionavigation GPS s'avère volontairement dégradé et ne répond pas aux exigences de précision du transport urbain et périurbain terrestre, aérien et naval européen. Ce programme, cofinancé par l'Union européenne et l'Agence spatiale européenne (Esa), est composé de 3 parties : 30 satellites placés sur orbite circulaire d'altitude moyenne, des stations au

Has Europe a future in Space ?

Spatial policy, which has become a major constituent of the world geopolitical chessboard, is based on three priority missions: safety - defence, the protection of populations in case of environmental crises, the supply of innovative services in the field of telecommunications and spatial investigation. A gigantic market that the great powers fight for, the United States up front. Faced with this will of hegemony, Europe has decided to react and protect its leadership by developing civil applications with the secured PRS signal which it hopes to impose as a great European standard, thanks to the European navigation system by satellite, Galileo. However, will it manage to unite and give itself the means of its ambitions ?

The role of Europe in spatial policy

The European Space council of 2005 defined the role of the Committee and the member states. If Europe remains another spatial power and France its main engine, followed by Italy and Germany, the individual participation of the other European countries will remain symbolic. It allocates credits to the European Space Agency (ESA) to make innovative scientific and technological research within programs of spatial investigation, and also to the European Defence Agency (EDA) for the application of a defence policy. After running late in the race for the conquest of space, it reacted by implementing new programs such as Galileo, the European navigation system by satellite and the program of spatial observation GMES (Global Monitoring for Environment and Security). Due to its incapacity to react in the renewal of its current actions and coherent policy within the European Space council, the European Union lost precious time and weakened the development of its strategy of

European sovereign power, threatened by the new determinedly offensive American spatial policy and the beginning of proliferation of ballistic missiles (North Korea, Iran). Today, it has no other choice to impose itself in the spatial field than to impulse new dynamics. It must therefore foresee permanent observatories, an efficient global organisation, a guarantee of the continuance of the investments without resorting to the community budget, and by relying on the strong political support of its members. An independence which would enable it to develop big individualised programs capable of playing the role of locomotives. But this is still far from being the case. In France, there is to be a space council chaired by the President of the Republic; in Europe, a European Space council with strengthened cooperation is to be set up, grouping together countries determined to invest (irrespective of any "just return") in proportion to their resources, today that is France, Germany, Italy, Spain, Belgium and Luxembourg. The successive presidencies of the EU, assured by Germany then by France in 2007,



made it possible to take the necessary measures. Agencies, notably ESA, have already begun to adapt themselves to the new technological and strategic requirements.

Latent war in satellite navigation to stabilise the balance between powers

By launching the European navigation system by satellite, Galileo, on 26th March 2002 in Brussels, Europe clearly showed its political will of emancipation towards the technological custody of the United States. For more than 10 years, the American GPS system (Global Positioning System) indeed dominated the world market of satel-

Galileo AC - Photo Satnav



L'Europe a-t-elle un avenir dans l'Espace ?

sol et des utilisateurs dotés de récepteurs mobiles. Grâce à cette architecture, le programme Galileo opérationnel à partir de cette année, servira dès 2011 de multiples applications à l'instar du système américain GPS et russe Glonass (GLObal Navigation Satellite System). Le programme confirme les cinq services qu'offrira le système, dont le PRS (Public Regulated Service) pour les applications sécurisées. Galileo permettra aux utilisateurs équipés d'un récepteur adéquat de connaître leur position en temps réel, avec une précision variant de 10 à 1 m. Le PRS, service développé en parallèle des produits Open Service (OS), Safety of Life (SoL), Commercial Service (CS) et Search and Rescue (SAR) est destiné respectivement à tous les utilisateurs grand public, à la sécurité de la navigation, à des applications commerciales nécessitant un minimum de cryptage et au repérage des signaux de détresse. Il est, pour sa part, soumis à contrôle gouvernemental. Service restreint à des applications stratégiques ne devant en aucun cas subir des perturbations, le PRS représente la vitrine de Galileo en matière de robustesse et de précision du signal de radionavigation.

Problématique des brouillages radiofréquences, sources de conflits

Le positionnement est basé sur la connaissance des distances entre le terminal et plusieurs satellites (trois pour un positionnement en trois dimensions). La distance est obtenue par mesure du temps de propagation entre le satellite équipé d'une horloge de référence et le récepteur. De nombreuses sources d'erreurs entachent le positionnement : variation du temps de propagation à la traversée de l'atmosphère, erreurs d'horloge et d'orbitographie du satellite, géométrie des satellites visibles au moment de la mesure, etc. Selon les méthodes utilisées pour la correction de ces erreurs et les conditions d'environnement du récepteur, la précision d'un positionnement instantané varie entre la centaine de mètres et quelques mètres. Parmi les conditions d'environnement qui jouent un rôle important sur la précision, on trouve l'utilisation en milieu urbain et les brouillages. L'environnement urbain est caractérisé d'une part, par des effets

de masque avec limitation du nombre de satellites visibles et regroupement de ces satellites visibles dans une portion limitée du ciel (effet de canyon urbain), d'autre part, des phénomènes de réflexions multiples sur les bâtiments (trajets multiples entre un satellite et le récepteur). Les sources de brouillages non-intentionnelles sont essentiellement les systèmes de télécommunications radiofréquences opérant sur des bandes voisines ou partagées. La bande de fréquence couramment utilisée par les systèmes de navigation par satellite est la bande L entre 1 164 et 1 610 MHz. Les négociations menées à la Conférence Mondiale des Radiocommunications (CMR) en 2000 ont permis de trouver des solutions pour le partage de cette bande entre les systèmes existants GPS et GLO-NASS et le nouveau système Galileo. Les sources de brouillages non intentionnels potentiels sur les récepteurs de navigation des signaux Galileo sont de 3 ordres : Les systèmes fonctionnant dans les mêmes bandes que Galileo : systèmes de radionavigation aéronautique, système de communications militaires, radars primaires de contrôle aérien.

Les systèmes fonctionnant dans les bandes adjacentes : radars primaires de la surveillance du trafic aérien, radars de la Défense, services mobiles par satellite, autres systèmes de



Helios II Ph

radionavigation aéronautique. Enfin, les systèmes fonctionnant dans des bandes éloignées : émetteurs TV et FM, systèmes de radionavigation aéronautique VOR et ILS, systèmes de communications VHFCOM, service radioamateurs... La distance entre la source de brouillage et

le récepteur de navigation est un facteur essentiel dans le niveau de perturbation. Au final, il s'agit d'évaluer l'impact des sources d'interférences et fonction de chacune des bandes, la dégradation de performances attendues (erreurs sur les pseudo-distances...), et de mettre en place

Alcatel Alenia Space



Has Europe a future in Space ?



GPS Satellite de la NASA

lite navigation exclusively. The idea of European autonomy in the field of radio navigation by satellite, Global Navigation Satellite System (GNSS), was born in the mid 90s. Encouraged by its first success with "Egnos" (a hybrid project which doped the signal of the existing radio navigation systems by integrating climatic and spatial-temporal data), Europe decided to develop its own system of satellite navigation to put an end to its dependence, all the more unbearable since the GPS has become voluntarily degraded and no longer answers the precision requirements of urban transport, and European road, air and naval transport. This program, co-financed by the European Union and the European Space agency, consists of 3 parts: 30 satellites placed on circular orbit of average height, ground stations and users equipped with mobile receivers. Thanks to this architecture, the Galileo program, operational as from this year, will serve multiple applications following the example of the American GPS system and the Russian Glonass (Global Navigation Satellite System) as from 2011. The pro-

gram confirms the five services which the system will offer, including the PRS (Public Regulated Service) for secure applications. Galileo will allow the users equipped with an appropriate receiver to know their real-time position, with a precision varying from 10 to 1 metres. The PRS, a service developed in parallel from the products Open Service (OS), Safety of Life (SOL), Commercial Service (CS) and Search and Rescue (SAR), is respectively intended for all the consumer users, for navigation security, for commercial applications requiring a minimum of encoding and in locating signals of distress. It is subjected to governmental control. Offering a service restricted to strategic applications that must not suffer any interference, the PRS represents Galileo's shop window in robustness and precision of the signal of radio navigation.

Problem of perturbing radio frequencies, a source of conflict

The positioning is based on the knowledge of the distances bet-

ween the terminal and several satellites (three for a three dimension positioning). The distance is obtained by measuring the time of distribution between the satellite equipped with a reference clock and the receiver. Numerous sources of errors perturb the location: variation of the time of distribution when penetrating the atmosphere, the errors of clock and orbit-graphics of the satellite, the geometry of the visible satellites at the time of measuring, etc. According to the methods used for the correction of these errors and the environment conditions of the receiver, the precision of an immediate location varies between a hundred metres and a few metres. Among the environment conditions which play an important part in the precision, we find the use in urban zones and the perturbations. The urban environment is characterised on one hand, by a masking effect which limits the number of visible satellites and groups these visible satellites in a limited portion of the sky (urban canyon effect), and on the other hand, by the phenomena of multiple reflections on buildings (numerous routes bet-

ween a satellite and a receiver). The unintentional perturbation sources are essentially the radio frequency telecommunication systems operating on nearby or shared frequencies. The wave band usually used by the satellite navigation systems is the L band between 1 164 and 1 610 MHz. The negotiations at the World Radio-communications Conference (CMR) in 2000 led to solutions for sharing this band between the existing systems, GPS and GLONASS, and the new Galileo system. There are three types of potential sources of unintentional interference on the navigation signal receivers of Galileo: the systems working on the same frequencies as Galileo: systems of aeronautical radio navigation, system of military communication, and primary radars of air control.

The systems working on neighbouring frequencies are: primary radars for the surveillance of air traffic, the Defence radars, mobile services by satellite, and other systems of aeronautical radio navigation. Finally, the systems working on distant frequencies: TV and FM broadcasting stations,

L'Europe a-t-elle un avenir dans l'Espace ?

des architectures avec filtrage numérique pour éliminer les brouillages qui modifient le comportement du récepteur.

Duel Europe / Etats-Unis : la course à l'hégémonie spatiale

Aujourd'hui les Etats-Unis développent une conception militaire de l'Espace. Elle s'appuie sur un Droit de l'espace. On est passé d'une utilisation pacifique à une utilisation défensive puis progressivement offensive. Qui contrôle l'espace proche contrôle la Terre ... En coulisses, a démarré dans le courant de l'année 2003, une course contre la montre autour des enjeux liés à la superposition des fréquences du PRS de Galileo sur le Military Code (code M) du GPS, tous deux prévus en bande de fréquence E6 qui entérine toute tentative de brouillage des signaux PRS. Quiconque brouillerait le PRS altérerait le Code M du GPS. L'ambition civile de Galileo représente donc une menace militaire potentielle. Il est tout à fait envisageable que des missiles d'un gouvernement peu scrupuleux soient guidés sur des cibles militaires par un signal commercial de type CS souscrit par une société écran. Enfin, le projet d'accord du 18 septembre 2003, ouvrant la voie à la participation de la Chine au programme, prévoit des activités de coopération dans un large éventail de secteurs scientifiques, technologiques et industriels ainsi que dans le développement de services et de marchés, moyennant un apport de l'ordre de 200 millions d'euros. 5 millions d'euros sont investis en aval de la séquence de validation, normalisation et d'homologation en fréquence. Pour les 195 autres millions, ils devraient être distribués dans le processus de production de la constellation. Face à la demande européenne d'interopérabilité des systèmes, les Etats-Unis opposent un refus. L'argumentaire du Département de la Défense américain est clair. Il exige des Européens une prise de conscience immédiate de la réalité stratégique moderne et un engagement formel assurant le non-recouvrement des signaux PRS de Galileo et code M de GPS. A l'occasion du sommet Etats-Unis/Union Européenne, le 26 mai 2004, l'Europe consent à déplacer ses fréquences PRS en retour d'une possibilité de déplacer sa modulation sur le Code M du GPS en cas de brouil-

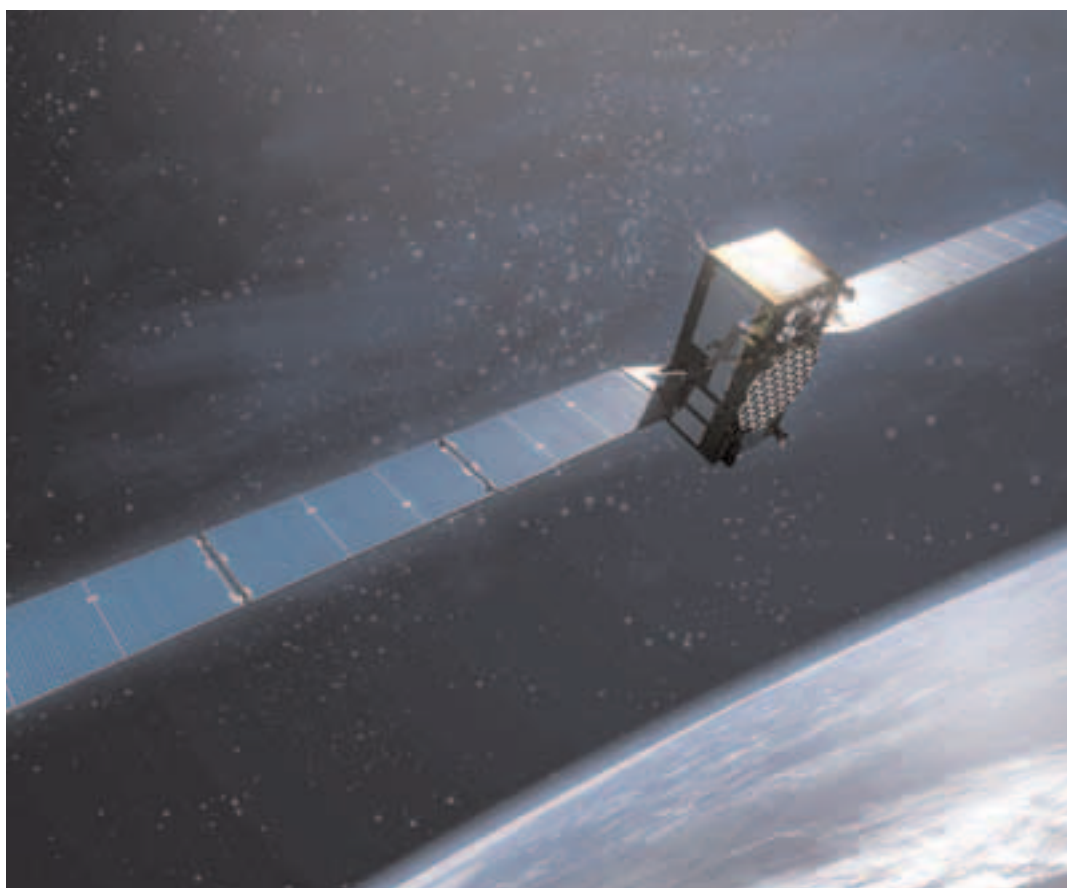
lage. Une victoire en demi-teinte qui lui permet de déployer la phase opérationnelle de Galileo le 10 décembre 2004 et d'envisager une nouvelle politique ambitieuse fondée sur une meilleure surveillance de l'espace et sur une gestion du trafic spatial maîtrisée et régulée.

Sophia Antipolis accueille le 2ème Pacific PRS Workshop

Le Consortium Pacific regroupe 20 grands groupes industriels issus de 14 pays européens représentant toute la chaîne de valeurs pour la mise en œuvre opérationnelle du signal PRS, des équipementiers aux intégrateurs, opérateurs et fournisseurs de systèmes et de services sécurisés : EADS Astrium et EADS Defense & Security, Eurocopter, THALES, FDC, TNO, Abertis Telecom, Honeywell, PIAP, Secunet, Skysoft, Teletel, Logica CMG, Terma®, Thales Alenia Space, Kongsberg, Malik Management Zentrum of St Gallen, Patria, Telespazio. Le premier rendez-vous à Bruxelles en mars 2007 avait permis de lancer une étude pour identifier les cibles potentielles du PRS et appréhender les attentes du marché, évalué à près de 4 millions

d'utilisateurs. A l'issue de cette édition, les membres du Pacific Workshop ont eu à analyser les différentes problématiques économiques et ébaucher un premier plan de développement technologique dont ils ont exposé les grandes lignes directrices lors de leur 2ème rencontre à l'Agora Einstein de Sophia Antipolis les 3 et 4 avril derniers. " Nous avons échangé sur les applications gouvernementales de Galileo et leurs différents modes de développement explique Jean-Claude Dardelet, Vice-Président des Affaires institutionnelles de Thales Alenia Space. Nous souhaitons à court terme instaurer une organisation médiatrice auprès de chaque Etat-membre totalement partie-prenante dans la prise de risques, analyser le marché des capteurs et des récepteurs et évaluer les différentes applications militaires et civiles. " Team Côte d'Azur, l'agence de développement économique du département des Alpes-Maritimes, forte du succès remporté par les Galileo Masters concours européen d'idées sur les applications commerciales futures de la navigation par satellite qu'elle Co-organise depuis 4 ans pour la France avec la Fondation Sophia Antipolis, a convaincu les initiateurs de la

manifestation : EADS et la GSA, l'autorité européenne de supervision du programme de navigation par satellite Galileo d'organiser ce grand rendez-vous au cœur de la 1ère technopole européenne, berceau de l'Internet, de la téléphonie mobile, de la micro-électronique, de l'ETSI, l'Institut européen des normes de télécommunication et du W3C, organisme de normalisation chargé de promouvoir la compatibilité des technologies du World Wide Web. Des atouts non négligeables pour des enjeux stratégiques et économiques colossaux. " Un marché estimé à 15 milliards d'euros aujourd'hui et à 400 milliards d'euros à horizon 2020 confirme Alan Kendall Directeur de la Sécurité des services de navigation satellitaires chez EADS Astrium mais qui suppose une protection optimale pour la sécurité des applications. Le GPS avait nécessité plusieurs milliers de brevets. Nous avons d'ores et déjà investi 10 millions d'euros dans des tests de simulation pour valider la fiabilité des systèmes et devons affiner et sécuriser le réseau de distribution. "



Has Europe a future in Space ?

VOR and ILS systems of aeronautical radio navigation, VHFCOM communication systems, amateur radio services... The distance between the source of interference and the navigation receiver is an essential factor in the degree of disturbance. Finally, it is a question of estimating the impact of the sources of interference on each of the frequencies, the degradation of expected performances (errors on the pseudo-distances), and setting up architectures with digital filtering to eliminate the interference which perturbs the functioning of the receiver.

Europe versus USA : the race for spatial hegemony

Today, the United States develop a military conception of Space. They claim a right on Space. It began with a peaceful use, then defensive, and gradually became an offensive use. He who controls the nearby Space controls the Earth ... In 2003, in the backstage there began a race against time around the stakes bound to

the superposition of the frequencies of Galileo's PRS on the Military Code (M code), of the GPS, both of which were foreseen on wave band E6, which eliminates any attempt of interference on the PRS signals. Whoever would blur the PRS would distort the M Code of the GPS. Galileo's civil ambition thus represents a potential military threat. It is quite possible that missiles of an unscrupulous government could be directed on military targets by a commercial signal of the CS type, signed by an umbrella company. Finally, the draft agreement of 18th September 2003, opening the way to China's participation in the program, foresees activities of cooperation in a wide range of scientific, technological and industrial sectors as well as in a development of services and markets, for a contribution of about 200 million euros. 5 million euros are invested downstream to the sequence of validation, normalisation, and ratification in frequency. The other 195 million should be distributed in the process of production of the constellation. The USA

oppose a refusal to the European demand of inter-operating the systems. The argument of the American Defence Department is clear. It demands the Europeans an immediate awareness of the modern strategic reality and a formal commitment assuring the non-coverage of Galileo's PRS signals and the M code of GPS. At the USA/EU summit on 26th May 2004, Europe accepted to move its PRS frequencies in return of a possibility of moving its modulation on the M Code of the GPS in case of interference. A rather subdued victory which enabled it to commence Galileo's operational phase on 10th December 2004 and envisage a new ambitious policy based on a better surveillance of Space and on a mastered and regulated management of spatial traffic.

Sophia Antipolis welcomes the 2nd Pacific PRS Workshop

The Pacific Consortium groups together 20 big industrial groups stemming from 14 European

countries representing the whole chain of values for the operational application of the PRS signals - parts manufacturers, integrators, operators and the suppliers of systems and secure services: EADS Astrium and EADS Defense and Security, Eurocopter, Thales, FDC, TNO, Abertis Telecom, Honeywell, PIAP, Secunet, Skysoft, Teletel, Logica CMG, Terma[®], Thales Alenia Space, Kongsberg, Malik Management Zentrum of St Gallen, Patria, Telespazio. The first meeting in Brussels in March 2007 opened the way to a study to identify the potential targets of the PRS and anticipate the expectations of the market, estimated at about 4 million users. At the conclusion of this meeting, the members of the Pacific Workshop had to analyse the various economic problems and conceive a first plan of technological development of which they exposed the guidelines during their 2nd meeting at the Einstein Agora in Sophia Antipolis on 3rd and 4th April this year. "We discussed Galileo's governmental applications and their various modes of development" explai-



Publié par HSBC France © Getty Images

En matière de commerce international,
tous les chemins mènent à HSBC.

HSBC, une expertise reconnue en Trade depuis plus de 140 ans.

Contactez-nous :

Délégation Marseille-Provence
522, avenue du Prado - 13008 Marseille
Tél. : 04 91 30 78 40

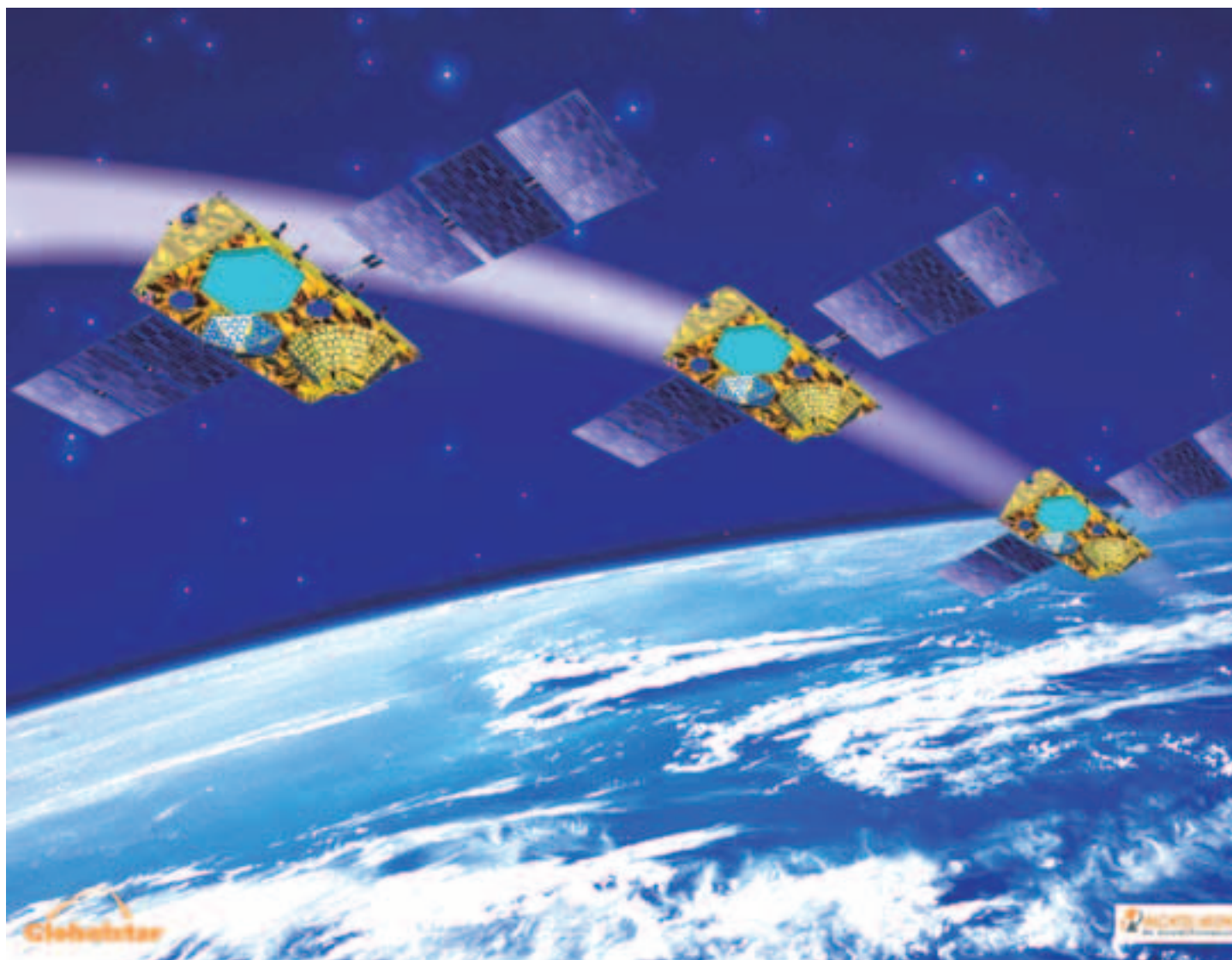
GLOBAL TRANSACTION BANKING

HSBC



Wherever you are, wherever you want to go.

L'Europe a-t-elle un avenir dans l'Espace ?



GlobalStar 2 - Vue artistique du projet

Un vivier exceptionnel d'emplois pour la Région PACA

Galileo est, après Airbus et Ariane, le programme technologique le plus important et le plus ambitieux de l'Union Européenne pour les prochaines années. Suite à la décision du dernier conseil de l'UE des Ministres et des Transports de décembre 2007, le programme sera financé intégralement sur fonds publics, soit un investissement d'un montant d'environ 3,5 milliards d'euros. La Commission européenne possèdera sa propre infrastructure et l'ESA qui a déjà dépensé 700 millions d'euros depuis le lancement du programme en sera son maître d'ouvrage. Galileo devrait générer près de 140 000 emplois en Europe d'ici 2015. A la clé, pour la France 30 000 emplois directs et 10 000 indirects, fruits des retombées des applications de Galileo pour la seule région PACA, qui pourrait s'imposer comme

l'une des 10 régions européennes-phares dans le domaine de la navigation par satellite. Les pôles de compétitivité - SCS, Risques, Mer et Pégase-devraient également jouer un rôle essentiel pour le regroupement recherche /industrie/ start-up dans le secteur de l'espace et des nombreuses technologies associées. Le marché du PRS se répartirait de la façon suivante : 43,4% dédié au secteur défense (armée de terre, de l'air et de mer), 37,4% pour la protection civile et la sécurité intérieure (police, garde-côtes, unités spéciales), 18,3% pour les services d'urgence (pompiers, protection civile, ambulances), 0,4% pour les transports (collectifs, marchandise, haute-valeur ajoutée), 0,2% pour le secteur énergétique et les télécommunications (réseaux d'opérateurs et sous-traitants), 0,3% pour les activités stratégiques et commerciales (banques, bourses, agences spatiales).

Cette seconde réunion a rassemblé 175 personnes de 23 pays différents, représentant les Autorités Nationales de Sécurité, la Commission Européenne, le Conseil de l'Union Européenne, les représentants des Etats Membres, les leaders industriels, utilisateurs et centres de R&D allemands, autrichiens et français. Quels sont les prochaines étapes de ce grand chantier européen ? De 2008 à 2011, le consortium Pacific a pour objectif de s'attaquer aux différentes applications technologiques et à l'architecture du système, de bâtir le schéma directeur de sa mise en œuvre de 2009 à 2011, de définir les principes d'utilisation du système à usage des gouvernances de 2010 à 2013 et des applications militaires de 2011 à 2014. Six lots seront attribués fin décembre 2008 lors d'appels d'offres successifs pour la fabrication du système aux entreprises européennes comme Thales, Alenia Space, EADS Astrium ou la société italienne Telespazio, qui envisage de s'im-

planter bientôt sur la technopole de Sophia Antipolis et qui développe notamment des applications dans le domaine de la télé-médecine. Si l'Europe a longtemps peiné à identifier et à développer les technologies spatiales de mise en orbite et de navigation, à négocier les inter-opérabilités, à parfaire l'étalonnage en fréquence et à certifier son système, il semblerait qu'elle se donne enfin les moyens financiers de se lancer dans la course à la navigation spatiale pour préserver sa souveraineté, une position enviée par la Russie, la Chine et l'Inde qui se rapprocheraient du programme concurrent Glonass. Jeu d'alliances et rapports de force économiques qui laissent présager, la complexité stratégique de demain ! ■

Has Europe a future in Space ?

ned Jean-Claude Dardelet, Vice-president of institutional affairs at Thales Alenia Space. "In the short run, we wish to establish a mediating organisation with every member state totally engaged in the risk-taking, analyse the market of the sensors and receivers, and estimate the various military and civil applications."

Following the success of Galileo Masters, a European competition of ideas on the future commercial applications of satellite navigation that it co-organises since 4 years for France with the Sophia Antipolis Foundation, Team Côte d'Azur, the economic development agency of the Alpes-Maritimes department, convinced the initiators of the event - EADS and GSA (the European authority of supervision of Galileo) - to organize this big meeting in the heart of the leading European technopole, cradle of Internet, mobile telephony, microelectronics, ETSI, the European Institute of the telecommunication standards, and W3C, the normalisation organism for the promotion of the compatibility of the World Wide Web technologies. Important trump cards for colossal strategic and economic stakes. "A market estimated at 15 billion euros today, and at 400 billion euros in 2020" confirms Alan Kendall, Security manager of the satellite naviga-

tion services at EADS Astrium, but who supposes an optimal protection for the security of the applications. "The GPS had required several thousand patents. We have already invested 10 million euros in simulation tests to validate the reliability of the systems and we must perfect and reassure the distribution network."

An exceptional source of employment for the PACA Region

After Airbus and Ariane, Galileo is the most important and most ambitious technological program of the European Union for the coming years. Following the decision of the last EU council of the Ministers and Transport of December 2007, the program will be entirely financed by public money; it represents an investment of approximately 3,5 billion euros. The European Commission will possess its own infrastructure and the ESA, which has already spent 700 million euros since the launch of the program, will be the owner. Galileo should generate 140 000 employments in Europe by 2015. For France, it will represent 30 000 direct and 10 000 indirect jobs, the fruits of the spin-offs of Galileo's applications for the PACA region alone, which

could assert itself as one of 10 key European regions in the field of satellite navigation. The competitiveness clusters - SCS, Risks, Sea and Pégase - should also play an essential role for the research / industry / start-up grouping in the Space sector and numerous associated technologies. The PRS market should be shared in the following way : 43,4 % dedicated to the defence sector (Army, Navy, and Air force), 37,4% for the state-financed civilian rescue organisation and internal security (police, coastguards, special units), 18,3 % for emergency services (fire brigades, state-financed civilian rescue organisation, ambulances), 0,4 % for transport (public transport and freight transport, high added value), 0,2 % for the energy and telecommunication sectors (networks of operators and subcontractors), 0,3 % for the strategic and commercial activities (banks, stock exchanges, space agencies).

This second meeting gathered together 175 persons of 23 different countries, representing the National Security Authorities, the European Commission, the council of the European Union, the representatives of member states, industrial leaders, users and German, Austrian and French R&D centres. What are the next stages of this big European construction site? From 2008 till

2011, the Pacific Consortium aims to attack the various technological applications and the architecture of the system, to build the guiding plan of its application from 2009 till 2011, to define the principles of use of the system for the governances from 2010 till 2013, and military applications from 2011 till 2014. Six lots will be attributed at the end of December 2008 during successive invitations to tender for the manufacture of the system, to European companies such as Thales, Alenia Space, EADS Astrium or Italian Telespazio, which soon intends to set up on the Sophia Antipolis technopole, developing applications in the field of tele-medicine. If Europe has been striving for a long time to identify and develop spatial technologies for launching into orbit and navigation, to negotiate inter-action, perfect frequencies and guarantee its system, it would appear that it at last has the financial means to take part in the race for spatial navigation to protect its sovereignty, a position envied by Russia, China and India, who would tend to adhere to the rival program, Glonass. A game of alliances and economic balance of power which augurs the strategic complexity of tomorrow! ■

Olivier Colaitis, Jean-Pierre Mascarelli, Olivier Croke, Alain Kendall, Jean-claude Dardelet



L'Union pour la Méditerranée : Une union de projets pour un grand rêve de civilisation

La Méditerranée cumule tous les dangers : désastre écologique, désastre politique, inégalités croissant au rythme d'une démographie élevée, flux migratoires déstabilisants, terrorisme, conflits inextinguibles... " C'est une véritable bombe à retardement sous nos pieds ", selon Jacques Attali, ancien président de la Berd (Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement). Lancé en 1995 pour relever les défis de la zone méditerranéenne, le processus de Barcelone n'en finissait pas de sombrer dans l'impuissance et sous les imprécations, stériles, quand le président français Nicolas Sarkozy a proposé une nouvelle approche, positive, basée sur l'égalité de tous les partenaires dans le cadre d'un partenariat renforcé, avec une présidence conjointe...

Une approche initiale, " l'Union méditerranéenne ", a eu pour mérite de susciter un formidable regain d'intérêt pour une zone délaissée, occultée par l'adhésion des pays de l'Est à l'UE. Le mérite de la chancelière allemande Angela Merkel est d'avoir exigé qu'on associe tous les États membres de l'Union à nos partenaires tiers méditerranéens dans une authentique " Union pour la Méditerranée ". Grâce à elle... et à notre président " bling-bling ", comme le surnomment amicalement nos confrères américains, mi-amusés, mi-admiratifs, on assiste à une mobilisation générale de tous les acteurs de la zone euro-méditerranéenne afin de conjurer les graves périls et susciter un renouveau de la civilisation ! Mieux vaut tard que jamais !

Un espace méditerranéen en déclin

À la conférence inaugurale du forum de Paris, qui s'est tenue à l'Unesco le 28 mars 2008, sans prendre de gants avec la réalité, Jacques Attali a décrit la réalité d'un " espace méditerranéen en déclin, qui représente aujourd'hui 11% de l'économie

mondiale, contre 20% au début du XIXe siècle... Alors que le tiers du tourisme mondial est en Méditerranée, que 30% du trafic maritime mondial et 25% du transport d'hydrocarbures du monde passent par la Méditerranée, il n'y a plus aucun port significatif dans la région... Ses premiers ports sont au quarantième ou cinquantième rang mondial, reculant chaque année dans le classement des ports. Cela est le vrai désastre, la mesure de ce qui nous attend sans doute. " ... " Sans doute " ? Le discours de Jacques Attali contient, semble-t-il une part d'exagération. L'AAPA (American Association of Port Authorities) a publié le classement des 50 premiers ports mondiaux pour l'année 2006. Marseille-Fos, premier port français et méditerranéen, tous trafics confondus, est classé au 31e rang mondial pour le volume des marchandises échangées (100,1 Millions de tonnes; 3,6% de croissance de 2005 à 2006). Jacques Attali force manifestement le trait pour faire mieux ressortir les aspects saillants de l'espace méditerranéen : il est en déclin ! Il se balkanise ! Il va nous exploser à la figure !

Jacques Attali



Le cauchemar d'Attali

Dans tous les domaines, les disparités s'accroissent, on se dirige tout droit, selon l'ancien conseiller de François Mitterrand, vers une " balkanisation " générale : " Si une vingtaine de pays bordent les deux rives de la Méditerranée, les écarts de niveaux de vie augmentent, les écarts des mœurs se multiplient, les formes de démographie, les relations entre les hommes et les femmes, le statut des femmes, le statut des enfants, le statut de la politique, le statut de la presse, est de moins en moins commun... " " D'ici à 2025, la population des pays de la rive Nord va s'accroître seulement de cinq millions d'habitants, alors que celle de la rive Sud va augmenter d'au moins 100 millions d'habitants... " " Aujourd'hui, trois pays représentent 80% de la production et du PIB du Bassin méditerranéen, Espagne, France et Italie. L'écart de niveau de vie entre les différents pays, sont de 1 à 10 entre le revenu moyen des pays du nord de la Méditerranée, et le revenu moyen des pays du sud... " " Enfin, dernier signe du désastre, près de deux tiers des eaux usées des villes côtières sont rejetées dans la Méditerranée sans aucun traitement. 250 000 tonnes d'hydrocarbures y sont lâchées tous les ans... Il relève les déséquilibres écologiques, la surexploitation des richesses halieutiques par une pêche, qui ne représente plus que 2% de la pêche mondiale, et la disparition d'espèces fondamentales, comme le thon, mais aussi le germon, le merlu, l'espadon, le rouget... "

Avec sa pollution, ses inégalités, ses injustices, sa violence, ses conflits inextinguibles, avec ajoutons-nous, la menace nucléaire de l'Iran qui fait maintenant partie du proche voisinage, la Méditerranée constitue, Jacques Attali a raison de le souligner, "un modèle réduit du monde et du cauchemar qui nous attend... une bombe à retardement sous nos pieds ".

Le processus de Barcelone n'a pas tenu ses promesses

Lancé en 1995, le processus de Barcelone ne répond pas aux attentes affichées avec le partenariat Euromed, d'impliquer tous les acteurs dans un processus général de paix, notamment au

The Union for the Mediterranean: A combination of projects to achieve the great dream of civilization

The Mediterranean cumulates all types of danger: ecological and political disaster, inequalities increasing with the rising population, destabilizing migratory flows, terrorism, inextinguishable conflicts ... "This is a real bomb with a delayed-action, just below our feet", according to Jacques Attali, the former Chairman of Berd (European Bank for Reconstruction and Development). Launched in 1995 to take up the challenges of the Mediterranean zone, the Barcelona process was gradually losing any power it had and was much criticized, when the French President Nicolas Sarkozy offered a new positive approach, based on the equality of all partners within the framework of a reinforced partnership, with a joint presidency...

"The Mediterranean Union", a unique approach, created strong and renewed interest for a neglected area, occulted by the new members of the Eastern European countries in the EU. Chancellor Angela Merkel's contribution is that she insisted that all the Member States of the Union be associated with our Mediterranean partners in an authentic "Union for the Mediterranean". Thanks to her... and to our "bling-bling" president as he is nicknamed by our half-amused, half-admiring American colleagues, we are witnessing a general mobilization of all the players of the Euro-Mediterranean zone to ward off serious dangers and create a revival of our Mediterranean civilization! Better late than never!

The Mediterranean area on the decline

In the inaugural conference of the Paris forum, which was held at UNESCO on 28th March 2008, Jacques Attali, discussing the issue thoroughly, described the reality of a "Mediterranean area on the decline, which today accounts for 11% of the world

economy, against 20% at the beginning of the XIXth century... Whereas one third of world tourism is in the Mediterranean, 30% of the world sea traffic and 25% of the transport of hydrocarbons worldwide go through the Mediterranean which does not have any real major port. Its first ports rank fortieth or fiftieth in the world, moving back each year in the ranking. This is the true disaster, an indication of what awaits us undoubtedly." "Undoubtedly?" Jacques Attali's speech seems a trifle exaggerated. The AAPA (American Association of Port Authorities) published the ranking of the first 50 world ports for the year 2006. Marseilles-Fos, the first French and Mediterranean port, all traffic taken into account, is ranked 31st in the world for the volume of exchanged goods (100.1 Million tons; 3.6% growth from 2005 to 2006). Jacques Attali is obviously exaggerating to better emphasize the salient aspects of the Mediterranean area: it is on the decline! It is becoming balkanized! It is going to explode in our face!



Philippe Léger

Attali's nightmare

Disparities are increasing in all areas: we are moving ahead, according to François Mitterrand's former adviser, towards a general "balkanization": "If some twenty countries border the two banks of the Mediterranean, the differences in standards of living are increasing, the differences in customs are greater, the demographics, the relationships between men and women, the women's status, the children's status, the politics, the press, are becoming less and less common." "From now until 2025, the population in the countries of the Northern shore will only increase by five million inhabitants, whereas that on the Southern shore will increase at least by 100 million inhabitants." "Today, three countries represent 80% of the production and GDP of the Mediterranean basin: Spain,

Nicolas Sarkozy - Angela Merkel - Gordon Brown - José-Manuel Barroso et Romano Prodi



L'Union pour la Méditerranée : Une union de projets pour un grand rêve de civilisation



Jean Claude Gaudin Maire de Marseille

Proche-Orient ; de rapprocher avec le programme Meda les deux rives, en développant une zone de libre-échange comme il en existe dans d'autres grands pôles géostratégiques sur la planète. En Amérique Latine avec le Mercosur ou en Asie avec l'Asean. Selon Jacques Attali, " le processus de Barcelone a été un échec dans la mesure où il était intimement lié à des négociations politiques sur un conflit particulier. " Avis partagé par Khattar Abou Diab, politologue et professeur à l'université de la Sorbonne, qui juge que "le processus de Barcelone est victime des contextes géopolitiques... Pour lui aussi, il reste une initiative politique de premier plan malheureusement trop affectée par les nombreux troubles qui apparaissent sur la scène internationale. "

Le programme Euromed cherchait à avoir une vision géopolitique globale de la région méditerranéenne. Ainsi, tous les pays du pourtour à l'exception de la Libye et des pays de l'ex-Yougoslavie étaient concernés par ce partenariat. En 2005, à Barcelone, on a fêté les dix ans du processus. Si les chefs d'Etat et de gouvernements européens étaient bien présents, ce n'était pas le cas de leurs partenaires méditerranéens. Seuls 2 sur 10 avaient fait le déplacement : le Premier Ministre turc Recep Tayyip Erdogan et le Président de l'Autorité Palestinienne Mahmoud

Abbas. Le sommet n'a d'ailleurs pas débouché sur grand-chose. Selon le président de la Chambre de commerce allemande, Peter Goepfrich, " le plus important échec est celui de l'intégration sud-sud. "

Dans l'espace méditerranéen, personne ne le conteste, l'intégration régionale reste embryonnaire.

" Le commerce intra régional reste en dessous des 8% du commerce total de la zone, chiffre le plus faible au monde pour un ensemble économique de cette taille ", note la Commission européenne à l'occasion de la 5e Conférence ministérielle sur le Commerce euro-méditerranéen (Marrakech 24 mars 2006). Or l'intégration Sud-Sud entre les pays méditerranéens est un complément essentiel aux accords d'association Euromed. C'est aussi un élément clé pour attirer les investissements directs étrangers et faire décoller la compétitivité industrielle et commerciale de la région.

Panne des investissements

Le processus de Barcelone évoquait " la construction d'une zone de prospérité partagée ; un développement socioéconomique durable et équilibré ; l'amélioration des conditions de vie des populations, l'augmentation du niveau de l'emploi. " La réalité est bien différente, comme le

relève un rapport du Parlement européen. " Malgré les espérances au début du processus de Barcelone, les pays partenaires n'en ont pas bénéficié, en termes de bien-être économique. Ils demeurent dans une situation économique difficile, avec un taux de chômage très élevé et un niveau d'investissement faible". Il était prévu de créer 35 millions d'emplois nouveaux de 1995 à 2010, dans une région où le taux de chômage se situe entre 15 et 20 %. " On ne voit d'investissements étrangers directs que dans des secteurs précis. Aucune contribution dans le processus de développement. Comment l'UE voulait-elle éliminer le terrorisme et le chômage sans se préoccuper du développement de la région ?" interroge Nabil Al-Chafie, expert économique et directeur financier du Centre international pour les études de l'avenir et stratégiques. Selon le commissaire européen au commerce, Peter Mandelson (Forum investissement Euroméditerranée, Bruxelles, 8 avril 2008), " en dépit de leur proximité avec l'Europe et de leurs perspectives prometteuses de croissance, les pays du sud de la Méditerranée n'ont attiré que 1% des investissements de l'Union à l'étranger depuis 2000..." À comparer avec les 20% des investissements directs que les Etats-Unis consacrent actuellement à leur " Sud. " Selon un rapport du Forum euro-méditerranéen des instituts économi-

ques (Femise 2006) sur le partenariat euro-méditerranéen, la Politique Européenne de Voisinage (Pev) a semé le trouble et la confusion. La Commission est admonestée: "La Pev est un complément qui doit consolider le partenariat et ne pas s'y substituer."

" L'Europe ne tourne plus le dos à la Méditerranée "

Le processus de Barcelone est entré en léthargie et sans doute serait-il tombé aux oubliettes si Nicolas Sarkozy n'avait tiré les Européens de leur torpeur. Car, c'est un fait : Tout entier accaparés par les nouveaux marchés de l'Est qui leur tournent la tête, les Européens du Nord en ont fini par perdre le Sud. L'adhésion au projet d'Union proposé par le président français ne se fera pas sans malentendus, nos amis allemands craignant une manœuvre de contournement d'alliance.

L'Union méditerranéenne que propose la France se présente à l'époque comme un club composé uniquement des pays méditerranéens de l'UE et de ses voisins non européens. Aux yeux des Européens, il semble incongru qu'une Union méditerranéenne profite de la manne d'Etats membres qui ne participeraient pas au projet, alors qu'on leur demanderait de le financer. Mais même chez nos voisins des pays tiers méditerranéens, l'UM ne fait pas l'unanimité. La Turquie critique l'initiative française, elle la considère comme un moyen d'écarter définitivement les ambitions turques d'adhésion à l'UE. La France, consciente des craintes exprimées en Allemagne et dans d'autres Etats que " cette Union ne devienne une entité séparée au côté de l'UE " a alors indiqué par la voix de son secrétaire aux Affaires européennes, Jean-Pierre Jouyet, qu'il s'agirait plutôt d'une " Union pour la Méditerranée". Reprenant la balle au bond, la chancelière Angela Merkel, qui pense que " le processus de Barcelone ralentit et a besoin d'être revitalisé ", donne son feu vert. Dans sa déclaration publiée le 14 mars 2008, le Conseil européen approuve finalement l'initiative franco-allemande d'une " Union pour la Méditerranée " (UPM), englobant les Etats membres de l'UE et des Etats riverains de la Méditerranée qui ne sont pas membres de l'UE. Pour Angela Merkel, l'Européenne, "Il importe de donner plus de poids

The Union for the Mediterranean: A combination of projects to achieve the great dream of civilization

France and Italy. The difference in standard of living between the various countries is 1 to 10 between the average income of the countries of the Northern Mediterranean and the average income of the countries of the South." "Finally, a last sign of the disaster: nearly two thirds of the sewage of the coastal cities are expelled into the Mediterranean without any processing. 250,000 tons of hydrocarbons are released in the sea every year. This increases the ecological imbalances, the overexploitation of the halieutic wealth through fishing, which now only represents 2% of the world fishing, and the disappearance of fundamental species, such as tuna as well as the albacore, hake, swordfish and mullet."

With its pollution, its inequalities, its injustices, its violence, its inextinguishable conflicts, with let us add, the nuclear threat of Iran which now belongs to our close neighbourhood, the Mediterranean is, Jacques Attali is right to underline this, "a small-scale model of the world and the nightmare which awaits us... a bomb with a delayed-action below our feet".

The Barcelona process did not hold its promises

Launched in 1995, the Barcelona process did not meet the expectations expressed with the Euromed partnership: to involve all the players in a general peace process, in particular in the Middle East; to bring the two banks closer with the Meda program by developing a free trade zone as exists in other large geo-strategic poles on the planet, such as in Latin America with Mercosur or in Asia with the ASEAN. According to Jacques Attali, "the Barcelona process was a failure insofar as it was closely related to political negotiations on a particular conflict." This opinion is shared by Khattar Abou Diab, political economist and professor at the Sorbonne University, who feels that "the Barcelona process is the victim of the geopolitical contexts. Also, according to him, it remains a major political initiative unfortunately too impacted by the unrest on the international scene."

The Euromed program sought to have an overall geopolitical vision of the Mediterranean area. Thus, all the countries around the Mediterranean, except for Libya

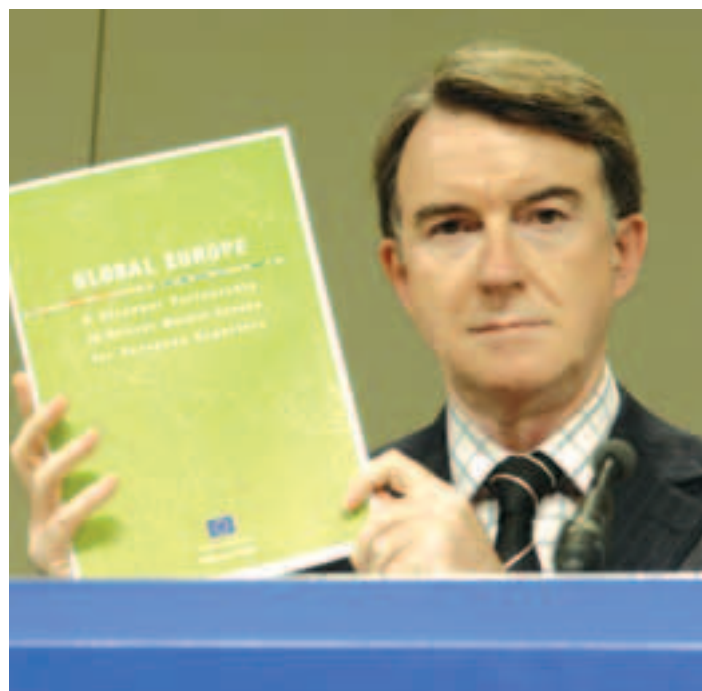
and the countries of ex-Yugoslavia, were involved in this partnership. In 2005, in Barcelona, the ten-year anniversary of the process was celebrated. If the Heads of State and European governments were present, it was not the case of their Mediterranean partners. Only 2 out of 10 made the trip: the Turkish Prime Minister Recep Tayyip Erdogan and the President of the Palestinian Authority Mahmoud Abbas. The summit did not lead to anything substantial. According to the president of the German Chamber of Commerce, Peter Goepprich, "the most important failure is that of the South-South integration."

In the Mediterranean area, nobody disputes this, regional integration remains embryonic.

"Inter regional trade remains below 8% of the total trade of the area, the weakest figures in the world for an economic unit of this size", noted the European Commission during the 5th Ministerial conference on the euro-Mediterranean Trade (Marrakech, March 24, 2006). South-South integration between the Mediterranean countries is essential to the Euromed association agreements. It is also a key element to attract direct foreign investments and to help the industrial and commercial competitiveness of the region take off.

Investment slackening

The Barcelona process evoked "the building of an area of shared prosperity; a sustainable and balanced socio-economic development; the improvement of the living conditions for the populations, the increase in the level of employment." Reality is quite different, as highlighted in a report of the European Parliament. "Despite the hopes at the beginning of the Barcelona process, the partner countries did not benefit from it, in terms of economic welfare. They remain in a difficult economic situation, with a very high unemployment rate and a low level of investment". It had been envisaged to create 35 million new jobs from 1995 to 2010, in an area where the unemployment rate ranges between 15 and 20%. "One only sees direct foreign investments in specific sectors, no contribution to the development process. How could the EU eliminate terrorism and unemployment without being concerned with development of the region?"



Peter Mandelson

questions Nabil Al-Chafie, economic expert and financial director of the international Center for the studies of the future and strategies. According to the European Commissioner for Trade, Peter Mandelson (Euromediterranean Investment Forum, Brussels, 8th April 2008), "despite their proximity with Europe and their promising prospects for growth, the countries of the Southern Mediterranean have attracted only 1% of the foreign investments of the Union since 2000." To be compared with the 20% of direct investments that the United States currently dedicate to their "South." According to a report of the Euro-Mediterranean Forum of economic institutes (Femise 2006) on the Euro-Mediterranean partnership, the European Neighbourhood Policy (ENP) sowed the seeds of disorder and confusion. The Commission is admonished: "ENP is a complement which must consolidate the partnership and not replace it."

"Europe no longer turns its back on the Mediterranean"

The Barcelona process has become lethargic and undoubtedly it would have been shelved if Nicolas Sarkozy had not shaken the Europeans from their torpor. Indeed: monopolized by the new markets of the Eastern European countries which are making their heads spin, the Northern Europeans have ended up losing the South. Participating

in the Union project proposed by the French president will not occur without misunderstandings, as is the case with our German friends fearing a change of alliance.

The Mediterranean Union that France is proposing is like a club made up only of the EU Mediterranean countries and their non European neighbours. In the Europeans' eyes, it seems odd that a Mediterranean Union would benefit from the manna of Member States which do not participate in the project, but would be requested to finance it. But even for our neighbours of the Mediterranean countries, the MU does not win unanimous support. Turkey criticizes the French initiative, as it regards it as a means to definitively ward off the Turkish ambition of becoming a member of the EU. France, conscious of the fears expressed in Germany and in other States that "this Union may become a separate entity beside the EU" then indicated through its Secretary for European Affairs, Jean-Pierre Jouyet, that this is rather a "Union for the Mediterranean". Seizing the opportunity, Chancellor Angela Merkel, who thinks that "the Barcelona process is slowing down and needs to be revitalized", gave her go-ahead. In its statement published on 14th March 2008, the European Council finally approved the Franco-German initiative of a "Union for the Mediterranean" (UPM), including the EU Member States and the coastal states of the Mediterranean which are not members of the EU. For the

L'Union pour la Méditerranée : Une union de projets pour un grand rêve de civilisation



José Manuel Barroso et S.E. l'Ambassadeur de Tunisie Féthi Merdassi

politique à l'Union. Il faut que ses membres soutiennent d'avantage l'UE. " Satisfaction de Nicolas Sarkozy : " L'Europe ne tourne plus le dos à la Méditerranée. " Avec l'entourage de hussards du président français, il vaut mieux qu'elle le ne tourne pas, en effet !

Le processus de Barcelone : une Union pour la Méditerranée... avec des projets concrets !

Avec l'UPM, 39 pays sont impliqués. Les 27 Etats membres de l'UE et 12 Etats du Sud et de l'Est de la Méditerranée. Les deux derniers à avoir adhéré à cette organisation sont la Mauritanie et l'Albanie. Y figurent aussi le Maroc, l'Algérie, la Tunisie, l'Egypte, la Jordanie, Israël, l'Autorité palestinienne. Il convient d'ajouter la Libye, comme observateur. Le manque de représentants des pays arabes serait l'une des raisons de l'échec de l'ancien projet Euromed lancé en 1995.

La nouvelle Union prévoit une présidence conjointe, assurée par un pays du sud et un pays du nord de la Méditerranée, assistée d'un secrétariat pour organiser tous les deux ans un sommet.

Elle tourne autour de projets très concrets. Priorité est donnée au domaine environnemental et scientifique : lutte contre les aléas climatiques, dépollution de la mer Méditerranée, agroalimen-

taire, énergie solaire. L'autre grand volet sera consacré à l'éducation et aux échanges culturels. Il s'agit enrayer l'immigration clandestine en développant la prospérité à la source. On a quitté une logique purement mercantile, ou presque. L'Union pour la Méditerranée fait la part belle aux préoccupations de nos voisins méridionaux et le processus de décision s'annonce beaucoup plus démocratique.

Plus spécifiquement, elle se concentrera principalement sur les domaines suivants : améliorer l'approvisionnement énergétique ; lutter contre la pollution de la Méditerranée ; renforcer la surveillance du trafic maritime

et la " coopération en matière de sécurité civil " ; créer un programme d'échange Erasmus méditerranéen pour les étudiants, et créer une communauté scientifique entre l'Europe et ses voisins du Sud. " M. Sarkozy a notamment souligné que l'approvisionnement énergétique était un des principaux piliers de la nouvelle Union, la France ayant récemment conclu des accords avec la Libye et l'Algérie sur le transfert de la technologie de l'énergie nucléaire à usage civil. En contrepartie, la France se verrait accorder l'accès aux approvisionnements en gaz de ces pays. La Commission européenne conserve la gestion des

quelque 3 milliards d'euros de fonds communautaires qui seront alloués entre 2007 et 2010 aux 10 États du Sud. En tout, le budget européen prévoit d'investir environ 16 milliards d'euros en faveur de la coopération avec les pays méditerranéens non européens jusqu'en 2013. Le Conseil européen a demandé à la Commission de lui présenter des propositions concernant les modalités de ce que l'on appellera désormais "le processus de Barcelone : une Union pour la Méditerranée", en vue du sommet prévu le 13 juillet 2008 à Paris (la France assumera la présidence de l'Union pour 6 mois à partir du 1er juillet.)

" Coup de jeune "

" L'UPM... c'est un coup de jeune du processus de Barcelone ! ", s'est exclamé Bernard Kouchner, le ministre français des Affaires étrangères. Il s'agit selon lui "d'une étape supplémentaire, positive " du processus engagé dans la capitale de la Catalogne espagnole en 1995. Le processus vise à l'origine, il n'est pas inutile de le rappeler, " à établir une zone de paix et de prospérité, respectueuse de la démocratie et des droits de l'homme." Pour Bernard Kouchner, " Cette extension pas seulement géographique mais aussi très politique, très humaine de projets déjà en discussion avec des partenaires du Sud et du Nord de la Méditerranée est très exaltante (...).

Blandine Pellistrandi - Le Commandant Jean Hausermann- Monique Beltrame Jeannette Tümer



The Union for the Mediterranean: A combination of projects to achieve the great dream of civilization



Benita Ferrero-Waldner et S.E. l'Ambassadeur du Maroc, Menoar Alem

European Angela Merkel "It is important to give more political weight to the Union. It is essential that its members support the EU more." Nicolas Sarkozy showed his satisfaction: "Europe does not turn its back any more on the Mediterranean." With the French president's entourage, it is indeed better that Europe does not turn its back!

The Barcelona process: a Union for the Mediterranean... with concrete projects!

39 countries are involved with the UPM: 27 Member States of the EU and 12 States of the Southern and Eastern Mediterranean. The last two to have joined this organisation are Mauritania and Albania. Morocco, Algeria, Tunisia, Egypt, Jordan, Israel, the Palestinian Authority are also involved in the UPM. Libya can be added as an observer country. The lack of representatives of the Arab countries was probably one of the reasons of the failure of the old Euromed project launched in 1995.

The new Union envisages a joint presidency, by one country of the Southern and one country of the Northern Mediterranean, assisted by a secretariat which will organize a summit every two years.

The projects to be developed are very concrete. Priority is given to the environmental and scientific fields: fight against climatic risks, de-pollution of the Mediterranean Sea, food processing, and solar energy. The other major areas of focus will be education and cultural exchanges. The aim is to stop illegal immigration by deve-

loping prosperity at the source. A purely mercantile logic has been abandoned, just about. The Union for the Mediterranean focuses on the concerns of our Southern neighbours and the decision-making process appears to be much more democratic.

More specifically, it will concentrate mainly on the following fields: improving energy supply; fight against pollution in the Mediterranean; strengthening the monitoring of sea traffic and "co-operation as regards civil safety"; creating a Mediterranean Erasmus exchange program for students, and a scientific community between Europe and its Southern neighbours." Mr. Sarkozy in particular stressed that energy supply was one of the principal pillars of the new Union, France having recently concluded agreements with Libya and Algeria on the technology transfer of nuclear energy for civilian use. On the other hand, France envisages being granted access to the gas supplies in these countries. The European Commission retains the management of some 3 billion Euros of community funds which will be allocated between 2007 and 2010 to the 10 Southern States. In all, the European budget will invest approximately 16 billion Euros for co-operation with the non European Mediterranean countries until 2013. The European Council has requested the Commission to present offers concerning the methods of what one can call from now on "the Barcelona process: a Union for the Mediterranean", for the summit to be held on 13th July 2008 in Paris (France will take over the presidency of the Union for 6 months as from July 1st.)

shing a zone of peace and prosperity, respectful of democracy and human rights." For Bernard Kouchner, "This extension, not only geographical but also highly political, with projects already under discussion with our partners of the Southern and Northern Mediterranean is very exciting (...)".

Concrete projects for concrete concerns

"The idea to start with projects is in line with the needs of the people and their most urgent concerns, as they stated this to us," continued Bernard Kouchner:

- How to guarantee access to water which is lacking for an increasing population?
- How to save our common sea, since, warned by the examples of the Aral Sea and the Caspian Sea, we know that seas can die?
- How to fight together against forest fires, earthquakes and floods?
- How to create jobs which the young people need, better deal

"Infusion of youth"

"The UPM... is an infusion of youth in the Barcelona process!" exclaimed Bernard Kouchner, the French Minister for Foreign Affairs. According to him, this is "an additional, positive stage" of the process which started in the capital of Spanish Catalonia in 1995. To begin with, the process aimed, let us recall, "at establi-

SAUMATY SEON - ZONE FRANCHE URBAINE
Marseille 16^{ème}

PLEIN OUEST

11.000 m²

A LOUER Bureaux neufs avec parkings s-sol
Divisibles à partir de 773 m²

Contact : Véronique REBUFAT

AtisReal

Une société de BNP PARIBAS

tél. 04 91 56 03 03

Nouvelle adresse : 44 bd de Dunkerque CS 11527 - 13225 Marseille cedex 02

atisreal.fr

L'Union pour la Méditerranée : Une union de projets pour un grand rêve de civilisation

Des projets concrets pour des préoccupations concrètes

" L'idée de commencer par des projets rejoint, ils nous l'ont dit, les besoins des peuples et leurs préoccupations les plus urgentes, a poursuivi Bernard Kouchner : Comment garantir l'accès à l'eau qui manque à une population de plus en plus nombreuse ?

- Comment sauver notre mer commune car, avertis par l'exemple de la Mer d'Aral et de la Mer Caspienne, nous savons que les mers peuvent mourir ?

- Comment lutter ensemble contre les feux de forêts, les tremblements de terre, les inondations ?

- Comment créer les emplois dont les jeunes auront besoin, mieux prendre en charge les questions de santé publique, répondre aux fléaux auxquels nous sommes confrontés collectivement, qui ne connaissent pas les frontières et qui, eux, ignorent les prétendues barrières du "choc des civilisations".

L'Union pour la Méditerranée est une urgence pour donner un cadre de travail et une méthode pratique pour des solutions partagées. Après tout, ne s'agit-il pas de faire de la Méditerranée " le plus grand laboratoire au monde du co-développement, où le développement se décide ensemble et se maîtrise ensemble, où la liberté de circulation des hommes se construit ensemble et se maîtrise ensemble, où la sécurité s'organise ensemble et se garantit ensemble ", comme l'a affirmé le président de la République à Tanger, le 23 octobre 2007 ?

" Cheval de Troie démocratique "

Où sera le siège de l'Union pour la Méditerranée ? Le président Nicolas Sarkozy plaide pour Tunis à l'heure où nous rédigeons ces lignes, même si on évoque Barcelone ou Marseille. Le choix de Tunis est favorablement accueilli par les défenseurs des droits de l'homme qui voient là l'occasion d'introduire " un cheval de Troie démocratique " au cœur d'un régime autoritaire (Wicem Souissi, journaliste - libération.fr : lundi 28 avril 2008.) Surtout, la Tunisie fait l'admiration des Français pour ses progrès économiques considérables.

Qu'on songe aux émeutes de la faim en 1984 !

En Tunisie, comme partout au Maghreb, l'essor économique a entraîné le développement d'une classe moyenne sur laquelle, pensons-nous, repose l'avenir des régimes, de l'UPM et de la paix. Nous en voulons pour preuve le précédent iranien. Dans les années 70, malgré ses progrès économiques, l'Iran du Shah Mohammad-Réza Palavi a sombré corps et âme dans une révolution islamiste... soutenue au départ par une classe moyenne, excédée par la tyrannie de l'État policier. Preuve, a contrario, que les droits de l'homme, réclamés par les citoyens de la classe moyenne (jamais par les islamistes !) constituent le meilleur rempart contre le fanatisme quand ses demandes légitimes sont prises à temps en considération. Dans le cas contraire, une partie de ses représentants s'expatrie, privant le pays de ses meilleures défenses contre l'oppression ; celle qui reste s'allie aux forces de l'obscurantisme pour renverser le régime en place et finit par sombrer. Si le choix du siège de Tunis est retenu, c'est la Tunisie, pays où l'égalité homme-femme n'est pas une expression vaine, qui montrera la voie à l'ensemble de la rive méridionale méditerranéenne et à une bonne partie de l'humanité. Le 30 avril dernier, à l'Institut national des sciences appliquées et de technologie (INSAT), devant

un large parterre d'étudiants tunisiens, le Président français a salué les mérites de la politique du Président Zine El Abidine Ben Ali, qui a épargné à ses compatriotes " toute forme de régression, en luttant contre l'obscurantisme, le fanatisme et l'ignorance ". Il a souligné le devoir d'œuvrer ensemble en vue de faire de la Méditerranée un espace de paix, de justice, de développement et de liberté dès lors que ce "rêve d'unité" entre les pays méditerranéens ne se fera " ni par les croisades, ni par la domination, encore moins par la force ou la violence ".

Sécuriser la Méditerranée

Il a aussi fait remarquer que le plus grand défi sera de faire de la Méditerranée la mer la plus propre au monde, afin qu'elle ne connaisse pas le même sort que la mer Morte ou la mer Baltique.

Il a mis l'accent sur la nécessité d'assurer la sécurité maritime pour faire de la Méditerranée la mer la plus sécurisée... Une mission à laquelle se prépare notre Marine nationale et celles de nos partenaires, comme l'a révélé dans un exposé dense et didactique le capitaine de frégate Jean Hausermann à l'Espace Écureuil de Marseille, le 21 avril 2008, à l'occasion la conférence " Quelle armée pour l'Europe " organisée par Monique Beltrame, présidente du Comité Européen

Marseille, avec le soutien de Blandine Pellistrandi, chef de la Représentation régionale de la Commission européenne, en présence de Jeannette Tümer, Consul adjoint au Consulat général de la République fédérale d'Allemagne à Marseille, et de personnalités du monde civil et militaire. L'assistance de forces armées navales ne sera pas de trop pour traquer les navires pollueurs, les trafiquants en tous genres, sécuriser les voies maritimes appelées à se multiplier avec le développement économique de la zone. Sur la rive septentrionale de la Méditerranée, particulièrement à Marseille, qui dispose avec " Euroméditerranée " d'un pôle haut tertiaire, ultra-moderne, centré sur les échanges avec les pays de la zone euro-méditerranéenne, on se réjouit de l'approbation de l'UPM par le Conseil européen. La métropole phocéenne accueillera le 2 juillet la Conférence des ministres du commerce d'Europe et de Méditerranée. En clôture de cette réunion, un dîner aura lieu en présence des Ministres et des chefs d'entreprises de Méditerranée qui participeront les 3 et 4 juillet 2008, au Palais du Pharo, aux 3e journées de l'Union Méditerranéenne des confédérations d'entreprises (Umce), organisées par le Medef international, l'Upe 13 et la Cci Marseille Provence sur le thème : " L'entreprise, moteur de la Méditerranée ". ■

De gauche à droite Abdelaziz Belkhadem, christopher Patten et Abdelaziz Bouteflika, Président de l'Algérie



The Union for the Mediterranean: A combination of projects to achieve the great dream of civilization



Les souks de Tunis

with public health issues, meet disasters with which we are confronted collectively, and which do not take borders into account and ignore the so-called barriers of the "civilizations shock".

It is urgent that the Union for the Mediterranean give a framework and a practical methodology for shared solutions. After all, is it not all about making the Mediterranean "the biggest laboratory in the world for co-development, where development is decided together and is controlled together, where the freedom of circulation of men is built together and is controlled together, where security is organized together and is guaranteed together?" as stated by the French President in Tangiers on 23rd October 2007.

"Democratic Trojan horse"

Where will the headquarters for the Union for the Mediterranean be located? President Nicolas Sarkozy proposed Tunis at the time when we were writing these lines, even if Barcelona or Marseilles have been mentioned.

The choice of Tunis is favourably welcomed by the human rights defenders who see this choice as an opportunity to introduce "a democratic Trojan horse" in the heart of an authoritative regime (Wicem Souissi, journalist - *libération.fr*: Monday 28th April 2008.) Tunisia is admired by the French for its considerable economic progress. Let us not forget the hunger riots in 1984!

In Tunisia, as everywhere in the Maghreb, the economic development resulted in the appearance of a middle class on which, so we think, rests the future of the regimes, the UPM and peace. The proof is the early example of Iran. In the Seventies, in spite of the country's economic progress, the Shah of Iran Mohammad-Réza Palavi sank body and soul in an Islamist revolution... supported at the beginning by a middle class, exasperated by the tyranny of a police State. This is the proof, on the contrary, that human rights, requested by the middle class (never by Islamic fundamentalists!), are the best bastion against fanaticism when its legitimate requests are taken into consideration in the long term. In the opposite case, part of its

representatives leave the country, depriving the country of its best defences against oppression and the remaining allying with the forces of obscurantism to reverse the existing regime and ends up sinking. If the choice of Tunis as headquarters is retained, it is Tunisia, a country where the men-women equality is not a vain expression, which will show the path to the entire the Southern Mediterranean bank and a good part of humanity. On April 30th, at the National Institute of Applied Sciences and Technology (INSAT), in front of a large audience of Tunisian students, the French President praised the merits of President Zine El Abidine Ben Ali's policy, which avoids his fellow citizens "any form of regression, while fighting against obscurantism, fanaticism and ignorance". He underlined the duty to work together in order to make the Mediterranean an area of peace, justice, development and freedom, given that this "dream of unity" between the Mediterranean countries will be achieved "neither by crusades, nor by domination, and even less by force or violence".

Making the Mediterranean a safe place

He also pointed out that the greatest challenge would be to make the Mediterranean the cleanest sea in the world, so that it does not undergo the same fate as the Dead Sea or the Baltic.

He stressed the need for ensuring maritime security to make the Mediterranean the safest sea... A mission for which our national Navy and those of our partners are prepared, as revealed in a dense and didactic presentation by Commander Jean Hausermann at the Espace Écuireuil in Marseilles on 21st April 2008, during the conference "Which army for Europe?" organized by Monique Beltrame, Chairwoman of the Marseilles European Committee, with the support of Blandine Pellistrandi, Head of the Regional Representation of the European Commission, in the presence of Jeannette Tümer, Deputy Consul at the Consulate-general of the Federal Republic of Germany at Marseilles, and personalities of the civil and military world. The support of naval army forces will be more than necessary to track polluting ships, traffickers of all kinds, and to make safe the maritime routes bound to multiply with the economic development of the area. On the Northern bank of the Mediterranean, particularly in Marseilles, which has with "Euromediterranean" an ultramodern tertiary hub focused on exchanges with the countries of the Euro-Mediterranean area, one is delighted that the European Council has approved the UPM. The Marseilles metropolis will host the Conference of the European and Mediterranean State Secretaries for Trade on 2nd July. At the end of this meeting, a dinner will be organized in the presence of the Mediterranean Ministers and company managers who will participate on 3rd and 4th July 2008, at the Palais du Pharo, in the 3rd Days of the Mediterranean Union of business confederations (Umce), organized by the Medef international, the UPE 13 and the CCI Marseilles Provence on the topic: "Businesses, the engines of the Mediterranean".

Rencontres de partenariat ONU DI

10ème Forum de Carthage sur l'Investissement

Hôtel Karthago Le Palace à Tunis - 13 Juin 2008

RENCONTRES DE PARTENARIAT ENTRE PME EUROPENNES ET TUNISIENNES

À l'occasion du Forum de Carthage sur l'Investissement, qui aura lieu les 12 et 13 Juin à Tunis (à l'hôtel Karthago Le Palace), les bureaux de Tunis et de Marseille de l'ONU DI organiseront des réunions business permettant aux PME françaises et tunisiennes travaillant dans un même secteur/sous-secteur d'activité de prendre contact et d'envisager un partenariat. Des rendez-vous d'affaires sur mesure seront organisés.

Ces rencontres d'affaires auront lieu le 13 juin 2008 à partir de 15h00 précises à l'hôtel Karthago Palace, même lieu du forum. Toute entreprise intéressée par cette rencontre devra remplir une fiche d'informations disponible sur simple demande. Un agenda de rencontres individuels sera ainsi programmé. L'ONU DI assurera également le suivi des contacts établis.

Cette 10ème édition du Forum mobilisera des décideurs et des opérateurs économiques tunisiens et étrangers intéressés par les nouvelles opportunités en Tunisie. Vous trouverez ci-après le programme

du Forum, plus axé sur des questions générales et pouvant éventuellement répondre à certaines de vos questions.

Conditions de Participation

- Les organisateurs prennent en charge la participation au Forum ainsi qu'aux rendez-vous d'affaires.
- Les dîners, buffets et coffee breaks prévus dans le programme sont offerts.
- Les transferts départ et arrivé seront gratuits et pris en charge par l'organisation.
- Les entreprises doivent prendre en charge les nuits d'hôtel au Khartago Palace (environ 60 euros pour une chambre single et 75 euros pour la chambre double, taxes et petit déjeuner compris) et le billet d'avion.

Informations & Inscriptions :

Luciana Uchôa / ONU DI Marseille

Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel

271, corniche JFK - 13007 Marseille - France

Tel : +33 (0) 491 52 56 19 - Fax : +33 (0) 491 57 17 28

itpo.marseille@unido.org

Programme

Jeudi 12 Juin 2008

Cérémonie d'ouverture

17h00 Cérémonie d'ouverture présidée par M. Mohamed Ghannouchi, Premier-Ministre Tunisie.

18h00 Présentation des facteurs qui contribuent à la pérennité des investissements étrangers en Tunisie.

20h00 Dîner de gala.

Vendredi 13 Juin 2008

8:30 - 10:00

Table ronde :

" L'attractivité de la Tunisie en tant que lieu d'investissement "

Invité d'honneur:

M. Ridha Touiti, Ministre de l'Intégration du Commerce et de l'Artisanat dans la zone Euromed.

- L'accès à un marché intégré rend le pays plus attractif pour les investissements ;

- Les nouvelles opportunités créées par l'intégration de la Tunisie dans la région ;

- L'impact des politiques d'intégration sur l'économie du pays ;

- De plus amples opportunités de partenariat entre Tunisiens et opérateurs étrangers ;

- Meilleures ressources humaines, infrastructure, logistique et environnement d'affaires.

Étude de cas : La Tunisie en tant que hub de la zone Euromed : comment les compagnies asiatiques perçoivent la Tunisie.

10:00 -10:30

Pause café

10:30 - 11:30

Atelier 1

"Les industries manufacturières : vers plus de technologie "

Invité d'honneur :

M. Afif Chelbi, Ministre de l'Industrie, de l'Energie et des PME.

- Les dynamiques en cours pour les secteurs mécanique, électrique et électronique ;

- Le secteur des composants aéronautiques.

Débat

11:30 - 12:30

Atelier 2

" La Tunisie, centre régional pour les services à forte valeur ajoutée "

Invité d'Honneur :

M.Lazhar Bououni, Ministre de l'Education Supérieure, de la Recherche Scientifique et de la Technologie.

- Tunisie, plateforme de première classe pour le nearshoring ;

- Le développement de l'ingénierie à haute valeur ajoutée ;

- Le lancement de centres de compétence et d'unités de R&D en Tunisie ;

Débat

13:00 - 14h30

Déjeuner

15:00 - 18:00

Rencontres d'Affaires ONU DI



Business meetings UNIDO 10th Carthage Investment Forum Hôtel Karthago Le Palace at Tunis June 13rd 2008

TUNISIAN AND EUROPEAN SME BUSINESS MEETINGS

In the framework of the Carthage Investment Forum, which will take place on June 12nd and 13rd at Tunis (hotel Karthago Le Palace), UNIDO offices from Tunis and Marseille will organise individual business meetings allowing French and Tunisian SME working in a same sector or sub-sector to discuss and even project a partnership.

These meetings will take place on June 13rd at 3 P.M. at the Hotel Karthago Palace, same place of the Forum. All company interested by this event should contact us to receive the information and subscription file. An individual meetings agenda will be built. UNIDO will also assist all company after the meeting, in order to ensure a follow-up.

This 10th edition of the Forum will bring together Tunisian and foreign decision makers and economic actors interested by new business and investment opportunities in Tunisia.

Participation Conditions

- The organisers take in charge the participation at the Forum and the business meetings ;
- The official diner, lunch and coffee break will be offered (see program below).
- Transfers from the airport to the hotel are offered by the organisers.
- Companies have to pay expenses for accomodation (about 60 euros for a single room or 75 euros for a double room ; fees and breakfast included) and fly tickets.

Information & Subscription :
Luciana Uchôa / UNIDO Marseille
United Nations Organisation for Industrial Development
271, corniche JFK - 13007 Marseille - France
Tel : +33 (0) 491 52 56 19 - Fax : +33 (0) 491 57 17 28
itpo.marseille@unido.org

Programme

Thursday 12 June, 2008

Opening Ceremony

5:00 - 6:00 pm

Opening ceremony chaired by M. Mohamed Ghannouchi, Tunisian Prime Minister

6:00 - 6:30 pm

Presentation of factors contributing to the sustainability of foreign companies doing business in Tunisia

6:30 - 7:00 pm

Awards ceremony

8:00 pm

Gala dinner

Friday 13 June, 2008

8:30 - 10:00 am

Thematic panel

Guest of Honour: Mr. Ridha Touiti, Minister of Trade and Handicraft Integration in the Euromed zone : enhancing the attractiveness of Tunisia as an investment site

- Access to an integrated market makes a country more attractive as an investment site

- New opportunities created by Tunisia's integration in the region

- Impact of integration policies on the Tunisian economy

- Greater opportunities for partnership between Tunisian and foreign operators

- Better human resources, infrastructure, logistics, business climate and after-care.

Case study : Tunisia as a hub in the Euromed zone : Tunisia as perceived by Asian companies

Debate

10:00 -10:30 am

Coffee break

10:30 - 11:30 pm

1st WORKSHOP

Manufacturing industries : the move to activities involving higher technological content

Guest of Honour: Mr. Afif Chelbi, Minister of Industry, Energy and SMEs

- Dynamics in the mechanical/electrical/electronics sector

- The aeronautical components sector gets a foothold in Tunisia

Debate

11:30 - 12:30 pm

2nd WORKSHOP

Tunisia, a regional center for high added value services

Guest of Honour: Mr. Lazhar Bououni, Minister of Higher Education, Scientific Research and Technology

- Tunisia, a first-class platform for nearshoring

- Development of high added value engineering

- Launching of skills centers and R&D units in Tunisia

Debate

1:00- 2:30 pm

Lunch

3:00 - 6:00 pm

UNIDO BUSINESS MEETINGS

Télétravail & Collectivités : un nouvel enjeu socio-économique

L'essor des nouvelles technologies de l'information et de la communication, l'accès à internet à haut débit, la pression de l'emploi et de la compétitivité dans les entreprises ont fait émerger de nouvelles formes de travail. Réconcilier les besoins des entreprises, des salariés et de la société dans une démarche associée au développement durable des territoires pour une répartition plus équilibrée de l'emploi, tel est l'enjeu du télétravail. Ce mode collaboratif lancé avec succès dans les années 50 aux Etats-Unis et expérimenté en France dans les années 80 où il s'est développé de façon inégale et informelle, s'impose peu à peu comme LA solution adéquate capable de résoudre l'équation schéma d'aménagement territorial cohérent et politique de diversité performante au sein des entreprises. Quels sont ses atouts et ses freins, ses besoins et ses usages, son cadre juridique et son impact organisationnel ? Combien d'acteurs économiques et institutionnels l'ont adopté en France ? Etat de l'Art avec les pionniers du télétravail...

L'accord national interprofessionnel (ANI) du 19 juillet 2005, étendu par arrêté du ministre de l'Emploi, de la Cohésion sociale et du Logement en date du 30 mai 2006, sonne le véritable coup d'envoi du télétravail en France en le légitimant. Le texte en donne la définition suivante : " Le télétravail est une forme d'organisation et/ou de réalisation du travail, utilisant les technologies de l'information dans le cadre d'un contrat de travail et dans laquelle un travail, qui aurait également pu être réalisé dans les locaux de l'employeur, est effectué hors de ces locaux de façon régulière... "

L'accord distingue désormais quatre formes de télétravail :

1. en réseau au sein de l'entre-

prise dans des locaux distincts au sein souvent de "télécentres", bureaux mis à la disposition de télétravailleurs par une entreprise et équipés d'outils informatiques et de télécommunications. Les télétravailleurs peuvent être soit des salariés d'entreprises ou d'administrations distantes, qui réalisent leurs tâches en restant en liaison permanente avec leurs organisations, soit des télétravailleurs indépendants.

2. dans des locaux partagés par plusieurs entreprises

3. nomade : le travailleur partage son temps entre plusieurs lieux sans travailler à son domicile. Plutôt jeune et masculin, il occupe souvent une fonction commerciale ou technique qui l'astreint à travailler dans les locaux des clients de son entreprise.

4. à domicile. La moitié d'entre eux (soit 1 % des salariés) disent travailler " toujours au même endroit ou presque ". On les qualifie de " télétravailleurs fixes à domicile ". L'autre moitié déclare fréquenter plusieurs lieux de travail différents, ce sont les " télétravailleurs alternants à domicile ". Dans ces 2 cas, le profil est celui d'un cadre confirmé, fortement investi dans son travail, lequel déborde largement sur sa vie personnelle.

Une évolution contrastée

C'est le mathématicien américain Norbert Wiener qui évoque le premier dès 1950 dans ses travaux sur la cybernétique le concept de télétravail. Il y mentionne le cas d'un architecte vivant en Europe qui supervise la construction d'un immeuble aux U.S.A. sans avoir à se déplacer, grâce à des moyens de transmission de données. En 1962, lorsqu'en Angleterre, des firmes internationales commencent à délocaliser à domicile le travail de leurs programmeurs, " le telework ou telecommuting " conserve sa définition : une forme d'organisation et/ou de réalisation du travail utilisant les technologies de l'information dans le cadre d'un contrat ou d'une relation d'emploi.

En 1972, quand Alvin Toffler, dans "Le choc du futur", annonce une migration possible du bureau vers le domicile, il ne sait pas encore que la première crise pétrolière va pousser les entreprises à s'orienter vers des solu-



Carte des implantations de télécentres

tions de télétravail pour accroître leur productivité et la flexibilité de leurs salariés. Ce n'est qu'en 1978 que le rapport Nora-Minc célèbre en France le mariage de l'informatique et des télécommunications à travers la naissance d'un nouveau concept la " Télématique ". Le travail à distance commence à émerger, mais lentement car les réseaux de télécommunication n'étaient pas ce qu'ils sont. Elle est associée de façon encore floue aux notions de téléactivités (activité professionnelle ou non, effectuée à distance de son domicile grâce à la télématique) ainsi qu'aux télé-services (tous les services liés aux télécommunications, à l'informatique et développés aujourd'hui à travers les Centres d'appels). Mais c'est avec l'apparition du premier micro-ordinateur personnel conçu par Steve Wozniak et Steve Jobs, fondateurs de Apple Computer en 1981 et la connection de 213 ordinateurs sur Internet que le télétravail voit véritablement le jour. Des projets pilote sont validés au Canada. Le web accessible au grand public en 1983, favorise très vite son essor. En juin 1980, Raymond Barre, alors Premier Ministre, demande à Gérard Braun, député des Vosges, un rapport évaluant l'impact de la télématique sur le travail à domicile. En 1990, la Délégation à l'Aménagement du Territoire et à l'Action Régionale (DATAR), lance un premier appel à projet suivi d'un second en 1992, d'un troisième en 1993 et d'un quatrième en 2004. L'Etat accorde lors de ce dernier appel d'offres une enveloppe incitative de 3 millions d'euros pour la création de 100 télécentres.

Mais le télétravail peine à décoller, faute de maturité du marché en France. A l'occasion du dernier colloque organisé au Sénat le 26 mars dernier par le Réseau National des Télécentres et développement durable, Jérôme Coutant, Chef du Pôle aménagement numérique des territoires DIACT(ex Datar) dresse un bilan mitigé de cette expérience pilote " 40 dossiers traités en 4 ans à peine pour une trentaine de télécentres régionaux éligibles aujourd'hui ". Jean-François Poncet, Sénateur du Lot et Garonne, pionnier et ardent défenseur du Télétravail en France avec Pierre Laffitte, Sénateur des Alpes-Maritimes, en a conclu que " l'équipement technologique ne suffit pas pour convaincre et accélérer le changement. Il faut faire évoluer les mentalités des décideurs encore réticents à disposer de collaborateurs managés à distance ". Le taux de pénétration d'Internet en France et la montée en puissance du management par projet en entreprises depuis 2000 qui valorise le travail coopératif devrait contribuer à amorcer une nouvelle étape. Ce mode organisationnel qui consiste à faire travailler ensemble sur un site commun des salariés éloignés géographiquement des locaux de l'entreprise et/ou rattachés à des fonctions différentes de l'entreprise : marketing, production, recherche et développement, etc...en favorisant la gestion flexible du travail à distance commence à trouver un écho positif auprès des entreprises et des institutionnels soutenus par l'Etat qui fait du télétravail l'un des

Tele-work and Communities : a new socioeconomic stake

The development of the new information and communication technologies, the access to high output Internet, the pressure of employment and competitiveness in companies have led to the emergence of new working methods. The aim of tele-work is to reconcile the needs of companies, employees and society in a method conciliating sustainable development for a more equitable distribution of employment. This collective system, which was launched successfully in the 50s in the United States and experimented in France in the 80s where it developed in an uneven and informal way, is progressively becoming THE solution capable of creating a cohesion between land planning and an efficient policy of diversity within companies. What are its advantages, its drawbacks, its needs and customs, its legal frame and its organisational impact? How many economic and institutional actors have adopted this system in France ? Spotlight on the pioneers of tele-work ...

The national inter-professional agreement (ANI) of 19th July 2005, extended by order of the Minister of the Employment, social Cohesion and Housing on 30th May 2006, marks the real beginning of tele-work in France by legalising it. The text gives the following definition: "tele-work is a form of organisation and/or achievement of work, using information technologies within the framework of a contract of employment in which specific work that could have been done in the premises of the employer, is done outside these premises in a regular way ... "

The agreement henceforth distinguishes four forms of tele-work:

1 - In a network within the company in different premises, often "tele-centres" that are offices put at the disposal of the tele-workers by a company and equipped

with data processing and tele-communication equipment. The tele-workers can be either employees of companies or of distant administrations, which complete their tasks by staying in permanent connection with their organizations, or independent tele-workers.

2 - In premises shared by several companies.

3 - Nomad: the worker shares his time between several places without working at his home. Usually young and male, he often has a commercial or technical function which forces him to work in the premises of his company's customers.

4 - At home: Half of them (that is 1 % of the employees) say that they work " almost always in the same place ". We qualify them as "domiciled tele-workers". The other half, those working in several different places, is defined as "alternating tele-workers". In these 2 cases, the profile is that of a confirmed executive, strongly implicated in his work, which largely impedes on his personal life.

A contrasting evolution

It is the American mathematician Norbert Wiener who in 1950 was the first to evoke the concept of tele-work in his works on cybernetics. He mentions the case of an architect living in Europe who surveys the construction of a building in the U.S.A. without having to move, thanks to means of data transmission. In 1962, when international firms in England begin to delocalize the work of their programmers to their homes, the "tele-work or telecommuting" kept its definition: a form of organization and/or work using information technologies within a contract or an employment relation. In 1972, when Alvin Toffler, announces a possible migration of the office towards home in " The shock of future ", he did not know that the first oil crisis was going to incite companies to turn to tele-work solutions to increase their productivity and the flexibility of their employees. It is only in 1978, when the Nora-Minc report celebrated in France the marriage between data processing and telecommunications by the birth of a new concept, "On-line data processing", that remote work began to appear, but slowly because the telecom-



Réunions en Télécentres

munication networks were not what they are today. It is still vaguely associated to the notions of tele-activities (professional or non-professional activity, accomplished outside one's home thanks to on-line data processing) and tele-services (all the services related to telecommunications and data processing, developed today through Call centres). But tele-work was really born with the appearance of the first personal microcomputer conceived by Steve Wozniak and Steve Jobs, founders of Apple Computer in 1981 and the connection of 213 computers on Internet. Pilot projects were validated in Canada. The Web was made accessible to the general public in 1983, favouring its rapid development. In June 1980, Raymond Barre, Prime Minister at that time, asked Gérard Braun, representative of the Vosges department, for a report estimating the impact of on-line data processing on outworking. In 1990, the Delegation of Regional development and Regional Action (Datar) launched a first call for project followed by a second one in 1992, a third in 1993 and a fourth in 2004. At the last call for tender, the State offered a sum of 3 million euros as an incentive for the creation of 100 tele-centres. But it took time for tele-work to develop owing to a lack of maturity of the market in France. At the last colloquium organized at the Senate on March 26th of this year by the National Network of Tele-centres on the subject " Tele-work, Tele-centres and Sustainable Development ", Jérôme Coutant, Head of the DIACT (digital organization of territories -ex Datar) presented a reserved report on this experiment "40 files were handled in

4 years, for around thirty eligible regional tele-centres today." Jean-François Poncet, Senator of the Lot et Garonne department, a pioneer and ardent defender of tele-work in France, together with Pierre Laffitte, Senator of the Alpes-Maritimes, concluded that "the technological equipment is not sufficient for convincing and accelerating the change. It is necessary to develop the mentalities of the decision-makers, still reluctant to collaborate with workers at distance ". The rate of penetration of Internet in France and the increasing impact of project management in companies since 2000, which values cooperative work, should contribute to begin a new stage. This form of organisation that consists in coordinating employees that are geographically distant from the premises of the company to work together on a common site, or those with different functions from that of the company : marketing, production, research and development, etc. by favouring the flexible management of work at distance, is beginning to catch on with companies and State administrations, making Tele-work one of the major axes of the "Grenelle de l'Environnement".

Advantages and constraints of tele-work

Tele-work enables companies to reduce their overheads and expenses (up to 30 %), optimize their productivity, and increase the motivation of their employees while reducing absenteeism. Furthermore, the employees are immediately operational since they are better organized and more motivated. In parallel, the

Télétravail & Collectivités : un nouvel enjeu socio-économique

axes majeurs du Grenelle de l'Environnement.

Les atouts et les contraintes du télétravail

Avec le télétravail les entreprises réduisent leurs frais généraux et dépenses (jusqu'à 30%), optimisent leur productivité, augmentent la motivation de leurs salariés tout en réduisant l'absentéisme. De plus mieux organisés et plus motivés les salariés sont opérationnels immédiatement. En parallèle, les salariés sont à 100% impliqués dans leur travail. Ils peuvent équilibrer vie professionnelle et vie privée. Ils se débarrassent des contraintes logistiques (transport, embouteillages, essence, grèves...), gèrent davantage et mieux leur temps de travail. Pourtant la résistance au télétravail persiste. En effet, certaines questions laissées en suspens en limitent encore l'expansion. Comment l'employeur peut-il mesurer et contrôler le temps de travail ? S'il lui est difficile de déterminer le temps effectivement travaillé par le salarié, il court en revanche de nombreux risques juridiques dès lors que les temps de repos ne sont pas respectés par ses salariés ainsi que le temps dévolu à la formation. Il peut également se voir infliger des condamnations fortes pour non-paiement d'heures supplémentaires réalisées parfois à son insu - la traçabilité et les preuves de l'activité s'effectuant via Internet (enregistrement du temps passé sur l'ordinateur du télétravailleur, temps de connexion à l'extranet...). Il n'a pas le droit d'instaurer des dispositifs de contrôle de l'activité de ses salariés sans en informer les salariés, les représentants du personnel ainsi que la CNIL quand lui-même court le ris-

que de voir -si un système d'information fiable, sécurisé et adapté n'a pas été instauré avec le télétravailleur- des informations confidentielles diffusées à la concurrence. Culturellement, le dirigeant a tendance également à assimiler le travail à distance à du temps libre et craint souvent de ne pouvoir réellement évaluer les résultats et les compétences d'un télétravailleur, voire de le diriger efficacement si ce dernier n'est pas inséré physiquement dans une équipe. Des inconvénients considérés de plus en plus comme mineurs par les entreprises au regard des avantages que le télétravail procure. Chantal Foulon, Directrice Adjointe Relations Sociales du MEDEF, se félicite de la mise en place du contrat de travail bipartite sur la base du volontariat signé en 2005 avec l'ensemble des représentants syndicaux "qui offre des garanties collectives aux salariés, les préserve de l'isolement et leur permet l'accès à des formations ponctuelles... Cet accord vise à optimiser les emplois sans crainte de déviation du télétravail !". Une opinion partagée par l'ensemble des organisations syndicales qui de leur côté regrettent que 12 entreprises seulement en France aient signé un accord collectif. Elles confirment par ailleurs la nécessité pour un bon fonctionnement de ce mode collaboratif de veiller au maintien d'un juste équilibre entre vie privée et vie professionnelle par l'instauration de plages de disponibilité du salarié à l'égard de ses employeurs d'environ 5 à 6 h avec immersion obligatoire de 1 à 2 jours par semaine en entreprise afin d'éviter l'isolement et inversement au respect du salarié qui ne doit pas être en connexion permanente, à disposition de son entreprise.

Exemplarité du groupe Alcatel-Lucent

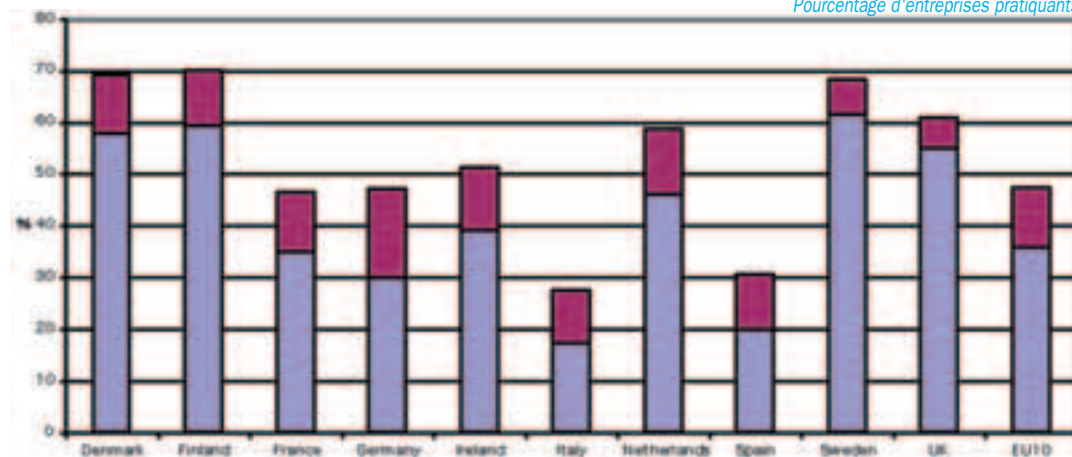
Convaincus par les bénéfices du télétravail, certains grands groupes - IBM, THALES, INTEL- se sont lancés dans l'aventure. Le groupe Alcatel-Lucent, a ainsi mené sur son site de Vélizy en 2002, une expérience-pilote qui a permis à une vingtaine de salariés nomades volontaires d'exercer leur activité en alternance à domicile grâce à une nouvelle forme d'organisation du travail (réunions programmées sur site ou à distance, planification des astreintes et interventions sur les plateformes). " L'objectif du groupe était de tester un concept, de mesurer les incidences sur la vie privée et de faire de ses salariés les ambassadeurs de leurs produits et de leurs activités à l'extérieur ". explique Jacques-Olivier Vallet, chef de projet Télétravail et Mission handicap d'Alcatel-Lucent. Fin 2005, l'effectif était de 50 télétravailleurs, de 150 en 2006, de 200 fin 2007. Le succès de cette expérimentation agréée par les 5 organisations syndicales représentatives incite aujourd'hui la Direction du groupe à étendre ce mode de collaboration à l'ensemble des sites d'Alcatel et de ses départements (soit 7 établissements pour un effectif global de 7000 salariés), à l'exception de certains postes non éligibles qui requièrent une présence fixe permanente. Une expérimentation qui devrait faire des émules comme l'en atteste le groupe IDC, leader international mondial dans l'analyse prospective des marchés des technologies de l'information. Selon l'étude menée par le cabinet-conseil sur l'évolution de la part de la population active mondiale qui travaille à distance depuis 1999, le télétravail se développerait de façon exponentielle dans les zones de l'Asie

Pacifique, (hors Japon), des Etats-Unis et de l'Europe de l'Ouest. La croissance du nombre d'employés qui travailleront à distance va s'accélérer. En 2004, ils étaient 650 millions à travers le monde, en 2009, ils devraient être 850 millions, soit un employé sur quatre dans le monde.

L'essor du télétravail nomade

Pierre Morel à l'Huissier, député de la Lozère, auteur du rapport "Du télétravail au travail mobile", présenté le 10 novembre 2006 au Premier ministre, chargé alors d'identifier les causes du retard français dans l'utilisation du télétravail (7 % de la population active contre 13 % en Europe en 2006) avait préconisé un certain nombre de solutions dans les sphères publique et privée. Il avait notamment suggéré pour ce qui concerne l'action gouvernementale : la création d'un portail dédié et des communications ministérielles renforcées sur ce sujet ; de faire du télétravail un outil de modernisation de l'État et de l'intégrer dans le champ de la négociation collective ; d'organiser l'échange d'expériences entre administrations et fonctionnaires, de développer la formation des télétravailleurs et leur encadrement à cette démarche et de rechercher toutes les fonctions susceptibles de faire l'objet d'une application du télétravail au travers d'audits dans le cadre de la réforme de l'État. Du côté du privé, il proposait 6 orientations : la prise en compte du lieu où le travail est effectivement réalisé par le télétravail, et non celui de l'implantation de l'entreprise, pour bénéficier des avantages fiscaux; la formation initiale et continue des professionnels à l'utilisation des TIC et au télétravail; la coordination des projets, leur suivi et leur évaluation au sein d'une structure déconcentrée placée au niveau des DDTEFP ou DRTEFP ; l'instauration d'une présomption d'accident du travail lorsque la situation de télétravail a été formalisée par le contrat de travail et que l'accident survient au domicile dans le cadre de la réalisation de ses missions et pendant la période d'exécution de la charge de travail ; l'amélioration des conditions de travail du télétravailleur (ergonomie du poste); enfin, la création d'un statut microsocial, à l'image du statut micro-fiscal. Si toutes ses solutions n'ont pu concrètement être

Pourcentage d'entreprises pratiquants



Tele-work and Communities : a new socioeconomic stake

employees are 100 % involved in their work. They can balance their professional life and private life. They avoid logistic constraints (transport, traffic jams, petrol, strikes), and manage their working time better. Nevertheless, resistance to tele-work still persists. Indeed, certain questions left unanswered limit the expansion. How can an employer measure and control the working time? If it is difficult for him to determine the time effectively worked by the employee, on the other hand he runs numerous legal risks because the employees invariably do not respect the times for rest and for professional training. He can also be heavily condemned for not paying overtime of which he is sometimes unaware, since the follow-up and proofs of activity are made via Internet (recording the time spent on the computer by the tele-worker, time of connection to extranet...). He does not have the right to install mechanisms to control the activity of his employees without informing them, together with the staff representatives and the CNIL,

whereas he himself runs the risk of confidential information being diffused to competitors if a system of reliable, secured information has not been established with the tele-worker. Culturally, the manager also tends to assimilate work at distance to leisure time and is often afraid that he will not be able to really estimate the results and the competence of a tele-worker if he is not physically integrated into a team. However, more and more companies consider these as minor inconveniences in relation to the advantages of tele-work. Chantal Foulon, Social Relations Assistant Manager of the MEDEF, welcomes the implementation of the bipartite contract of employment on the basis of voluntary service signed in 2005 with all the trade-union representatives "which offers collective guarantees to the employees, protects them from isolation and gives them access to punctual training ... This agreement aims at optimizing employment without fear of deviating tele-work!" An opinion shared by all the unions, which regret that only 12 companies in

France signed a collective agreement. Furthermore, they confirm the necessity for a good functioning of this collaborative method in order to maintain an equal balance between private and professional life by imposing work slots of about 5 to 6 hours that the employee dedicates to his employer, and the obligation of 1 or 2 days in total immersion within the company to avoid isolation.

Exemplary nature of the group Alcatel-Lucent

Convinced by the advantages of tele-work, certain big groups - IBM, THALES, INTEL-dashed into the adventure. The group Alcatel-Lucent made a pilot-experience on its site of Vélizy in 2002, which enabled about twenty voluntary nomad employees to work in alternation at home thanks to a new system of organization (scheduled meetings on site or at distance, planning of obligations and interventions on platforms). "The group's objective was to test a concept, measure the inciden-

ces on the private life and make its employees the ambassadors of their products and their activities outside the company " explained Jacques-Olivier Vallet, Tele-work and Handicap project manager of Alcatel-Lucent. They had 50 tele-workers at the end of 2005, 150 in 2006, and 200 by the end of 2007. Today the success of this experiment, approved by the 5 representative trade unions, incites the Management of the group to extend this method of collaboration to all the sites of Alcatel and its departments (that is 7 establishments for a global staff of 7000 employees), with the exception of certain non-eligible jobs which require a fixed permanent presence. This experiment should attract disciples, as proven by the group IDC, the world international leader in the prospective analysis of information technology markets. According to the study led by the consultancy firm on the evolution of the proportion of the world's working population working at distance since 1999, it appears that tele-work has developed in an exponential



2 ans que nous accompagnons Franck pour sa création d'entreprise, Bazile Telecom, qui développe un téléphone mobile à une touche.

**En 2008, le Crédit Agricole Alpes Provence financera
1 créateur d'entreprise sur 3 dans notre région.**

UNE RELATION DURABLE, , ÇA CHANGE LA VIE.

ALPES PROVENCE
BANQUE  ASSURANCES
www.ca-alpesprovence.fr

Télétravail & Collectivités : un nouvel enjeu socio-économique

encore mises en œuvre, Pierre Morel-à-l'Huissier, établit aujourd'hui un état des lieux plutôt satisfaisant. " Le développement du télétravail nomade en France, évolue au rythme de l'extension de la couverture mobile qui avoisinait les 80 % de taux de pénétration de la population française fin 2007 et de l'informatisation accélérée de la société : 64 % des foyers sont équipés d'ordinateurs aujourd'hui contre 15% en 1995. Avant 2002, il n'existait aucun cadre juridique. La notion de télétravail était plus liée à des contraintes qu'à des avantages pour le décideur ou la Collectivité car elle nécessitait des aménagements complexes du poste de travail à la charge de l'employeur." L'avènement des mobiles propulse le télétravail vers un " open work " en phase d'expansion qui révolutionne la politique managériale des entreprises, orientées de plus en plus pour ses salariés en situation de mobilité vers des solutions mixtes, mêlant travail à domicile et espaces de bureaux partagés à temps partiel.

L'avènement des télécentres en France

Les villes sont engorgées, les lieux de travail, souvent éloignés des habitations et, sur le chemin, trafic, pollution et stress nous gâchent la vie. Mais le télétravail, qui devait nous libérer de ces contraintes, peine à émerger en France, où il plafonne à 7% de l'activité totale, contre 30% aux États-Unis et 20 % en Scandinavie. Fin 2005, étaient reliées à internet, près de 95% des entreprises et 7,4% de la population active en France, dont 5,4% en nomade et 2% à domicile, pour une moyenne européenne de 13% et de 25% aux États-Unis.

Une enquête menée par le BVA pour le compte de la CNSAEE menée du 13 au 14 Avril 2007 auprès de 457 personnes formant un échantillon représentatif des "citadins" ayant leur résidence principale dans des villes et/ou agglomérations de plus de 100.000 habitants a révélé que la vie à la campagne a évolué mais qu'il est toujours aussi difficile d'y exercer une activité professionnelle (66%) et si plus d'un citadin sur 3 désire s'installer à la campagne, 60% d'entre eux n'a pas encore choisi sa région d'installation tout en ayant un projet professionnel :



Atelier au Colloque du Sénat

Déjà, 440 000 télétravailleurs salariés et de plus en plus de télétravailleurs indépendants s'installant à la campagne exercent leur activité à domicile ou de façon nomade. Une grande partie d'entre eux expriment le souhait de travailler au moins une partie de leur temps à proximité de leur domicile, de leur maison de campagne ou de leur clientèle, afin d'éviter l'isolement et d'enrichir leurs connaissances par des échanges réguliers d'informations. Des télécentres - espaces professionnels équipés d'outils informatiques et de télécommunications à disposition des télétravailleurs - ont ainsi vu le jour. Ils sont aujourd'hui une trentaine en France. Un virage vers l'ère économique numérique d'ores et déjà amorcé sur le terrain constate Jean-Michel Astier, Président du Réseau National des Télécentres qui témoigne " du dynamisme des élus et de leur souhait de mener une politique locale vers des emplois durables développés grâce aux télécommunications et confortés par l'attractivité de leurs territoires ". Il est indispensable -ajoute-t-il- pour relever ce défi en parallèle " de valoriser auprès des entreprises le télétravail comme levier de performance, de productivité et d'une optimisation des ressources humaines au bénéfice conjoint du salarié et de son employeur ". A l'occasion du Colloque "Entreprises en télécentres " fin 2007, le RNT a énoncé le démarrage de la seconde phase du programme impliquant les régions Midi Pyrénées, Aquitaine, Normandie, Nord et Ile de France.

Retour d'expérience en Régions

Des télécentres du Beaujolais, du Cantal, de Montluçon aux portes de l'Auvergne où transitent des télétravailleurs anglais et entreprises locales, à la démarche d'Ariège-expansion pour l'accompagnement de télétravailleurs dans un contexte de revitalisation d'un territoire rural en passant par l'expérience du plus " ancien " télécentre à Lansen-Vercors, tous avouent leur enthousiasme pour cette nouvelle forme organisationnelle du travail qui fait largement ses preuves. " En fréquentant un télécentre, explique Fabien Miedzianowski, directeur des systèmes d'information au Conseil général du Cantal le télétravailleur sort de chez lui pour se rendre dans un lieu de travail qu'aura éventuellement validé son employeur et où il côtoie d'autres télétravailleurs. Dans chacun d'eux, on trouve ainsi quatre postes de travail partagés, car le télétravailleur peut n'y venir qu'à temps partiel et travailler ailleurs le reste du temps. Une personne animant le local est là pour lui permettre de réserver son poste à l'avance. " Pour faire exister le projet, les télétravailleurs répertoriés localement ont été démarchés. Tout comme ont été sollicités des demandeurs d'emplois désireux de s'installer comme travailleurs indépendants. À terme, le Cantal comptera sept télécentres. Quels sont les attraits pour un jeune créateur d'entreprise ? "Un loyer modéré (8 € le m2 sur une durée maximale de 2 ans), des outils qui fonctionnent, une maintenance du matériel et aussi une

assistance dans divers domaines. Des Fonds de Soutien Européens nous permettent de faire de l'accompagnement d'entreprises en télécentres ou en pépinières grâce à un réseau d'agents spécialisés dans les TIC, dans la gestion et le marketing. " ajoute Michel Laclautre, Directeur Formation Développement, CCI Montluçon Gannat aux Portes de l'Auvergne. Pour le télécentre de Murat, logé dans la Maison des services, une quinzaine de candidats ont déjà bénéficié d'une formation. Yann Kervran était directeur de la rédaction dans une société d'édition à Apt. " Depuis tout petit, je rêvais de venir vivre en Auvergne ", explique ce passionné d'histoire qui produit en ce moment des ouvrages d'architecture militaire. Il comptait travailler chez lui, mais sa ligne téléphonique n'était pas éligible au haut débit. Alors, en attendant qu'elle le soit, le télécentre le dépanne. " C'est très confortable. En plus, c'est gratuit. Arrivant de Provence, où l'on ne pense qu'à vous "traire", j'ai halluciné. " Carima Houd, voisine de bureau de Yann Kervran, était secrétaire pour un ambulancier qui a cessé son activité. Elle a décidé de créer sa propre entreprise. Handicapée moteur, la formule du télétravail lui permet de lever les obstacles liés aux déplacements. La politique de développement touristique du Beaujolais à l'initiative de Danielle Chuzeville, Présidente de l'Association " Beaujolais vert ", s'organise de son côté, autour de deux axes principaux : d'un côté le renforcement de l'attractivité touristique à l'échelle locale, nationale et internatio-

Tele-work and Communities : a new socioeconomic stake

way in Pacific Asia, (except Japan), the United States and Western Europe. This tendency is expected to increase. In 2004, there were 650 million tele-workers worldwide; in 2009 there should be 850 million, that is an employee on four in the world.

The development of nomad tele-work

Pierre Morel-à-l'Huissier, member of Parliament for Lozère, author of the report " From tele-work to mobile work " presented to the Prime Minister on 10th November 2006, who was appointed to identify the causes of the French delay in the use of tele-work (7 % of the working population against 13 % in Europe in 2006), recommended a certain number of solutions in the public and private sectors. Concerning the governmental action, he suggested: the creation of a dedicated website and reinforcing ministerial communication on this subject ; to make tele-work a tool of modernisation for the State and to integrate it into the field of collective negotiation ; to organize the exchange of experiences between administrations and civil servants, to develop the training of tele-workers and identify all the functions that could be applicable to tele-work through audits within the framework of the State reform. As for the private sector, he proposed 6 orientations : the consideration of the place where the work is effectively done by tele-work, outside the company's premises, to benefit from fiscal advantages; initial and continuous professional training for using TIC (information and communication technologies) and telework; the coordination of the projects, their follow-up and their evaluation within a decentralized structure; to take account of a

professional accident when the tele-work was formalized by a contract of employment and the accident arises at the workers home when he is performing his missions and during the stipulated working period ; the improvement of the employment conditions of the tele-workers (ergonomics) ; finally, the creation of a micro-social status, just like the micro-fiscal status. Even if all these solutions have not yet been concretely applied, Pierre Morel-à-l'Huissier makes quite a satisfactory report on the situation today. "The development of nomad tele-work in France evolves at the rate of the extension of mobile coverage which was about 80 % late 2007, and the increase in computerisation: today, 64 % of homes are equipped with computers against 15% in 1995. Before 2002, there was no legal frame. The notion of tele-work was more associated to constraints than to advantages for the decision-maker or the Community because it required the organisation of complex workstations at the employer's expense. "The development of mobiles spurred tele-work towards "open work " , which revolutionised companies' managerial policy, moving more and more towards mixed solutions, mingling work at home and office spaces shared part-time.

The arrival of tele-centres in France

Town are saturated, working premises are often far from home, entailing the problems of traffic, pollution and stress that spoil our life. Nevertheless, tele-work, which should free us from these constraints, is struggling to penetrate the market in France where it barely represents 7 % of total activity, against 30 % in the United States and 20 % in

Scandinavia. At the end of 2005, about 95 % of companies and 7,4 % of the working population in France were connected with Internet, among which 5,4 % in nomad and 2 % at home, for an European average of 13 % and 25 % in the United States.

An inquiry led by the BVA for the CNSAEA from 13 to 14th April 2007 with a sample of 457 persons representing 'city-dwellers' with their main home in cities or towns of more than 100.000 inhabitants, revealed that life in the country was evolving but that it is always difficult to exercise a professional activity there (66 %). And if more than one city-dweller on 3 wishes to move to the country, 60 % of them have not yet chosen where to set up, although they have a professional project.

Already, 440 000 employed tele-workers and more and more independent tele-workers settling down in the country to accomplish their activity at home or in a nomad way. Many of them express the wish to work at least a part of their time near their home, their country house or near their clientele, to avoid isolation and enrich their knowledge by regular exchanges of information. This has led to the creation of tele-centres: professional spaces equipped with computers and telecommunications at the disposal of tele-workers. They are around thirty in France today. A change of direction towards the digital economic era has begun, notes Jean-Michel Astier, President of the National Network of tele-centres (RNT). He testifies "the dynamism of the politicians and their wish to apply a local policy towards durable employment, developed thanks to telecommunications and consolidated by the attractiveness of their territories. To take up this challenge, it is indispensable to convince companies that tele-work is a booster for performance, productivity and an optimisation of human resources for the joint profit of the employee and his employer ". On the occasion of the colloquium "Companies in tele-centres" at the end of 2007, the RNT announced the beginning of the second phase of the program implying the regions Midi Pyrenees, Aquitaine, Normandy, the North and Ile de France.

Return of experience in Regions

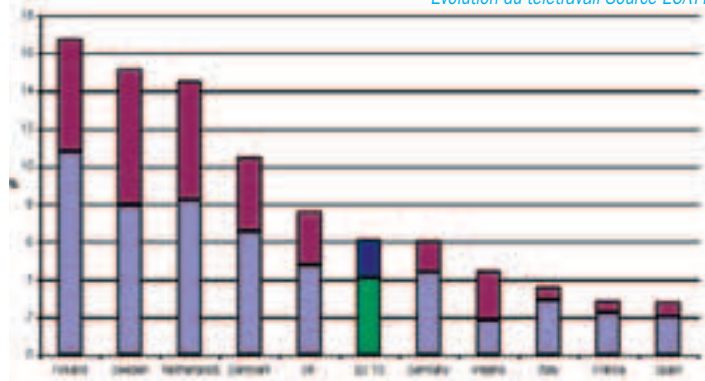
From the tele-centres of Beaujolais, Cantal, Montluçon

near Auvergne where English tele-workers and local companies pass in transit, to the method of Ariège-expansion for accompanying tele-workers to revitalise the rural areas, passing by the experience of "the oldest" tele-centre at Lans-en-Vercors, all admit their enthusiasm for this new organisation of work which proves its success. Fabien Miedzianowski, director of the data processing systems of the Cantal County Council explains: "By working in a tele-centre, the employee goes to work on premises that have been validated by his employer, where he meets other tele-workers. Consequently, each centre has four shared work-posts, because the tele-worker can come there only part-time and work somewhere else the rest of the time. There is an animator at the premises who enables him to reserve his work-post in advance. "To enable the existence of the project, locally listed tele-workers were contacted, and so were job-seekers wishing to set up as freelance workers. In due time, there will be 7 tele-centres in the Cantal department.

What are the attractions for a young company creator? ... "A moderated rent (8 € m2 for a maximum duration of 2 years), high-performance equipment, maintenance of the material and also assistance in various fields. The European Support Funds enable us to accompany companies in tele-centres or incubators thanks to a network of agents specialised in TIC, management and marketing " explains Michel Laclautre, Training and Development manager at the Montluçon Gannat Chamber of Commerce near Auvergne. At the Murat tele-centre, about fifteen candidates have already benefited from training. Yann Kervran was editorial manager in a publishing company in Apt. "Ever since I was young, I dreamed of coming to live in Auvergne ", explains this lover of history who is presently producing works on military architecture. He planned to work at home, but he could not obtain a high output telephone line. So in the meantime, he resorted to the tele-centre. "It is very comfortable, and it's free of charge."

Yann's office neighbour, Carima Houd, was a secretary for an ambulance driver who stopped his activity. She decided to create her own company. Handicapped for driving, the concept of tele-work enabled her to counter the

Evolution du teletravail Source ECATT



Télétravail & Collectivités : un nouvel enjeu socio-économique

nale ; et d'un autre côté le développement d'une politique en faveur du tourisme de loisirs et de découverte par la mise en valeur des spécificités du territoire. 26 centres multimédia ont été répertoriés. Ils permettent la formation de 1000 personnes/an. Le télécentre de Saint Mamert permet la formation de 300 personnes/an. Les personnes sans outil informatique et les touristes peuvent venir par ailleurs se connecter gratuitement. Enfin, Ariège Expansion, agence de développement économique d'Ariège Pyrénées a initié le projet "Ariège accueille les Solos" financé par l'Union Européenne, l'Etat et les Collectivités locales. L'opération permet de détecter des candidats télétravailleurs indépendants, télétravailleurs salariés potentiels à l'installation en milieu rural et futurs créateurs d'entreprises. Elle a ainsi identifié 150 personnes qualifiées " prospects ", 95 " solos d'Ariège", 15 000 visiteurs sur le site internet dédié, 32 "Télétravailleurs" accueillis en sessions découverte pour évaluer et

valider leurs projets et 9 installations d'entreprises réalisées ou en cours ! " Une Révolution mentale est en marche confirme Philippe Planterose, représentant l'Association Française du Télétravail et des Téléactivités. En favorisant de plus en plus la mobilité des salariés et une plus grande flexibilité dans le travail, elle prépare les actifs à la mondialisation. Le télétravail permet ainsi d'équilibrer l'emploi au plan territorial par un développement de parcs d'activités dans les zones rurales et la revitalisation des zones périurbaines. Il représente pour l'entreprise la solution la plus à même d'éviter le chômage technique et la baisse de productivité en anticipant les mutations socio-économiques. S'inscrivant dans une démarche de développement durable, il constitue la meilleure réponse au problème de désengorgement des centres-villes et des transports publics. " Un enjeu social de taille qui devrait bouleverser le paysage géo-économique dans les années à venir ! ■

travel problems. On the initiative of Danielle Chuzeville, president of the association " Beaujolais vert " the tourist development policy of Beaujolais was organised around two main axes: on one hand, the intensification of tourist attractiveness on a local, national and international scale; and on the other hand, the development of a policy in favour of the leisure and discovery tourism by developing the specificities of the territory. 26 multimedia centres were listed. They allow the training of 1000 persons per year. Saint Mamert's tele-centre allows the training of 300 persons / year. Those who do not possess a computer and tourists can come to connect free of charge. Finally, Ariège Expansion, the economic development agency of Ariège Pyrenees introduced the project "Ariège welcomes Solos", financed by the European Union, the State and Local governments. The operation makes it possible to identify independent tele-work candidates, potential tele-work employees for rural areas and future company creators. It

thereby identified 150 "prospects", 95 "Ariege solos", 15 000 visitors on their Internet site, 32 "Tele-workers" received in discovery sessions to estimate and validate their projects, and 9 company set-ups! " A mental Revolution is on the march" confirmed Philippe Planterose, representing the French Association of tele-work and tele-activities. By favouring the mobility of the employees and a better work flexibility, it prepares working persons for globalisation. Tele-work enables a better distribution of employment over the land by developing activity parks in rural areas and revitalizing the urban outskirts. For companies; it offers the best solution to avoid layoffs and the decline of productivity by anticipating the socioeconomic changes. It adheres to sustainable development by offering the best answer to the problem of congestion in centres-cities and public transport. "An enormous social stake which should transform the geo-economic landscape in the years to come! ■



Paca Informations Économiques®

Le 1er quotidien web de l'économie régionale depuis 2002

www.pacainfoeco.com



Chaque jour, réactualisés en temps réel :

Des articles, des analyses, un regard en recul
Les analyses d'économistes nationaux

pour nos abonnés web :

- Une lettre d'information hebdomadaire (la plus ancienne lettre éco online de la région paca)
- La lettre quotidienne des décideurs



Paca Informations Économiques

+33/ (0)9 53 67 28 28

redaction@pacainfoeco.com - www.pacainfoeco.com

L'idéal pour s'implanter à l'étranger
serait d'y être déjà implanté
pour connaître les erreurs
à ne pas commettre quand
on veut s'y implanter.



Aidexport CIC

On vous accompagne dans la recherche de partenaires et de financements à l'étranger. Si vous souhaitez conquérir de nouveaux marchés ou vous implanter à l'étranger, les banques CIC sont les partenaires idéales pour faire de ce projet une réussite. Concrètement, nous disposons d'un réseau de représentants sur le terrain et d'experts internationaux qui connaissent l'environnement économique, industriel, social et culturel des différents pays et peuvent analyser pour vous, sur place, le réel d'un marché ou l'état de la concurrence. Ils vous aideront à réaliser une étude de marché fiable et à trouver les bons partenaires. Nous vous accompagnons ensuite pour le financement et l'assistance à l'implantation. Notre intérêt commun est de favoriser votre développement à l'international.

 N° Indigo 0 820 01 13 13

0,12 € TTC / MN



Parce que le monde bouge.

**14^{ème}
Édition**

FIDEST | Rencontres
& Expo
Salon Industriel Méditerranéen

Avec plus de 250
Exposants attendus
HALL 1

**Un événement
industriel incontournable**

Conjointement avec les **J**ournées
Méditerranéennes de l'**I**ndustrie

MARSEILLE

PARC CHANOT - HALL 1

17-18-19 JUIN 2008

**Les secteurs
concernés :**

- Aéronautique
- Chimie, Pétrochimie
- Nucléaire
- Industries navales
- Micro-électronique, électronique
- Plasturgie
- Sidérurgie
- Mécanique générale et de précision
- Santé, cosmétique, parfumerie
- Télécommunications
- Maintenance Industrielle
- Ingénierie

**DES RENDEZ-VOUS
D'AFFAIRES
PROGRAMMÉS**

ENTRE GRANDS DONNEURS D'ORDRES
FRANÇAIS ET INDUSTRIELS RÉGIONAUX

■ Équipements de production
■ Machine-outil

Un espace réseau et
partenariat industriel
Des conférences

MARSEILLE PROVENCE
CHAMBRE COMMERCE ET INDUSTRIE

UBI FRANCE
UNION DES INDUSTRIES

coface

commerce
international



Union des
Industries
et Métiers de la Méditerranée
Côte d'Azur - Provence
Var - Alpes-Maritimes

Forum de l'Entreprise
Marseille Provence



ADECI



Chimie-Plastique-Matériaux
Industrie Chimique et Plastiques
des Alpes-Maritimes et de la Côte d'Azur



cetim

Association des Industriels de la Région



**ENTRÉE
ET PARKING
GRATUITS**

HORAIRES D'OUVERTURE DU SALON :

**MARDI 17 JUIN 10h à 18h30
MERCREDI 18 JUIN 10h à 21h30
JEUDI 19 JUIN 10h à 17h00**